

Rapport final

Conférence FESA-UNESCO

« Prévention des violences et promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique »



12-13 décembre 2016
Luena, Moxico
Angola

Les appellations employées dans ce rapport et la présentation des données qui y figurant n'impliquent, de la part de l'Organisation, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2017

Tous droits réservés

Création graphique et mise en page : UNESCO

Paris, France

Ce document a été réalisé par le Département Afrique de l'UNESCO, en collaboration avec la Fondation Eduardo dos Santos (FESA)

TABLE DES MATIERES

I - Contexte et Justification	5
II – Programmes	6
III – Première journée	
Conférence internationale sur la « prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique ».	
Cérémonie d’ouverture	11
Table ronde 1 : « <i>Prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique : quelle contribution du Réseau des Fondations et des Institutions de Recherche ?</i> »	13
M. Angok Achuil Angok Achuil, Centre pour la Paix et le Développement de l’Université de Juba (Sud Soudan).....	13
M. Rembe Nasila Selasini, Chaire UNESCO Oliver Tambo, des Droits de l’homme de l’Université Fort Hare (Afrique du Sud).....	14
M. Manuel Correia De Barros du Centre des études stratégiques d’Angola.....	14
M. Jean-Noël Loucou, Secrétaire général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix.....	15
M. Simon A. Akindes, Professeur de Politique, de Philosophie et de Droit à l’université de Wisconsin (USA).....	15
M. Kouassivi Abdon Sofonnou du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA).....	16
Table ronde 2 : « <i>Le rôle des jeunes dans la prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale</i> »	17
Membres du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix :	
Mme Astha Edna Baniakina Dia-Bangouaya, (Congo-Brazzaville).....	17
Mme Gogontlejang Phaladi,(Bostwana)	18
M. John-Paul Ikwelle Ekene, Président du réseau, Nigéria).....	18
M. Karim Saafi Adyfe, Co-Président d’ADYFE, Diaspora africaine, Belgique-Tunisie.....	18
Mme Sylvia Namukasa, Ouganda).....	19
Mme Boitumelo Motsoatsoe, (Afrique du Sud).	19
M. Max-Axel Bounda Moussavou, Secrétaire permanent du réseau, (Gabon).....	19

Présentation de la campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale : « Des mots différents, une seule langue : la Paix » et cérémonie officielle de lancement en Angola.....	21
Cérémonie de clôture	22
Animation musicale : « Donnons la paix » - Annie-Flore Batchiellilys et les jeunes d’Afrique centrale.....	23
IV – Deuxième journée	
Réunions des Réseaux panafricains pour la culture de la paix	
La réunion du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix.....	25
La réunion des membres du Réseau des Fondations et des Institutions de Recherche pour la Promotion d’une Culture de la Paix en Afrique.....	28
V - CONCLUSIONS	31
VI - SYNTHESES DES RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS D’ACTION	33
VII – ANNEXES	36
Annexe 1 – COMMUNICATIONS DES PARTICIPANTS	36
Annexe 2 – LISTE DES PARTICIPANTS	96

Contexte et Justification

L'Afrique a longtemps été, et continue d'être, le théâtre d'un nombre impressionnant d'élections qui se terminent en contestations violentes. Les conséquences s'en trouvent désastreuses avec des pertes en vies humaines par centaines, une économie des pays concernés malmenée, et surtout une paix sociale prise en otage pendant des mois, voire plusieurs années.

C'est dans ce contexte singulier que l'UNESCO et la FESA entendent contribuer significativement à la consolidation des valeurs démocratiques en Afrique, et particulièrement à la démocratie électorale, par la promotion de valeurs démocratiques et d'actions en faveur de la paix en vue d'un développement durable. Il est question de sensibiliser l'ensemble les parties impliquées (responsables, militants et sympathisants politiques, jeunes, populations, forces de sécurité et de maintien de l'ordre, et médias) afin qu'elles s'abstiennent de poser des actes susceptibles de déclencher des conflits politiques, intercommunautaires, interculturels. Ces acteurs devront plutôt opter pour l'intérêt collectif et prendre des mesures préventives concrètes pour lutter contre toute forme de violence pendant les élections, et assurer ainsi le déroulement pacifique du processus électoral.

La dernière conférence FESA-UNESCO sur la culture de la paix de septembre 2015, à Soyo (Angola), a donné lieu à de nombreuses recommandations. C'est dans la continuité de ses travaux que la Fondation Eduardo Santos a organisé, en partenariat avec l'UNESCO, les 12 et 13 décembre 2016, la conférence internationale sur le thème « **Prévention des violences et promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique** » à Luena, province du Moxico en Angola.

Cela a également été l'occasion pour les membres des réseaux panafricains pour la culture de la paix de se réunir. Le Réseau des Fondations et Institutions de recherche pour la promotion de la culture de la paix a dressé le bilan de ses activités et adopté un nouveau plan d'action. Le Réseau Panafricain des Jeunes pour la culture de la paix, pour sa part, a suscité une prise de conscience et une réaction collective quant au rôle que peut jouer la jeunesse dans la promotion et la consolidation de la paix.

Cette conférence de Luena a aussi été le prolongement officiel de la **Campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale « Des mots différents, une seule langue : la Paix »**, lancée le 9 juillet 2016 au Gabon par le Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCOP); campagne qui ambitionne de s'étendre à tous les pays de l'Afrique centrale, puis à tout le continent.

Programme de la Conférence

Journée du 12 décembre	
09 :30 –10 :15	Cérémonie d'ouverture
	<p>Discours d'ouverture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mot de bienvenue de M. João de Deus Pereira, Directeur général de la Fondation Eduardo dos Santos (FESA) - Mot de M. António Francisco Tingão Mateus, Président du Conseil national de la jeunesse d'Angola - Mot de M. Loïtéohin Félix Ye, Directeur du Bureau régional multisectoriel de Yaoundé (Cameroun), Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, en lieu et place du Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'Afrique - Discours de Pinda Simão, Ministre angolais en charge de l'Education et Président de la Commission National pour l'UNESCO
10 :15 – 10 :45	Pause-café
10 :45 – 12 :45	<p>Table-ronde 1 - « La prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique : quelle contribution du Réseau de Fondations et Institutions de recherche ? »</p> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Manuel Correia Barros, Brigadier angolais • Membres du Réseau de Fondations : <ul style="list-style-type: none"> - M. Angok Achuil, Chef de département des études diplomatiques, Université de Juba, Soudan du Sud - M. Rembe Nasila Selasini, Professor, Titulaire de la Chaire UNESCO Oliver Tambo sur les droits de l'homme, Afrique du Sud - M. Jean-Noël Loucou, Secrétaire général, Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, Côte d'Ivoire - M. Simon Adetona Akindes, Professeur de politiques, de philosophie et de droit, Université du Wisconsin, USA - M. Sofonou Kouassivi Abdon, Gestionnaire de programme, CODESRIA <p>Modérateur :</p> <p>Mme Ana Elisa Santana Afonso, Chef de Bureau et Représentante de l'UNESCO en République du Congo</p>

12 :45 – 13 :45	Déjeuner
13 :45 – 15 :45	<p>Table-ronde 2 - « Le rôle des jeunes dans la prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale »</p> <p>Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. António Francisco Tingão Mateus, Président du Conseil national de la jeunesse d'Angola • Membres du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix : <ul style="list-style-type: none"> - M. John-Paul Ikwelle Ekene, Président du réseau, Nigéria - Mme Boitumelo Motsoatsoe, Afrique du Sud - Mme Gogontlejang Phaladi, Bostwana - Mme Astha Edna Baniakina Dia-Bangouaya, Congo - M. Karim Saafi Adyfe, Co-Président d'ADYFE, Diaspora africaine, Belgique-Tunisie - M. Max-Axel Bounda Moussavou, Secrétaire permanent du réseau, Gabon - Mme Sylvia Namukasa, Ouganda <p>Modérateur : M. Abdourahamane Diallo, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO en République Démocratique du Congo</p>
15:45 – 16 :15	Pause-café
16:15 – 16 :35	Présentation de la Campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale : « Des mots différents, une seule langue : la Paix »
	<p>Propos introductif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. Vincenzo Fazzino, Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO, Gabon - M. Max-Axel Bounda Moussavou, Secrétaire permanent du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix
16:35 – 17 :35	Prestation des artistes
	<ul style="list-style-type: none"> - Mme Joly Makanda, Auteur-Compositeur, Angola - Mme Annie-Flore Batchiellily, Auteur-Compositeur, Invitée spéciale du Gabon

17:35 – 18 :35	Cérémonie officielle de lancement en Angola de la Campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale : « Des mots différents, une seule langue : la Paix »
18 :35	Fin de la conférence

Réunions en parallèle

Quatrième réunion du Réseau de fondations et institutions de recherche pour la promotion de la culture de la paix en Afrique

Journée du 13 décembre	
09 :30 – 9 :45	Cérémonie d'ouverture
	Discours d'ouverture : - Allocution de bienvenue de M. João de Deus Gomes Pereira, Directeur général de la Fondation Eduardo dos Santos Président du Réseau des Fondations et Institutions de recherche
9 :45 – 10 :30	Rapport d'activités 2015-2016
	Examen et discussion M. Jean-Noël Loucou - Secrétaire exécutif du Réseau
10 :30 – 11 :00	Pause-café
11 :00 – 12 :00	Présentation de Projets
	Projet Chaire UNESCO de l'université de Florence - Chaire UNESCO de l'université Félix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire - M. Kouassi Aimé Malanhoua, Directeur administratif, Chaire UNESCO d'Abidjan Projets des autres fondations et institutions de recherche
12:00 – 13 :30	Pause-déjeuner

13:30 – 15 :00	Plan d'action du Réseau
	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un programme d'activités pour 2016-2018 - Projet de budget du Réseau - Propositions de soutien à des actions et initiatives concrètes
16:35 – 17 :35	Cérémonie de clôture
	<ul style="list-style-type: none"> - Lecture du rapport général des travaux - Mot de clôture
17 :35	Fin de la conférence

Réunion du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix en Afrique

Journée du 13 décembre	
09:00 – 9:30	Prise de contact
9:30 – 10:15	Compte-rendu de la consultation (octobre-novembre 2016) en ligne tenant lieu d'assemblée générale
	<ul style="list-style-type: none"> - M. John-Paul Ikwelle Ekene, Président du PAYNCOP
10:15 – 10:45	Pause-café
10:15 – 10:45	Présentation du Rapport d'activités 2014-2016
	<ul style="list-style-type: none"> - M. Max-Axel Bounda Moussavou, Secrétaire permanent du PAYNCOP
11:45 – 12:45	Présentation et signature des statuts
	<ul style="list-style-type: none"> - M. John-Paul Ikwelle Ekene, Président du PAYNCOP - M. Max-Axel Bounda Moussavou

12:45 – 13:45	Déjeuner
13:45 – 14:45	Examen et adoption du projet de Plan d'action 2016-2018
14:45 – 15:00	Divers
15:00	Fin de la réunion

La cérémonie d'ouverture

Elle a eu lieu le lundi 12 décembre 2016 dans l'*Anfiteatro do Instituto Superior Politécnico* de l'Université José Eduardo Dos Santos de Luena, Province du Moxico, en Angola, avec la participation du Représentant permanent de l'Angola auprès de l'UNESCO, du Ministre angolais de l'Education, du Ministre de la Jeunesse et des Sports, du Gouverneur de la province du Moxico et du Directeur général de la FESA.



Le premier à prendre la parole fut le **Gouverneur de la Province du Moxico**, Général d'armée et ancien maquisard, Ernesto Dos Santos « Liberdade ». Il fut bref et a, au nom de toute la population de la province, souhaité la bienvenue à toutes et à tous à Luena, ville symbolique de la paix et capitale de la province du Moxico, félicité la FESA pour le choix de Luena, toute chose qui honore l'Angola, puis souhaité plein succès aux travaux.

Ensuite, **M. Loïtéohin Félix Yé**, Directeur du Bureau régional multisectoriel de Yaoundé, Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, s'est exprimé en lieu et place de M. Edouard Firmin Matoko, Sous-Directeur général pour l'Afrique de l'UNESCO. Il a remercié les co-organisateur pour l'hospitalité angolaise, pour la qualité de l'organisation et exprimé toute sa joie d'être présent à Luena, ville symbolique, pleine d'histoire. Cette conférence a été le témoignage suffisant de l'engagement de l'Angola et de son Président, Son Excellence M. Eduardo Dos Santos, pour la promotion d'une paix durable en Afrique. Il a fait un bref aperçu sur l'historique du mouvement Panafricain de la Paix, puis a cité l'exemple de la Gambie qui vivait des moments difficiles, comme preuve de la nécessité de la promotion d'une culture de la paix, une paix véritable et durable en Afrique. Il a insisté sur le fait que les élections devraient être des moments de compétitions civilisées, de confrontation d'idées, au lieu de moments de violence. Les élections devraient être éducatives et susceptibles de transmettre des valeurs. Il a terminé en disant que la mise en œuvre du plan d'action de Luanda était une œuvre de longue haleine et qu'à ce titre, il fallait rêver ensemble pour faire bouger des montagnes.

M. Joao de Deus Gomes Pereira, Directeur général de la Fondation Eduardo Dos Santos et Président du Réseau a aussi remercié le gouverneur et la population de Luena pour l'accueil chaleureux, depuis l'aéroport provincial « **Commandante Dangereux** » de Luena. Il a dit que

le défi à relever était sans conteste la promotion de la paix en période électorale et qu'il était urgent de mettre en place toutes les conditions de la mise en œuvre du projet. Il entendait donc bénéficier de l'expérience des éminents participants et orateurs d'autres pays. « Que Dieu nous bénisse tous », a-t-il dit en guise de conclusion.

Avant la phrase solennelle d'ouverture de la cérémonie, Son Excellence **M. Pinda Simao**, Ministre de l'Education de l'Angola, a demandé à toutes et à tous de bannir la violence et de promouvoir la tolérance et la solidarité, gages d'un développement harmonieux. Sa conviction est que la paix est une exigence fondamentale, un désir profond, une voie à suivre, une aspiration pour toute l'humanité, et qui a besoin d'être cultivée. La paix est possible lorsqu'il y a synergie entre différentes valeurs, lorsqu'on promeut le développement moral et social de l'individu, lorsqu'on transforme la violence en énergie positive. La culture de la paix s'avère être la meilleure stratégie pour prévenir les violences en Afrique et assurer une saine collaboration entre citoyens de divers horizons. Cette conférence étant une opportunité sublime pour l'édification d'une paix durable, il a invité chaque participant à s'investir pour la réussite de l'activité.

Table ronde 1:

« Prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique : Quelle contribution du Réseau des Fondations et des Institutions de recherche ? »



Après un mouvement d'ensemble artistique, une animation musicale et le retrait des autorités, place a été faite aux communications, sous la modération de Mme Santana Afonso Ana Elisa, Cheffe du bureau UNESCO Brazzaville. Le premier intervenant fut M. Angok Achuil Angok Achuil, Chef du Département des Etudes diplomatiques, au Centre pour la Paix et le Développement de l'Université de Juba (Soudan du Sud).

M. Angok Achuil a commencé par définir le conflit, puis les causes profondes du conflit sud soudanais, où il n'existe pratiquement pas de différence entre l'armée et les partis politiques. C'est la raison pour laquelle les hommes politiques se servent d'armes pour accéder au pouvoir. Il a lui-même été enfant soldat dès l'âge de 12 ans, donc un témoin vivant de beaucoup d'atrocités. Selon lui, il fallait se rendre à l'évidence qu'il existait des conflits avant, pendant et après les élections. Il s'est dit fondamentalement opposé au modèle occidental de la démocratie qui ne doit pas être du copier-coller pour nous africains, et a proposé une démocratie simple qui tienne compte de nos cultures, normes, religions, traditions. Il a fait une analyse statistique sur le taux du risque de conflit électoral dans toute l'Afrique (ouest, est, centre, nord, sud), à partir d'informations collectées dans les médias, aussi bien africaines qu'occidentales. Les résultats auxquels il est parvenu sont synthétisés dans les tableaux ci-dessous :

Les trois pays présentant moins de risque de violences électorales par ordre décroissant (2017-2022)

Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Est	Afrique Centrale	Afrique du Nord	Région sud-africaine
1-Togo 2-Ghana 3-Niger	1-Tanzanie 2-Rwanda 3-Ouganda	1-Congo 2-Guinée Equ. 3-Cameroun	1-Mauritanie 2-Tunisie 3-Algérie	1-Botswana 2-Namibie 3-Lesotho

Les trois pays présentant un risque de violences électorales par ordre décroissant (2017-2022)

Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Est	Afrique Centrale	Afrique du Nord	Région sud-africaine
1-Côte D'Ivoire 2-Mali 3-Gambie	1-Somalie 2-Sud Soudan 3-Burundi	1-RCA 2-RDC 3-Tchad	1-Lybie 2-Soudan 3-Egypte	1-Zimbabwe 2-Malawi 3-Afrique du Sud

Pour conclure, il a affirmé qu'il était plus que nécessaire de prévenir les violences électorales et promouvoir la culture de la paix dans tous les pays et toutes les sociétés.

M. Rembe Nasila Selasini, titulaire de la Chaire UNESCO Oliver Tambo, des Droits de l'homme de l'Université Fort Hare (Afrique du Sud), a rappelé que de nombreux pays de la sous-région sud-africaine ont été les derniers à se libérer du joug de la minorité coloniale blanche et de l'apartheid. Leur processus de libération était ainsi entaché de violences et d'impunités. Les démocraties africaines, les institutions démocratiques et les économies africaines étaient toujours fragiles et tributaires de l'aide extérieure. Pour lui, les élections constituent en principe un moyen qui assurerait la stabilité de la gouvernance démocratique, le développement socioéconomique de la population, du continent. Force est de constater cependant que les élections ont été truffées de fraude, de corruption. Si les élections n'étaient pas paisibles, justes et transparentes, le résultat ne pourrait en aucun cas refléter un consensus démocratique. Place donc à la contestation devant les tribunaux électoraux, et une porte ouverte à toutes formes de violence.

Les gens vivent dans un climat perpétuel de peur à cause de fréquents violations des droits humains (arrestations, tortures, détentions arbitraires, disparitions, violences politiques et ethniques, déplacements internes et externes des populations) et de la perte de l'autorité de l'Etat. Il faut en finir avec cette violence endémique à travers le dialogue inclusif, vecteur de paix. Nos riches traditions africaines peuvent nous servir de repères en termes de gestion pacifique des conflits. Le Réseau pourrait aussi conduire des études, des activités de recherches approfondies sur la campagne électorale, les périodes électorales et postélectorales, le code de conduite en période électorale. Cela dans l'optique de mieux prévenir les violences, avant, pendant et après les élections. Il existe pourtant des textes nationaux, régionaux et internationaux, qui régissent l'organisation d'élections paisibles, libres et transparentes. Qu'est-ce qui empêche leur mise en application ? Quelles leçons pourrait-on tirer des rapports des médias et des observateurs étrangers ?

L'entrée en scène de la société civile à travers son appui à la démocratie, aux institutions et au processus démocratique est une aubaine. La participation citoyenne et la responsabilité sociale au sein de la frange jeune est un impératif. L'adversaire politique n'est pas un ennemi, il faut accepter les points de vue contraires. Pour avoir des élections juste, paisibles et crédibles, il faut de la maturité politique.

M. Manuel Correia De Barros du Centre des études stratégiques d'Angola a soutenu que beaucoup de modèles de démocratie étaient mis à rude épreuve à cause d'élections manipulées. Il a constaté qu'un ou plusieurs partis en compétition s'opposaient souvent à la loi ; tenant parfois un langage violent et s'insultant au lieu de défendre des idées. Il est parti

de l'évolution du continent africain depuis la conférence de Berlin en 1885, sur les règles du partage de l'Afrique, puis a fait un clin d'œil sur le processus électoral angolais, en amont et en aval. Pour lui, les conflits qui minent un processus électoral trouvent leurs sources dans la constitution des comités d'organisation, les comptages des voix, le faible taux de participation, le langage violent, aussi bien des candidats que des électeurs. Il conclût que les élections ne devraient pas exacerber la haine mais devraient promouvoir la paix et la cohésion, pour un développement inclusif.

Pour **M. Jean-Noël Loucou**, Secrétaire général de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, l'Afrique connaît quelques cas de démocratie réussie (Sénégal, Bénin, Ghana, Cap-Vert...) mais aussi des cas moins réussies (Togo, Côte d'Ivoire, Nigéria), avec des centaines, voire des milliers de morts. Il a axé sa communication autour des causes de la violence électorale et de la contribution du réseau. Sur le premier axe, il était d'avis que les violences électorales avaient pour causes :

- La faiblesse des institutions de type occidental ;
- Les élections perçues comme une course vers la richesse ;
- La peur de perdre des privilèges en cas de non-réélection ;
- Les révisions constitutionnelles inopportunes et contestables ;
- Les textes électoraux imparfaits ;
- La gestion de l'Etat lui-même souvent régit pas des intérêts d'individus et non par une éthique du bien commun ;
- Les cas avérés de corruption en périodes électorales ;
- Les commissions électorales rarement autonomes et indépendantes ;
- Le rôle des médias (accès souvent non équitable à tous les candidats, politisation des organes de presse, messages de haine et de violence...)
- La non implication suffisante des femmes, pourtant excellentes agents de changement et médiatrices ;
- Les partis politiques mobilisant le plus souvent sur une base ethnique et régionale ;
- Les forces de l'ordre souvent aux ordres des pouvoirs en place, pour réprimer

En ce qui concerne le second axe, il a affirmé qu'il était évident que la société civile avait pris conscience de la menace et s'affairait à y apporter une solution avec l'aide de tous. Une élection tronquée engendrerait des violences de tous ordres, des rebellions, des coups d'Etat. Il est très difficile de gouverner un pays dans la violence, avec une parodie d'élection. Une des vérités à son sens, pour résoudre un conflit ou le prévenir puis éduquer à la paix, serait d'abord de l'étudier et de le comprendre. Il a assuré que le réseau allait s'inspirer de l'existant (U.A, CEDEAO, SADC, société civile...), pour orienter son action vers les études sur les élections, la mise en place d'un système d'alerte précoce, des campagnes de sensibilisation et d'éducation civique et l'observation des élections.

La communication de **M. Simon A. Akindes**, professeur de politique, de philosophie et de droit à l'université du Wisconsin (USA), s'est axée autour de l'exploration des stratégies de prévention de la violence électorale, avec les points suivants : état des lieux, les causes des violences et comment prévenir ces violences.

Des élections se sont tenues dans 18 pays africains en 2016. Certains pays ont connu la violence (Gabon), certains avec une faible intensité (Tchad) et d'autres pays pas (Bénin). Il a fait le constat que la violence s'était installée dans les pays où il n'y avait pas eu d'alternance à la tête de l'état depuis longtemps (Gabon, RDC) ou dans ceux ayant une longue tradition de guerre (Tchad, Somalie). C'était dans les pays avec des régimes autoritaires que la violence

avait été moindre ou circonscrite (Guinée Equatoriale, Congo). Les élections semblaient être devenues des occasions pour se légitimer et se maintenir au pouvoir, avec tous les privilèges y afférents.

Pour lui, la contribution du Réseaux des fondations et Institutions de recherche pour la paix devrait être sous forme d'un effort multidimensionnel et soutenu, pour éliminer les violences électorales surtout dans les pays où la violence n'avait que trop duré. Il faudrait redynamiser les travaux de recherches sur la violence en politique, avec un financement conséquent, puis partager les fruits des recherches pour que tout le monde puisse s'en inspirer. L'absence de transparence et de redevabilité, pouvait démotiver les électeurs quant à leur conviction qu'ils sont source de changement. L'accent devrait être mis sur la paix et non la sécurité. L'éducation à la paix devrait être un impératif au sein des communautés et dans les écoles. Toutes ces stratégies devraient être mises en pratique longtemps avant les élections pour plus d'efficacité. Prévenir valait mieux que guérir...

M. Kouassivi Abdon Sofonnou du CODESRIA (Dakar), dernier intervenant a affirmé que la violence électorale dépendait de la réalité du pays, et que malgré deux décennies de démocratie, l'Afrique peinait toujours à pérenniser les quelques acquis. Les contestations électorales constituaient la première source de conflits, d'instabilité et de violences en Afrique, avec des conséquences plus ou moins graves. Toujours les sempiternels problèmes avant, pendant et après les élections : mise en place de l'organe de gestion électorale, du comité d'organisation, établissement du fichier électoral, mise à jour du fichier électoral, nominations fantaisistes, absence de registre d'état civil, intégrité des membres de bureaux de vote, non-respect des textes... Il existait tellement de manipulations dans les élections que l'on était tenté de se demander « Qui vote ? Qui compte ? » Il faudrait absolument certifier que les résultats avaient été transparents avant d'empêcher les gens de manifester. Il faudrait que les votes puissent faire changer les choses positivement sinon, les gens ne croiraient plus à rien, avec comme conséquences, la résignation des électeurs et des populations, un faible taux de participation, des contestations violentes, donc une paix compromise. Il a fait remarquer qu'il existait aussi un désaccord permanent entre les acteurs du processus électoral, et qu'on était tenté de se demander si les procédures de déroulement des élections étaient appropriées pour les populations analphabètes.

Pour conclure, il a proposé la création d'un cadre permanent de concertation entre acteurs du processus électoral pour mener des réflexions, faire des réformes, proposer des outils de gestion fiables et adaptés aux réalités africaines, crédibles, indépendantes et efficaces.

Table ronde 2 :

« Le rôle des jeunes dans la prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale »



Se sont succédés à la tribune, pour exprimer leurs points de vue, avec comme modérateur **M. Abdourahamane Diallo**, Chef de bureau UNESCO Kinshasa, les communicateurs suivants :

Mme Baniakina Dia-Bangouaya Achta Edna (Congo-Brazza) a souligné que la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication plaçait la jeunesse au centre des enjeux stratégiques, en ce qui concerne la transmission et le partage de l'information. Les jeunes étaient à la fois source de conflits et ressources de cohésion sociale en période électorale. C'est au sein de la jeunesse que se cultivaient les germes de la violence, de la haine et de l'intolérance. Cependant, cette même jeunesse constituait un véritable canal de diffusion de messages de paix, de tolérance, de non-violence.

Qui voulait la paix, préparait la paix ! Les jeunes devraient faire l'objet d'une attention particulière, et mis au centre de réflexion et de planification, dans des programmes de développement en période normale et électorale. Qui d'autre que le jeunes eux-mêmes pour promouvoir efficacement les valeurs de paix en leur sein à travers les actions suivantes :

- La création de médias dédiés aux jeunes, animés par des jeunes et orientés vers la production de contenus thématiques axés sur la paix ;
- La formation des jeunes journalistes africains en production de contenus médiatiques axés sur la paix ;
- La participation des jeunes au processus de réflexion et de prise de décision en matière de communication sociale entre gouvernants et gouvernés en période électorale ;
- La mise à disposition de moyens financiers conséquents, pour la mise en œuvre du slogan « Un jeune, Un métier »

La bonne stratégie de prévention résidait dans les outils de communication, l'alerte précoce, la sensibilisation et la formation des jeunes.

Pour **Mme Phaladi Gogontlejang (Botswana)**, la jeunesse qui représente 60% de la population avait un rôle important à jouer. La culture de la paix et le leadership des jeunes étaient un impératif. La culture étant un édifice social ne devait pas seulement se limiter à la tenue vestimentaire ou à l'art culinaire, et que la diversité culturelle devait unir et non diviser. L'accent devrait être mis sur l'intérêt national. « Si nous les jeunes, nous ne nous organisons pas, nous agoniserons. Nous devrions aussi avoir un dialogue franc et constructif avec les aînés ; ils ne sont pas nos ennemis. Lorsqu'un jeune est frustré, il est prêt à accepter toute forme de radicalisme. Lorsque nous votons, nous prenons une décision et lorsque nous ne votons pas, nous permettons à quelqu'un d'autre de prendre une décision à notre place. »

M. Ikwelle Ekene John Paul (Nigeria) a affirmé que pour eux, les jeunes, l'éducation à la paix était importante pour obtenir des élections apaisées. Elle était possible à travers la formation formelle ou informelle, le partage d'information et le renforcement des capacités sur la citoyenneté active et la liberté d'expression, les droits de l'homme et l'égalité du genre, la démocratie et l'intégration régionale, le courage moral et les mécanismes d'alerte précoce, le bilan et évaluation des risques, le dialogue intergénérationnel...

Il donna comme exemple de ce que faisaient les jeunes le Youth Vanguard for Peace (les jeunes avant-gardes pour la paix), au Nigéria ; un projet intra-jeunesse à long terme dans les écoles du Nigeria, où l'accent était mis sur l'initiation aux concepts de la culture de la paix, du courage moral, de la citoyenneté active et UBUNTU.

Tous les supports pédagogiques pouvaient être trouvés en ligne. Tout ce qu'il fallait, c'était de se mettre en réseaux et de se partager les liens. Les jeunes devraient s'occuper dans des activités qui les prédisposeraient moins à la violence telles que :

- Une campagne sur la citoyenneté responsable, l'importance du vote et la protection pacifique de sa voix ;
- La formation d'équipe d'élèves et leur formation en mécanismes d'alerte précoce et en gestion des conflits ;
- L'organisation de débats publics entre candidats sur leurs programmes d'action et l'importance accordée aux jeunes dans leurs politiques de développement et leurs mises en œuvre. Cela permettrait de choisir le meilleur candidat ;
- L'organisation de débats radiophoniques, sur le campus ou dans les stations de radio communautaires en direct, sur l'importance du processus électoral, la participation non-violente, la constitution en équipe d'observateurs ;
- L'organisation de rencontres régulières dans les mairies, les cross populaires, etc...

Les jeunes allaient être aidés par une mise à disposition des supports matériels et techniques en matière d'éducation à la paix. Un programme d'orientation citoyenne sur le processus électoral et sur l'importance de la participation active, sous forme de formation des formateurs serait élaboré.

Selon **M. Saafi Adyfe Karim (Belgique-Diaspora)**, le choix de la période électorale était primordial car il déterminait comment les élections pouvaient et allait se tenir. Les jeunes de la diaspora africaine devaient se donner la main afin de s'impliquer activement dans le développement de leurs pays respectifs, pour des élections justes, transparentes et apaisées. A cet effet, un projet verrait le jour en 2017 où l'accent serait mis sur les activités prenant en compte les jeunes dans le processus électoral. »

Mme Namukasa Sylvia (Ouganda) a fait remarquer que l'Ouganda est la plus jeune nation au monde, avec 77% de sa population ayant moins de 30 ans. Pour elle, Election ne signifiait pas violence. La jeunesse constitue une force de décision qui pourrait se concentrer sur le processus électoral et non sur la violence, la haine, le racisme... Les communautés rurales étaient rarement ou pas suffisamment prises en compte ou consultées pendant les joutes oratoires lors des campagnes, ou par les « gens de la ville ». Elle a ensuite ajouté que les jeunes devraient travailler en partenariat avec les forces de l'ordre et les législateurs sur les potentiels risques de violences électorales, créer des comités de jeunes pour lutter contre les violences et dénoncer tout acte suspect. Les jeunes ne devaient pas se procurer des armes, ni utiliser les réseaux sociaux pour enflammer les situations déjà précaires, ni laisser la violence éclater. La vérité devait être dite aux jeunes et l'Etat de droit devait être proclamé. L'accent devrait être mis sur les travaux d'intérêts communs et les activités sportives qui unissent au lieu de diviser. La violence et la discrimination à l'égard des jeunes handicapés, indigents, ou appartenant à des minorités et communautés marginalisées devaient être bannis. Elle a encouragé les jeunes à s'engager dans des activités de prévention des conflits, des jeux de rôle où chaque jeune pourrait exprimer sa vision du monde, de planter des arbres de la paix.

Mme Motsoatsoe Boitumelo (Afrique du Sud), quant à elle, a fredonné, une très belle chanson (*Oh Black Person*) en guise d'introduction à sa communication, avec comme objectifs d'une part, de rappeler à l'auditoire la puissance des arts, de la musique, et d'autre part, que l'homme est un loup pour l'homme et, pour aller de l'avant, on doit s'aimer tel qu'on est. Elle a rappelé que les arts étaient le miroir de la société ; qu'il n'y avait rien de tel comme outils d'enseignement, d'apprentissage et de communication. Une excellente thérapie en fait. Elle a avoué être très heureuse que les jeunes aient été associés à la conférence de Luena et formulé le vœu que tous les acteurs du processus électoral y soient aussi associés.

Sa chanson était aussi un plaidoyer pour qu'il soit permis aux jeunes de s'exprimer. L'Africain est par essence artistique et culturel. « Nos arts et cultures sont partie intégrante de nous-mêmes. Nous pouvons donc sensibiliser et prévenir les violences électorales à travers le théâtre forum, la musique, les arts visuels, les arts de la scène, les mass médias et les réseaux sociaux », a-t-elle assuré. Elle a ensuite cité Augusto Boal qui affirme que les arts constituent la capacité, la propriété de l'homme, qui lui permet de se regarder, de s'auto évaluer honnêtement, puis de changer le fusil d'épaule et donner un autre sens à sa vie. Ce n'était pas une idée nouvelle que de dire que le dialogue entre jeunes devait être permanent afin de capitaliser les différentes expériences en matière de prévention des violences en périodes électorales.

D'après **M. Bounda Moussavou Max Axel (Gabon)**, les jeunes sont les acteurs passifs et actifs des crises électorales. Ils constituent la première force électorale mais aussi les premiers acteurs des conflits post-électorales. C'était à eux que les hommes politiques faisaient appel pour les pillages, les casses, la déstabilisation de tout un pays. Ils étaient aussi malheureusement les premières victimes de ces violences car se retrouvant parfois sans scolarité ou sans emploi et au pire des cas, sont arrêtés, blessés, tués par les forces de l'ordre ou les milices. On constatait aussi que les jeunes étaient très présents dans l'animation de la vie des communautés religieuses, qui toutes, prônent l'amour, le respect, l'entraide, le pardon, la charité, le vivre ensemble, le « Aime ton prochain comme toi-même ». Si l'on travaillait sur les jeunes et avec les jeunes, on aurait de bons résultats. Faire de la politique ou être candidat, n'implique pas qu'il faille absolument être élu. La religion peut aider à la paix. Elle est même une excellente stratégie de prévention des conflits. Il existe dans les saintes écritures suffisamment de préceptes pour nous guider vers cet idéal. Les jeunes devraient y avoir recours. Les initiatives suivantes, de la part de jeunes religieux pourraient exhorter d'autres jeunes religieux à lutter contre les violences en période électorale.

- La création d'un corps d'observateurs des élections issus de groupements de jeunes des confessions religieuses ;
- La création d'un corps de jeunes médiateurs afin de gérer les conflits auprès d'autres jeunes ;
- La formation de ces jeunes religieux en contre-radicalisation, afin qu'ils soient des acteurs de lutte contre le radicalisme dans leur propre communauté. »

**Présentation de la campagne des jeunes
pour la culture de la paix en Afrique centrale
et
Lancement de la campagne
« Des mots différents, une seule langue : la Paix » en Angola.**

M. Fazzino Vincenzo, Chef du bureau UNESCO Libreville, a dirigé cette activité. **M. Bounda Moussavou Max Axel** Secrétaire Permanent du PAYNCOP, a planté le décor en rappelant que c'était dans la perspective de la promotion de la culture de la paix en Afrique centrale que le Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix, le Réseau des Organisations de jeunesse africaine des leaders des Nations Unies de chaque pays de l'Afrique centrale et le Conseil national de la jeunesse de chaque pays de l'Afrique centrale, ont pris l'initiative de cette campagne. Si la sensibilisation des jeunes à la culture de la paix était nécessaire, elle s'avèrait urgente en période électorale puisqu'ils étaient électeurs, militants ou sympathisants de partis politiques, cibles prioritaires des compétiteurs, donc potentiellement « instrumentalisables ».

L'objectif de la campagne était de « mettre médiatiquement en lumière, la notion de la culture de la paix afin de susciter à la fois une prise de conscience et une réaction de l'opinion publique en général et de la jeunesse en particulier, au rôle que chacun pouvait jouer pour construire et consolider la paix et la non-violence au quotidien ». Sa présentation s'est faite par la projection d'un diaporama, permettant au public d'apprécier la carte du Gabon dessinée avec le mot « paix » traduit dans les différentes langues du pays, et d'un vidéo-clip de l'auteur-compositeur Annie-Flore Batchiellilys. Les différents messages ont été diffusés sur des supports spot télé, spot radio, facebook et site internet. Le Congo et la RCA se sont déjà appropriés le projet. Il reste au Burundi, au Cameroun, à l'Angola, au Tchad, à la RDC, au Rwanda et à la Guinée Equatoriale pour en faire de même.

En guise de lancement officiel de la campagne en Angola, **M Antonio Tingão Mateus**, président du Conseil national de la jeunesse angolaise, a proclamé en substance : « La paix est un véritable et long processus qui implique tout le monde sans exception. Que cette conférence soit un levier pour la promotion et la consolidation de la paix, avec les jeunes, pour la prospérité de l'Angola, de l'Afrique, du monde. »

La cérémonie de clôture

Le porte-parole de la FESA, initiatrice de la conférence a remercié l'auditoire pour avoir contribué à la réussite de la conférence : l'UNESCO, le conseil d'administration de la FESA, le Gouverneur de la province du Moxico, les Ministres angolais, les deux Réseaux de promotion pour une culture de la paix en Afrique, les participants et invités, l'Université.

La lecture de la synthèse a par la suite été faite par **M. Jorge Gumbe**, administrateur, et enfin une animation musicale, avec le duo **Mme Annie Flore Batchiellilys** du Gabon et **Mme Joly Makanda** de l'Angola, a clôturé cette cérémonie officielle présidée par Son Excellence **M. Albino Da Conceição**, Ministre de la Jeunesse et des Sports de la République d'Angola.

Ce dernier a noté avec satisfaction la franchise et la richesse des échanges. Il a dit dans son allocution, avoir assisté à un vrai podium d'échanges, un rendez-vous du donner et du recevoir. Il a ensuite lancé un appel à la conscience des jeunes, afin qu'ils aient un esprit critique face à leurs adhésions politiques, et leur a demandé d'être des ambassadeurs de la culture de la paix dans les écoles et dans leurs communautés. Aussi, a-t-il souligné que les acteurs de la communication sociale devraient être les plus neutres et les plus impartiaux possibles, dans leurs missions respectives. Selon lui, une guerre ne s'arrête jamais par manque de ressources financières, il y a trop d'intérêts en jeu.

Les derniers mots de Son Excellence M. Albino Da Conceição, étaient :

**« Merci à la FESA, au Gouverneur, à la ville de Luena, à la jeunesse.
Bonne chance à la paix. »**



Complexo Tourístico Memorial Monumento à Paz
Monument de la paix (Luena)

**Chanson interprétée
par Annie-Flore Batchiellilys
et
les jeunes d'Afrique Centrale**



Donnons la paix

Couplet

*La paix c'est l'être en l'autre
C'est l'autre qui vit dans mon esprit, serein et libre
Libre de dire et de vivre dans la diversité
Avoir la bonté humaine et respecter les droits
Les droits qui me donnent le devoir
De savoir être, de savoir-faire
Pour la paix
Mais la paix se chante ensemble*

Refrain

*C'est la paix en nous qui va vers l'autre et nous revient un jour
Donnons la paix
Et l'amour nous fera danser sans perdre un pas dans la paix
L'amour non loin de nous
Et l'amour nous guidera pour faire perdre la face à la haine
Aimons la paix
C'est la paix et sa liberté qu'on lègue à nos enfants*

Couplet :

*La paix
C'est l'accord des cœurs qui accordent au corps la vie à tous
La paix c'est le médecin de l'homme par le pardon et l'amour
L'appel de nos ancêtres
La paix c'est faire la paix avec moi pour vivre avec toi
Un bien pour notre terre
Mais la paix nous fait appel*

Refrain

*C'est la paix en nous qui va vers l'autre et nous revient un jour
Donnons la paix
Et l'amour nous fera danser sans perdre un pas dans la paix
L'amour non loin de nous
Et l'amour nous guidera pour faire perdre la face à la haine
Retiens, retiens la Paix
C'est la paix et sa liberté qu'on lègue à nos enfants*

Final

*Semons la paix hé hé hé, donnons la paix
la paix c'est le fruit de l'unité
Vivons la paix hé hé hé, Préservons la paix
L'unité la natte sur laquelle marche la diversité
Gardons la paix hé hé hé hé, prônons la paix
La diversité au cœur de la paix
Semons la paix hé hé hé, donnons la paix
La paix i vumunu yi mutsungu (C'est dans la Paix que prend fin la violence)
Vivons la paix hé hé hé, Préservons la paix
Gardons la paix hé hé hé hé, prônons la paix
Aimons la paix, semons la Paix*



Annie-Flore Batchiellilys

Deuxième journée

REUNIONS DES RESEAUX PANAFRICAINS POUR LA CULTURE DE LA PAIX

Réunion du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix

Le 13 décembre 2016, s'est tenu la réunion du Réseau panafricain des jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCOP), dans la salle du monument de la paix de Luena. Ont participé à cette rencontre :

- Les membres du PAYNCOP,
- Une délégation de jeunes du Conseil national de la jeunesse angolaise,
- Une délégation du Conseil provincial de la jeunesse de Luena,
- Des représentants de la Fondation Agostino Neto,
- Des représentants des universités et grandes écoles,
- Des représentants de mouvements associatifs de la province du Moxico.

La rencontre a été présidée par **M. Johnpaul Ekene Ikwele**, président du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix. Il était assisté de **M. Max Axel Bounda**, Secrétaire permanent.

La rencontre a débuté aux environs par une prière. Les participants ont ensuite eu droit à un recueillement, à une présentation individuelle des participants, avant que ne soit abordé le premier point de l'ordre du jour, qui a porté sur un compte rendu de la consultation en ligne, mise en œuvre en octobre et novembre 2016, et qui tenait lieu d'assemblée générale.

Bien avant cette étape, le président de séance a jugé opportun de faire un bref exposé sur l'historique du PAYNCOP. On retiendra que la structure existe depuis 2014, qu'elle a été créée au cours du Forum Panafricain de Libreville, les 13 et 14 décembre sur « **les jeunes et le défi d'une culture de la paix** », et qu'elle est dotée d'un Conseil d'administration, d'un Secrétariat permanent et d'une Assemblée générale.

Il est à souligner en outre que la consultation en ligne a permis d'obtenir des contributions pertinentes pour l'élaboration des statuts. A cette même occasion, le Secrétaire permanent a répondu à certaines préoccupations des jeunes, notamment en ce qui concerne la localisation du Siège social, la composition, le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent.

Il ressort que le Gabon a été retenu pour abriter le Siège, qui pouvait être transféré en tout autre lieu du continent sur décision de l'Assemblée générale. Sur ce point particulier, **M. Tindy-Poaty**, chargé de programme au bureau UNESCO, est intervenu pour donner plus d'éclairage.

S'agissant de la composition du Conseil d'administration, il est à noter que ses membres coordonnateurs par région, sans oublier les représentants de la diaspora, et le Secrétaire permanent.

A cette rencontre, **M. Victorino Matias**, chargé des relations extérieures du Conseil national de la jeunesse angolaise, a été désigné par acclamation, pour occuper le poste de deuxième Coordinateur régional pour l'Afrique australe, sur proposition du Conseil national de la jeunesse angolaise.

Le deuxième point de l'ordre du jour a porté sur le rapport d'activités 2014-2016, présenté par **M. Max Axel Bounda**. Il s'est fait suivant deux volets à savoir les activités internationales et les activités nationales. Les premières se sont résumées comme suit :

- La conférence de la région Afrique subsaharienne sur l'éducation post-internationale en février 2015 à Kigali (Rwanda) ;
- La rencontre des commissions nationales de la CEEAC en avril 2016 à Yaoundé (Cameroun) ;
- La commémoration du 10^e anniversaire de la Charte africaine de la jeunesse du 21 au 25 mai 2016 à Banjul (Gambie) ;
- Le 6^e Forum International des ONG en partenariat officiel avec l'UNESCO ;
- La Campagne des Jeunes pour la Culture de la paix en Afrique centrale.

Les activités nationales étaient celles organisées par les coordinations nationales du PAYNCOP, au sein de leurs pays. Entre autres activités, on pouvait citer :

- L'organisation d'activités de sensibilisation au rôle de la jeunesse dans la culture de la paix en Afrique et principalement au Cameroun, en partenariat avec l'association Children's Rights du Cameroun, membre du réseau. Il s'agissait de 150 jeunes, 2 députés, un Sénateur, le Ministre de la Jeunesse et de l'Education civique et ses collaborateurs, le président du Conseil national des jeunes du Cameroun, les présidents des Conseils communaux de la jeunesse de Mfoundi, qui ont pris part à cette activité ;
- Des activités de sensibilisation à la lutte des jeunes contre l'extrémisme violent au Kenya ;
- Une activité de formation en création d'entreprise pour l'intégration des jeunes vulnérables, du 28 février 2014 au 26 août 2016 à Nairobi, grâce à l'entreprise *Briyo Incorporated*, dirigée par le point focal PAYNCOP.

Le troisième point de l'ordre du jour a concerné la présentation du projet de statuts et éventuellement son adoption puis sa signature.

Compte tenu de la non-disponibilité du document en portugais, certains participants ont émis le souhait de disposer d'au moins une semaine pour s'imprégner du contenu avant de se prononcer. Les avis étant partagés, cela a donné lieu à un vote par les coordonnateurs régionaux à l'issue duquel, ceux qui étaient pour la signature des statuts au cours de la session étaient majoritaires. Ainsi, le Président et le Secrétaire général ont procédé à la signature du précieux document.

Les participants ont aussi suivi avec grand intérêt, le plan d'action 2017-2018 du PAYNCOP, autour des axes suivants :

- L'expansion du réseau par la création d'autres réseaux nationaux dans un maximum de pays africains et le renouvellement du mouvement d'ambassadeurs pour la paix, par les arts et la culture ;
- Le développement de partenariat à travers le continent ;
- La promotion du volontariat pour la paix dans les zones à conflits ;
- Le développement d'une plateforme de communication entre les jeunes, de l'application mobile *africa4peace* ;
- La création d'émissions radio et télé et de campagnes multimédias sur la culture de la paix ;
- Le renforcement des capacités en documentation ligne, et documentation physique, dans le domaine de la paix, etc.

Réunion des membres du Réseau des Fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique



Le mardi 13 décembre 2016, la salle **Complexo Tourístico Memorial Monumento à Paz** de Luena a abrité la deuxième réunion des membres du Réseau des Fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique.

Ont pris part à cette rencontre douze membres du réseau et des représentants de l'UNESCO.

M. João de Deus Gomes Pereira, Directeur-général de la Fondation Eduardo Dos Santo et Président en activité du Réseau, a situé le contexte de la rencontre. Il a ensuite salué l'esprit de solidarité et d'engagement de chacun, malgré les contraintes financières et de temps, pour cette réunion qui constitue une forme d'évaluation des activités.

A la suite de **M. Gomes Pereira**, et abondant dans le même sens, le **Prof. Jean Noël Loucou**, Secrétaire général du Réseau, a soumis l'ordre du jour aux participants pour amendement et adoption. Après quelques observations, le chronogramme de la réunion a été retenu. Avant de livrer l'essentiel de sa communication portant sur le deuxième rapport d'activités, le Prof. **Loucou** a rappelé les motivations de la création du Réseau, et les grandes lignes du premier rapport.

Le deuxième rapport est établi suivant deux axes qui étaient la mise en œuvre des recommandations de la dernière réunion tenue à Soyo, et le bilan des activités du Réseau. Pour le premier axe, il s'agissait de :

- La création d'un comité pour la mobilisation des ressources ;
- L'adhésion de nouveaux membres ;
- L'affiliation du Réseau à l'UNESCO, comme ONG ;
- L'élaboration d'un projet de budget.

Si la question de la mobilisation des ressources s'est heurtée à des difficultés qui ont occasionné le dysfonctionnement du Réseau, la procédure d'existence juridique quant à elle poursuit son cours. On a même enregistré l'adhésion de trois nouveaux membres à savoir :

- L'Institut Nelson Mandela de Bordeaux,
- L'Institut Afrique Monde de Paris et Abidjan,

- L'ONG Graines de Paix de Genève

Pour ce qui concernait l'affiliation à l'UNESCO, les conditions ont semblé être réunies au regard de son ancienneté de deux ans. Le projet de budget déjà élaboré a été aussi présenté aux fins de recueillir les avis et amendements des participants.

Abordant le deuxième axe relatif aux activités du réseau, le Secrétaire général a informé de la tenue des colloques et de la réalisation des projets pertinents. Il a insisté sur les rencontres de Soyo, et de Luena les 12 et 13 décembre 2016, organisées par la FESA, une initiative qui pourrait se perpétuer en 2017 et 2018, si les conditions financières étaient réunies.

Des projets pertinents réalisés à retenir :

- « L'initiative pour l'éducation à la paix et au développement par un autre chemin », organisée en mai 2015 par le Centre panafricain de prospective sociale du Pr Albert Tévoedjrè du Bénin ;
- Le projet d'Ecole panafricaine de la paix de la Fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix, validé en juin 2016 et dont le lancement est prévu pour la fin du premier trimestre 2017 ;
- Un projet de publication entre la Chaire UNESCO pour la culture de la paix et l'Université de Florence, dans le cadre de la communauté de pratiques (COP) ;
- Une mission de transfert de la plateforme dite COP financée et exécutée par la Chaire UNESCO d'Abidjan ;
- Un numéro spécial de la revue annuelle Dialogue et Paix de la Fondation Félix Houphouët-Boigny est consacré aux défis sécuritaires en Afrique ;
- Un site web du réseau est créé et n'attendait qu'une plus grande implication des membres.

Après cette présentation, les participants se sont exprimés, dans l'optique d'assurer qu'ils seraient plus engagés et communiqueraient plus et mieux, afin que les initiatives des uns et des autres connaissent un véritable succès.

Les représentants de l'UNESCO ont pour leur part fait des propositions allant dans le sens de la dynamisation du Réseau. Ils ont rappelé que la fonction du Réseau n'est pas de faire mais de faire faire, avec une coordination et une synergie des différentes institutions membres. Ils ont recommandé que le Réseau fasse une correspondance officielle à Madame la Directrice générale de l'UNESCO dans l'optique de renforcer la coopération, avec l'UNESCO et son système de liaison, toutes choses qui ne peuvent qu'accroître sa visibilité. Son budget quadriennal 2018-2021 pourrait prendre en compte certaines préoccupations financières du Réseau. Cela nécessite au préalable une synergie d'actions de tous les membres pour intégrer les activités dans ce processus, notamment que les activités du Réseau fassent partie du rapport de l'UNESCO sur la culture de la paix, et que les Etats membres de l'UNESCO soient informés au plus haut niveau des activités réalisées par le Réseau.

Le rapport d'activités, au regard de sa richesse, et sous réserve de la prise en compte de certains points, a été adopté.

L'étape suivante a consisté en la présentation du projet de la Communauté de Pratiques (COP) du Pr Lezou Dagou Gérard et du **Dr Malanhoua Kouassi Aimé**, représentant de la Chaire UNESCO pour la Culture de la Paix d'Abidjan, fait par ce dernier. M. Malanhoua a reconnu la qualité de la coopération entre les Chaires UNESCO d'Abidjan et celle de Florence, ainsi que sa pertinence.

Toutefois, les participants sont revenus sur la question de l'existence juridique du réseau avec des contributions pertinentes et enrichissantes.

Pour finir, le Secrétaire général a présenté le projet de budget, en développant les points saillants des lignes de dépenses. Les participants ont convenu de la somme de 100 dollars comme droits d'adhésion au Réseau avec en sus l'engagement pris pour une communication conséquente sur tous les aspects du budget.

CONCLUSION

L'un des principes démocratiques en Afrique est l'organisation d'élections pour le choix des dirigeants. Malheureusement, ces élections se terminent la plupart du temps par des tensions qui mettent à mal la démocratie et compromettent le bien-être des peuples. Pour aider un tant soit peu à juguler ces tensions, et contribuer à la consolidation de la démocratie électorale en Afrique à travers la promotion des valeurs démocratiques, la FESA, en partenariat avec l'UNESCO s'est penché sur la question, les 12 et 13 décembre 2016 à Luena, en Angola.

La conférence a réuni près de 400 participants et invités de l'UNESCO, de la FESA, des institutions de la jeunesse africaine, des institutions religieuses, des étudiants et des autorités coutumières. C'est plus d'une quinzaine de personnes (communicateurs et modérateurs) d'Angola, d'Afrique du Sud, du Sud-Soudan, de Côte D'Ivoire, du Sénégal, du Congo-Brazza, du Nigéria, de la Tunisie, du Botswana, du Gabon, d'Ouganda, du Benin, du Niger... qui ont animé les débats.

Pendant deux jours de travaux, la conférence a mené des réflexions sur la « **Prévention des violences et promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique** ». Les deux tables rondes suivies de débats le premier jour, ont permis aux participants d'approfondir leurs connaissances et de capitaliser leurs expériences sur ce qui se passe ailleurs en matière de culture de la paix. La première se penchait sur le thème « Prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique : quelle contribution du Réseau de Fondations et des Institutions de Recherche ? » Les intervenants ont donné des communications qui ont souligné la réalité des conflits liés aux élections en Afrique, les types de violence en période électorale, comment naissent les conflits, les causes de la violence électorale et la persistance des conflits liés aux élections.

La deuxième table ronde a réfléchi autour du thème « Le rôle des jeunes dans la prévention des violences et la promotion de la culture de la paix en période électorale ». Il a ensuite été procédé à la présentation et au lancement officiel de la campagne des jeunes pour la culture de la paix en Afrique centrale « des mots différents, une seule langue : La Paix »

Les intervenants ont lancé le même message : la nécessaire implication des jeunes dans la prévention des crises électorales. Tous ont été unanimes que - les périodes électorales en Afrique sont souvent des moments de tensions, d'instabilités, de violence, de crises sociopolitiques graves. La prévention des violences en période électorale étant une action de longue durée, c'est à travers l'éducation de la nouvelle génération aux droits humains, à la non-violence que l'on peut prévenir ces violences et pacifier ainsi les sociétés ;

Le mouvement panafricain de la culture de la paix en Afrique a reconnu le rôle essentiel joué par l'Angola à travers son plan d'action qui a inspiré la création du Réseau des fondations et institutions de recherche pour la promotion de la culture de la paix et de celui du réseau panafricain des jeunes;

La deuxième journée était consacrée essentiellement à la réunion du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix et à celle des membres du Réseau des Fondations et des Institutions de Recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique. Les participants à ces deux réunions ont formulé des conclusions intéressantes. Dans la première, l'activité majeure a été l'examen du plan d'action 2017-2018 du PAYNCOP. Les propositions qui ont été faites ont rencontré l'assentiment des participants, donc adoptées presque à l'unanimité. Et dans la deuxième réunion, il est convenu après l'adoption du rapport d'activités du Réseau d'élucider la question de son existence juridique. Le tout dernier point de cette deuxième rencontre a concerné le projet de budget dont les points essentiels débattus ont trouvé des avis consensuels.

La conférence a été un franc succès, en termes de substance et d'organisation (accueil, hébergement, restauration). Les participants ont apprécié la qualité des orateurs, des modérateurs, des débats ; la qualité du dispositif de sonorisation, la visite guidée à la ferme, au monument de la paix et au centre de renforcement des capacités des jeunes à Luena.

**Synthèse des recommandations et propositions d'action
du Réseau des Fondations et des Institutions de Recherche pour la Promotion
d'une Culture de la Paix en Afrique**

- *Les élections doivent promouvoir la paix et la cohésion, pour un développement inclusif ;*
- *Les pouvoirs politiques et législatifs des pays africains doivent tenir suffisamment compte de leurs propres expériences traditionnelles de gouvernance ;*
- *Réaliser des études, des activités de recherches approfondies sur la campagne électorale, les périodes électorales et post-électorales, le code de conduite en période électorale ;*
- *Certifier que les résultats ont été transparents avant d'empêcher les gens de manifester ;*
- *S'assurer que les procédures électorales sont appropriées pour les populations analphabètes ;*
- *Etudier et comprendre le conflit, avant toute tentative de résolution, de prévention, puis d'éducation à la paix ;*
- *Mettre l'accent sur l'alerte précoce, mener des campagnes de sensibilisation, des actions de renforcement de la paix ;*
- *Promouvoir le dialogue, afin de prévenir les violences électorales, en prenant en compte tous les acteurs du processus électoral ;*
- *Créer un cadre permanent de concertation pour mener des réflexions, faire des réformes afin de rendre les organes crédibles, indépendants et efficaces ;*
- *Innover en termes de fréquence des rencontres des réseaux, à travers les points focaux nationaux ;*
- *Que la qualité de membre du réseau soit élargie à d'autres organisations de la société civile et aux personnes très actives dans des activités de promotion de la culture de la paix ;*
- *Intensifier et renforcer le partenariat avec l'Union africaine, les institutions financières africaines et la diaspora, les institutions publiques et privées pour la mise en œuvre des activités ;*
- *Coacher les jeunes afin qu'ils mettent leurs énergies créatives et leur éloquence au service du développement politique et socio-économique de l'Afrique ;*
- *Encourager les télé-conférences afin de minimiser les coûts des rencontres ;*
- *Créer un réseau des femmes pour la culture de la paix en Afrique.*

Synthèse des recommandations et Propositions d'action du réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix

- *Que la conférence soit un levier pour la promotion et la consolidation de la paix, avec les jeunes ;*
- *La culture de la paix et le leadership des jeunes doivent être un impératif ;*
- *Le processus électoral doit être paisible avant, pendant et après les élections et la jeunesse doit y jouer un rôle primordial ;*
- *Créer des médias dédiés aux jeunes, animés par des jeunes et orientés vers la production de contenus thématiques axés sur la paix ;*
- *Former des jeunes journalistes africains en production de contenus médiatiques axés sur la paix ;*
- *Impliquer les jeunes au processus de réflexion et de prise de décision en matière de communication sociale entre gouvernants et gouvernés en période électorale ;*
- *Créer d'autres réseaux nationaux dans un maximum de pays africains et renouveler le mouvement d'ambassadeurs pour la paix, par les arts et la culture ;*
- *Mettre l'accent sur le processus électoral et non sur la contestation ;*
- *Toujours donner l'information vraie en période électorale car elle réduit les suspicions ;*
- *Le choix de la période électorale doit être primordial car elle détermine comment les élections peuvent et vont se tenir ;*
- *Associer tous les acteurs du processus électoral dans les activités de promotion de la culture de la paix ;*
- *Les stratégies de prévention résident dans les outils de communication, l'alerte précoce, le plaidoyer, la sensibilisation, l'éducation et la formation des jeunes à la résolution pacifique des conflits;*
- *Mettre l'accent sur l'intérêt national ; la diversité culturelle doit unir et non diviser ;*
- *Avoir un dialogue franc et constructif avec les aînés ;*
- *Eviter de frustrer les jeunes au risque de les pousser vers le radicalisme ;*
- *Avoir la certitude que les voix des jeunes apporteront un changement positif ;*
- *Les jeunes de la diaspora africaine doivent se donner la main afin de s'impliquer activement dans le développement de leurs pays respectifs, pour des élections justes, transparentes et apaisées ;*
- *Consulter suffisamment les communautés rurales avant, pendant et après les élections ;*
- *Créer des comités de jeunes pour lutter contre les violences, ne pas se procurer des armes, ni utiliser les réseaux sociaux pour enflammer les situations déjà précaires ;*
- *Planter des arbres de la paix ;*
- *Sensibiliser et prévenir les violences électorales à travers les arts et cultures ;*

- *Utiliser les saintes écritures pour prévenir les conflits, les violences en période électorale ;*
- *Créer et former un corps d'observateurs des élections issus des milieux religieux ;*
- *Créer et former un corps de jeunes Médiateurs, issus de milieux confessionnels, chargés de gérer les conflits auprès d'autres jeunes.*



Rapporteur : M. Alpha Adama Diallo, Burkina Faso

Collaborateurs :

- M. Jorge Gumbe (FESA, Angola)
- Mme Marinela Cerqueira (FESA, Angola)
- Mme Sónia Cançado (FESA, Angola)
- Mme Laura Raymondi (UNESCO Paris)
- Mme Fatima Diawara (UNESCO Paris)
- M. Edson Carvalho (UNESCO Paris)
- Dr. Malanhoua Kouassi Aime (Chaire UNESCO, Côte d'Ivoire)
- M. Bounda Moussavou Max Axel (PAYNCOP, Gabon)

ANNEXES

ANNEXE I: COMMUNICATIONS

Presentation
par M. Angok Achuil Angok Achuil
Directeur du Département d'Etudes diplomatiques
Université de Juba
Centre pour la paix et des Etudes du Développement

Contents

1. Introduction
 - 1.1 Conflit avant et après les élections
 - 1.2 Critique de la démocratie occidentale
2. Indicateurs des pays les plus violents en période électorale en Afrique de 2017 à 2022
 - 2.1 Méthodologie
 - 2.2 Région de l'Afrique de l'Ouest
 - 2.3 Région de L'Afrique de l'Est
 - 2.4 Région de l'Afrique Centrale
 - 2.5 Région de l'Afrique du Nord
 - 2.6 Région de l'Afrique Australe

Conclusion

1. INTRODUCTION

Votre Excellence, Monsieur le Ministre de l'Education Pinda, Simão, Votre Excellence Monsieur le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Albino da Conceição José, Votre Excellence, Monsieur le Gouverneur provincial du Moxico, João Ernesto dos Santos, Votre Excellence, Monsieur le Président et Secrétaire Général de la FESA, Honorables Représentants de l'UNESCO, Membres du Corps Diplomatique, Participants de la Conférence Internationale FESA.

Je souhaite adresser mes salutations chaleureuses à tous les participants de la Conférence Internationale FESA-UNESCO.

Mes salutations particulières et mes sincères sympathies sont adressées au peuple angolais car nous partageons la même histoire. Je sais que beaucoup de jeunes Angolais ont été recrutés en tant qu'enfants soldats lors de la crise angolaise tout comme moi. Je suis un ancien enfant soldat du SPLA, recruté lorsque j'avais 12 ans.

Le sujet dont je vais vous parler me touche particulièrement car lorsque la violence continue à sévir et qu'il n'y a pas de culture de paix, les femmes, les enfants et les personnes âgées continuent à souffrir. Je suis de plus en plus inquiet et je ne veux pas que mes enfants vivent

la même mauvaise expérience que j'ai eu à subir. Par conséquent, je suis d'accord à 100% avec le thème : Prévention de la violence et promotion de la culture de la paix en période électorale dans le Sud du Soudan, en Angola et en Afrique en général.

1.1 Les Conflits avant et après les élections

Définition de conflit: Le Conflit fait référence à certaine forme de friction, de désaccord, ou de discorde émanant d'un groupe lorsque les convictions ou les actions d'un ou plusieurs membres du groupe sont/soient contestés ou inadmissibles par un ou plusieurs membres d'un autre groupe. Les Conflits font naturellement partie de la vie quotidienne tant sur le lieu de travail que chez soi, le conflit est omniprésent et est à la fois charmant et frustrant. La violence électorale peut se produire chez un individu, entre deux ou plusieurs groupes individus, ou plusieurs groupes d'individus entre les organisations. Comme nous le savons, le thème de cette conférence est intitulé "Prévention de la violence et promotion de la culture de la paix en période électorale en Afrique.

Nous devrions apprendre à gérer la violence durant les élections, diminuer les risques d'escalade non productive. Nous devrions empêcher les conflits en acquérant des compétences liées à la résolution de conflits, à prise de conscience du mode de conflit. Nous avons besoin de mettre en place une structure pour prévenir la violence pendant les élections.

Pendant les violences électorales au Kenya, les victimes ont été les femmes, les enfants et les personnes âgées. Certains d'entre eux sont encore déplacés dans leur propre pays jusqu'à présent. Les violences de 2013 dans le Sud-Soudan étaient principalement associées aux élections qui étaient prévues en 2015. Il y avait une lutte de pouvoir entre les grands politiciens du parti au pouvoir (SPLM) qui contestaient la présidence du parti.

Certains membres du parti ont cru que si l'élection du président était menée par un scrutin secret, le président du parti serait automatiquement élu. Mais observons comment le vote à main levée peut impressionner leurs partisans.

Ceci était la genèse du conflit sud-soudanais, et de nombreux politiciens ont cru que c'est seulement par la représentation du parti au pouvoir que le SPLM (Mouvement de Libération du Peuple Soudanais) leur permettrait d'accéder à la présidence.

Parce que dans le Sud du Soudan, il n'y a pas de différence entre le parti et l'armée du SPLA; ce qui explique pourquoi certains politiciens ont utilisé des armes contre le gouvernement pour devenir des chefs. Nous devrions accepter notre diversité, et les principes d'équité et d'égalité dans toutes nos élections en Afrique. La prévention est meilleure que l'escalade. Lorsqu'il y a escalade de la violence électorale, des citoyens innocents souffrent énormément.

1.2 Critique de la démocratie occidentale

Je suis totalement opposé à la démocratie occidentale, mais pas à la démocratie proprement dite. Nous ne pouvons pas copier-coller la démocratie des Etats Unis ou de la France car cela ne fonctionnera pas avec nous. Le Botswana et la Namibie sont de bons exemples de démocratie en Afrique. Nous avons besoin de simplifier la démocratie et la rendre compréhensible pour nos cultures, nos normes et nos traditions. Nous devrions acculturer nos traditions africaines, religieuses dans notre système démocratique, afin que ce système démocratique fonctionne chez nous; mais copier-coller d'un point de vue occidental transformera de nombreux dirigeants africains en dictateurs, qui violeront la démocratie. Cependant si elle comporte quelques éléments de la culture africaine, elle nous sera propre et personne n'en abusera.

2. Indicateurs des pays les plus violents en période électorale en Afrique de 2017 à 2022

Concernant cette partie de ma présentation, j'ai effectué des analyses statistiques sur cinq régions de l'Afrique qui sont l'Afrique Centrale, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Sud, et l'Afrique du Nord. Mes analyses sont ciblées sur les pays où il y aurait de la violence si des élections devaient avoir lieu.

2.1 Méthodologie

La méthodologie utilisée par la recherche est l'observation, en particulier des médias, et d'une sélection de plus de 100 articles pour chaque région, et l'utilisation du SPSS pour analyser l'information que j'ai recueilli ci-dessus dans chaque région. J'ai regardé aussi les informations sur les chaînes internationales telles que CNN, Aljazeera et la BBC, et les résultats sont ci-après.

2.2 Région de l'Afrique de l'Ouest

Pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique de l'Ouest

Statistiques

N	Valide	100
	Manquant	0

	Pays	Fréquence	%	Valide %	Cumul %
Valide	Mali	27	27.0	27.0	27.0
	Côte d'Ivoire,	28	28.0	28.0	55.0
	Gambie	22	22.0	22.0	77.0
	Ghana	3	3.0	3.0	80.0
	Niger	7	7.0	7.0	87.0
	Togo	1	1.0	1.0	88.0
	Sierra Leone	12	12.0	12.0	100.0
	Total		100	100.0	100.0

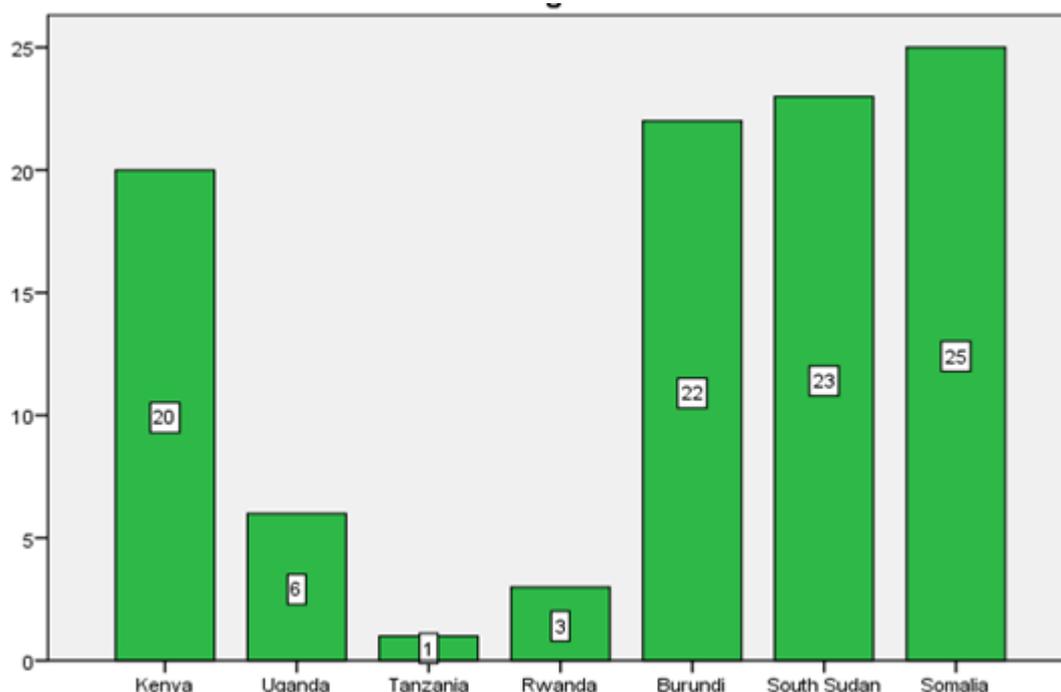
Le tableau montre les pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Selon les pourcentages, la Côte d'Ivoire a le pourcentage le plus élevé d'Afrique de l'Ouest qui est de 28%. Il est fort probable qu'il y ait des violences électorales si des élections devaient se tenir. Elle est suivie par le Mali avec 27%, deuxième pays d'Afrique de l'Ouest et la Gambie est en troisième position avec un taux de 22%. Les pays les plus pacifiques de la région d'Afrique de l'Ouest, si des élections devaient avoir lieu, sont le Togo et le Ghana grâce au fonctionnement harmonieux de la démocratie et de la passation sans heurts du pouvoir. Ils sont suivis par le Niger et la Sierra Leone.

2.3 Région de l'Afrique de l'Est

Pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique de l'Est

N	Valide	100
	Manquant	0

	Fréquence	%	Valide %	Cumul %
Valide	Kenya	20	20.0	20.0
	Uganda	6	6.0	26.0
	Tanzanie	1	1.0	27.0
	Rwanda	3	3.0	30.0
	Burundi	22	22.0	52.0
	Sud-Soudan	23	23.0	75.0
	Somalie	25	25.0	100.0
	Total	100	100.0	100.0



Le tableau et le diagramme ci-dessus ont indiqué les pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique de l'Est. La Somalie est placée en tête à cause de son pourcentage élevé de 25%, dû à Al Shaabab. Le pays n'est pas stable à cause du terrorisme et des activités de piraterie. Le Sud du Soudan est second avec 23%, la nouvelle nation a dû faire face à de nombreuses rébellions, ce même avant les élections. La lutte pour le pouvoir entre le président et l'ancien vice-président a terni l'image du pays, en utilisant leurs tribus afin d'avoir plus de pouvoir. C'est désastreux. Par conséquent s'il devait y avoir des élections au Sud Soudan aujourd'hui, il y aurait beaucoup de violence. Le pays n'est pas uni. C'est avec l'unité et le dialogue national que le pays connaîtra des élections pacifiques. Le Burundi comptabilise 22% et le Kenya 20%. Je suis convaincu que si ces deux pays organisent des élections aujourd'hui, il y aura des violences électorales parce qu'au Kenya ils ont truqué les élections à deux reprises. Le Burundi est encore en difficulté à cause de la réélection du président pour un troisième mandat, ce qui explique le désarroi de plusieurs citoyens.

Le pays le plus pacifique dans la région de l'Afrique de l'Est est la Tanzanie à cause de son histoire électorale pacifique. L'Ouganda et le Rwanda sont en paix grâce à la stratégie de leurs

dirigeants; ils restent au pouvoir car ils proposent des prestations de services et de développement à leurs citoyens ; c'est pour cela qu'ils n'ont pas à faire face à beaucoup de défis puisque les citoyens ne sont pas affamés.

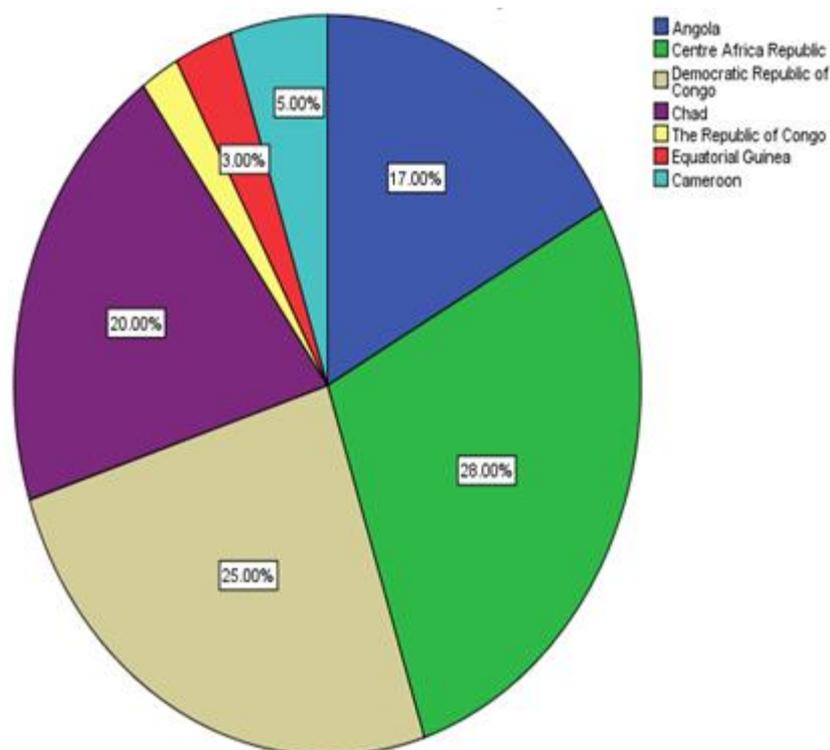
2.4 Région de l'Afrique Centrale

Pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique Centrale

N	Valide	100
	Manquant	0

	Fréquence	%	Valide %	Cumul %
Valide	Angola	17	17.0	17.0
	République Centrafricaine	28	28.0	45.0
	République Démocratique du Congo	25	25.0	70.0
	Tchad	20	20.0	90.0
	République du Congo	2	2.0	92.0
	Guinée Equatoriale	3	3.0	95.0
	Cameroun	5	5.0	100.0
	Total	100	100.0	100.0

Le tableau ci-dessus et le diagramme circulaire ont indiqué les pays qui pourraient avoir violences électorales dans la région de l'Afrique Centrale. Les pays les plus pacifiques dans la région de l'Afrique Centrale s'il devait y avoir des élections aujourd'hui sont le Cameroun, la République du Congo et la Guinée Equatoriale ; il est probable que ces pays aient moins de violence électorale dans cette région. La République Centrafricaine détient 28% qui est le taux le plus élevé dans toute la région. C'est aussi dû aux divisions religieuses entre les Musulmans et les Chrétiens ont mis le pays en mauvaise posture. Suivi par la République Démocratique du Congo avec 25% a une probabilité d'avoir une élection avant même que le Président décide de changer la constitution. L'Angola a 17%, si le président ne se représente pas ; ce qui sauvera l'image du pays.



2.5 Région de l'Afrique du Nord

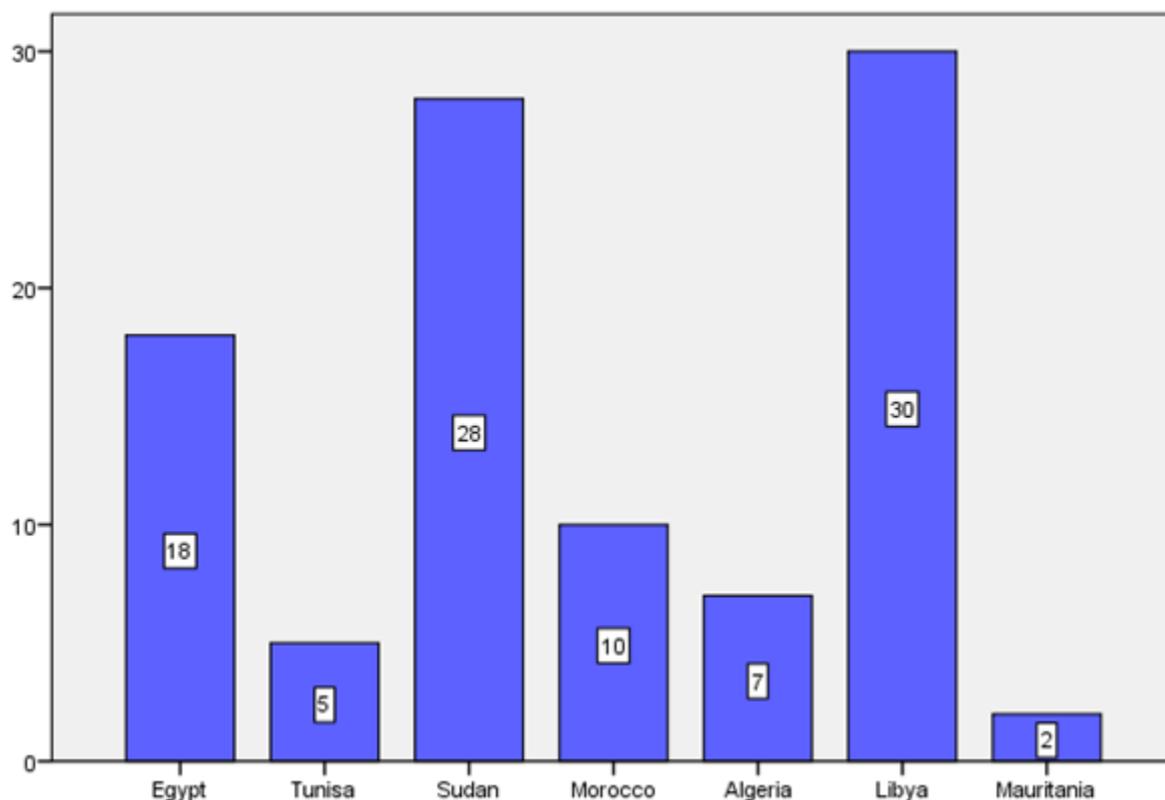
La plupart des pays susceptibles d'avoir des violences électorales dans la région de l'Afrique du Nord, si une élection devait se tenir aujourd'hui

N	Valide	100
	Manquant	0

	Fréquence	%	Valide %	Cumul %	
Valide	Egypte	18	18.0	18.0	18.0
	Tunisie	5	5.0	5.0	23.0
	Soudan	28	28.0	28.0	51.0
	Maroc	10	10.0	10.0	61.0
	Algérie	7	7.0	7.0	68.0
	Libye	30	30.0	30.0	98.0
	Mauritanie	2	2.0	2.0	100.0
	Total	100	100.0	100.0	

Le tableau ci-dessus et le diagramme circulaire ci-dessous montrent la plupart des pays susceptibles d'avoir des violences électorales dans la région de l'Afrique du Nord. Si une élection se tenait aujourd'hui en Libye, il y aurait de la violence car le pays a le pourcentage le plus élevé parmi l'ensemble des pays dans la région avec 30%. Le pays n'est pas stable car la démocratie est interprétée différemment d'une région à l'autre, d'une personne à l'autre, d'une tribu à l'autre et d'une religion à l'autre. Le Soudan est second pays avec un taux de 28%, l'Egypte a 18% et le Maroc a 10%. Les pays les plus pacifiques dans la région de

l'Afrique du Nord sont la Mauritanie, la Tunisie, et l'Algérie. Si des élections devaient se tenir dans ces pays, il y aurait moins de violence électorale.



2.6 Région de l'Afrique Australe

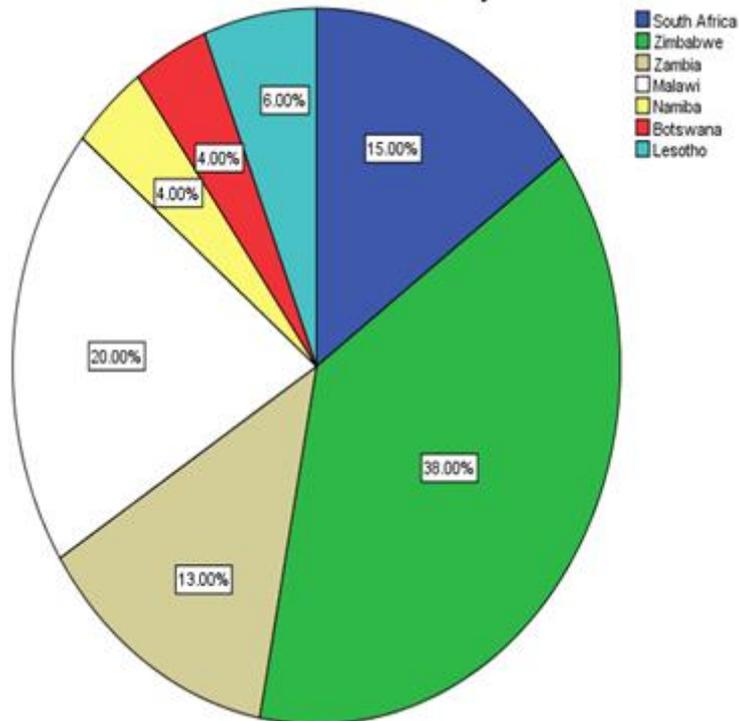
Pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient avoir lieu dans la région de l'Afrique Australe

N	Valide	100
	Manquant	0

	Fréquence	%	Valide %	Cumul %	
Valide	Afrique du Sud	15	15.0	15.0	15.0
	Zimbabwe	38	38.0	38.0	53.0
	Zambie	13	13.0	13.0	66.0
	Malawi	20	20.0	20.0	86.0
	Namibie	4	4.0	4.0	90.0
	Botswana	4	4.0	4.0	94.0
	Lesotho	6	6.0	6.0	100.0
	Total	100	100.0	100.0	

Le tableau et le diagramme ci-dessous montrent les pays susceptibles d'avoir des violences électorales si des élections devaient se dérouler aujourd'hui dans la région Sud-Africaine. Les pays les plus pacifiques sont le Lesotho, le Botswana, et la Namibie s'il y avait une élection

dans la région de l'Afrique Australe. Ils ont de bons exemples que tous les pays africains devraient suivre parce qu'ils ont compris la notion de démocratie selon les perspectives africaines et non selon les perspectives coloniales. Le Zimbabwe a 38%, ce qui est le plus élevé parmi tous, suivi par le Malawi avec un taux de 20% et la Zambie avec 13%. C'est fort probable que des violences électorales puissent survenir dans ces pays.



Conclusion

L'Afrique a besoin de définir ses valeurs, ses normes et ses cultures de sorte dès qu'il y a de idéologies étrangères comme la démocratie, nous devons bien l'analyser, le rendre pertinent pour nos cultures afin que cela nous conviennent totalement. Nous avons besoin de prêcher la prévention de la violence pendant les élections et de promouvoir une culture de la paix à tous nos pays et nos sociétés.

Présentation
par le Professeur Nasila S. Rembe
UNESCO 'Oliver Tambo' Titulaire de la Chaire des Droits de l'Homme
Université de Fort Hare, Afrique du Sud

Permettez- moi Monsieur le Président d'exprimer ma gratitude à la FESA, à l'UNESCO et aux organisateurs de cette conférence pour cette merveilleuse organisation, pour les ressources et pour le temps investi. Depuis notre arrivée à Luanda et par la suite à Luena, Ville de la Paix, nous avons été accueilli avec une chaleureuse hospitalité africaine. Puis-je aussi rendre hommage à la forte présence de jeunes parmi nous, les prochains principaux intervenants pour le thème de cette Conférence. La participation des jeunes dans les élections est aussi importante que leur rôle dans la prévention de la violence et dans la promotion de la paix pendant le processus. Je me souviens qu'en 1992 j'ai participé à un séminaire sur les droits de l'Homme organisé par UNAVEM II et l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'Homme et du droit humanitaire, basé à Lund, Suède dont l'objectif était de souligner l'importance de la paix pendant les élections, et d'accepter les résultats de l'élection. Nous connaissons tous les suites de cette élection et c'est pour cela qu'il est primordial d'apprendre des expériences du passé.

On m'a demandé d'intervenir sur la contribution que le réseau de Fondations et d'Institutions de recherches – un mouvement Panafricain pouvait faire afin d'empêcher la violence et de promouvoir la paix pendant la période électorale en Afrique, particulièrement dans la sous-région de l'Afrique Australe. Beaucoup de pays dans cette sous-région ont été les derniers à se libérer de la colonisation d'une minorité blanche et de l'oppression de l'apartheid, et par conséquent le processus de leur indépendance et de leur libération a été fortement marqué par une culture de violence et d'impunité.

Le Réseau des Fondations et Institutions de recherche pour la promotion de la culture de la paix en Afrique a été fondé à Addis Ababa, Ethiopie en Septembre 2013. Sa Constitution et son Plan d'Action ont été adoptés l'année suivante à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, lors de la 'Célébration du 25^{ème} Anniversaire de la naissance du concept de Culture de la Paix. Depuis lors, le Réseau a été visible dans un certain nombre d'évènements très médiatisés hébergés ou coparrainés. Sa vision, telle qu'articulée à la réunion de création à Addis était de répondre avec assurance, par la connaissance et les outils intellectuels à sa disposition, de prendre la paix dans un sens plus large pour servir l'humanité et rendre la paix possible en Afrique! Il y a à peu près vingt membres du Réseau présent à cette conférence, parmi eux des membres fondateurs.

Le thème dont il est question dans cette conférence est plus mondain et opportun étant donné que la violence avant, pendant et après la période électorale a été endémique dans beaucoup de pays africains. Les élections ne commencent et ne se terminent avec le fait de mettre un bulletin dans les urnes le jour des élections: c'est un processus qui a commencé bien avant et continue après que les élections aient été tenues. C'est un processus de renouvellement et de viabilité de la démocratie même, une réaffirmation de la foi dans ses institutions ; une allocation des ressources et de pouvoir, et par conséquent les moyens pour assurer une stabilité à la gestion démocratique, au développement socio-économique du peuple et du continent.

Dans la Communauté régionale Australe pour le Développement de l'Afrique (SADC) et certes partout en Afrique- les élections périodiques ont pris de l'ampleur avec une fréquence

ininterrompue, sauf dans un petit nombre de juridictions. Cependant ce qui est clairement manifeste et discutable est l'environnement politique dans lequel ces élections sont tenues. Les élections sont souvent marquées par des environnements politiques volatiles pendant les campagnes électorales et le jour de l'élection même ; les fraudes et la corruption, y compris la manipulation du registre de vote et du dépouillement des bulletins; l'utilisation négative des médias et de plus en plus des réseaux sociaux; la violence et la répression contre les dissidents. Si les élections ne sont pas pacifiques, libres et équitables le résultat ne peut pas représenter un consensus démocratique ou le choix des électeurs - le peuple! Pour les raisons mentionnées ci-dessus, les résultats sont accueillis par la violence et sont contestés devant les tribunaux électoraux et les cours de justice. Bien que cela puisse paraître légitime, avoir recours aux tribunaux pour qu'il se prononce sur qui est le gagnant ou le perdant, revient à déclarer les commissions des tribunaux électoraux ! Cela met en péril l'indépendance et l'impartialité du système judiciaire et suscite des doutes à propos de la crédibilité et de l'intégrité du supposé vainqueur de l'élection. Cela devient plus perturbant puisque dans de nombreuses juridictions, il n'y a pas de partage de pouvoir car le gagnant s'accapare de tout!

La violence électorale a toujours eu un effet horrible sur le déclenchement de la mort, la souffrance des êtres humains, et des pertes matérielles dont certains se déversent sur les administrations des gouvernements successifs. Parmi d'autres, les gens vivent dans une crainte perpétuelle et dans une atmosphère de méfiance .Souvent pendant cette période il règne une anarchie totale qui ouvre la voie à l'expansion de violation des droits de l'homme, le manque de respect de la loi, et le maintien de l'ordre public devient une raison pour des arrestations illégales, des tortures, des détentions et des disparitions; la corruption et l'effondrement des institutions gouvernementales deviennent un prétexte pour priver des moyens de subsistance fondamentaux et des prestations de service; une politique généralisée, la violence ethnique et l'instabilité politique poussent les gens à chercher refuge dans les pays voisins ou les obligent à se déplacer à l'intérieur du pays. C'est évident que la violence quel que soit la forme qu'elle soit avant, durant ou après les élections n'a aucune place dans nos sociétés et cela devrait être exclu.

Quand un pays est plongé dans la violence, l'attribution de la responsabilité devient compliquée à cause de la multiplicité des acteurs impliqués : le gouvernement et les institutions du gouvernement, spécialement la police et les services de sécurité; les partis politiques, quelques-uns soutenant le gouvernement mis en place et d'autres en opposition; les médias - si cruciaux car considérés comme une plateforme d'information à cause du haut niveau d'alphabétisation, le secteur des affaires; les agents étrangers. Etant donné le niveau endémique de la corruption dans de nombreux pays et le taux élevé de pauvreté et d'analphabétisme, beaucoup de gens basculent dans le cycle de la violence.

Qu'est-ce que le réseau peut faire collectivement et en tant que membres individuels afin d'encourager l'exercice « des dons de la culture de la paix: »: pour cultiver et promouvoir la paix, défendre la paix et assurer qu'elle s'infilte dans la société et dans le style de vie de tous les citoyens? Que peut faire le réseau afin de favoriser le dialogue parmi les parties prenantes mentionnées ci-dessus, et particulièrement s'assurer que l'on adhère aux normes et standards servant à réguler les élections?

Tout d'abord il faut entretenir le dialogue qui peut semer les graines de paix, de compréhension et combler la distance et la méfiance entre les différents acteurs impliqués. A cet égard, nous pouvons nous inspirer de nos riches traditions africaines qui placent le dialogue au centre de nos vies et particulièrement de la résolution pacifique des conflits.

En second lieu mais surtout, le réseau devrait s'engager dans des recherches de qualité, susceptibles d'exercer un effet considérable, qui n'est pas réactif à une situation particulière ou au résultat d'une élection. Une telle recherche devrait aborder des problèmes profondément ancrés découlant du processus de nomination et de campagnes, de l'élection et la période post- électorale, y compris la conduite éthique durant la période de campagne

électorale. Cela aidera à identifier les points clés et étudier les situations qui ont le potentiel de précipiter des crises avant qu'elles ne surviennent.

Troisièmement l'organisation et la conduite des élections démocratiques, pacifiques, libres et justes sont bien recommandés par les principes et les normes nationales, régionales, et internationales, soit:

- La Déclaration des Principes pour l'observation des élections internationales [et] le Code de conduite des observateurs électoraux internationaux [2005];
- La charte de l'Afrique sur la démocratie, les élections et la gouvernance [2007]
- Les principes de la SADC et les lignes directrices régissant les élections démocratiques (2016);
- Les lois constitutionnelles et électorales des Etats membres;
- Les dispositions de la Déclaration des droits, particulièrement celles relatives à la liberté d'associations; à la liberté d'expression; liberté d'assemblée; l'égalité devant la loi et la protection égale de la loi; absence de torture ; respect du droit etc.

Où est le déficit; où se situent les lacunes dans le cadre ci-dessus ? Est-ce que les lois, les principes, les standards et les lignes directrices ont été compris et respectés par tous, si non qu'est ce qui devrait être fait ? Est-ce dû à un manque d'éducation et de prise de conscience ou de capacité?

Le manque de compétence ou de sensibilisation parmi les institutions gouvernementales et les fonctionnaires, spécialement ceux qui ont eu l'opportunité de surveiller les élections et d'avoir des responsabilités spécifiques pour protéger les droits humains ont besoin d'être renforcés. Trois domaines critiques nécessitent une attention particulière :

- Est-ce que l'Etat de droit a été respecté et suivi par tous?
- La police joue- elle un rôle neutre et prend-elle des actions rapides contre les auteurs d'acte de violence?
- Est-ce que le système judiciaire, y compris les commissions électorales /et tribunaux, sont-ils indépendants et impartiaux?

Les observateurs des élections et les médias jouent un rôle important durant la période électorale. Le niveau de leurs observations peut être utilisée pour valider les élections, ce qui est peut-être discutable dans la mesure où plusieurs Etats africains comptent sur les fonds extérieurs pour tenir les élections. Quelles sont les leçons nous pouvons apprendre des rapports et des observations faites par les médias et les monitors étrangers? Dans quelle mesure ces observations se conforment aux souhaits et aux attentes de l'électorat ?

Enfin la sensibilisation de la société civile et le renforcement sur la manière la démocratie, les institutions démocratiques, et les processus fonctionnent; l'importance de la participation des citoyens et la responsabilité sociale surtout parmi les jeunes est un impératif pour construire une société pacifique.

Nos démocraties africaines sont encore fragiles, les institutions démocratiques et la philosophie sur lesquelles elles sont fondées sont faibles, et les économies ne sont pas aussi fortes. La course au pouvoir et aux ressources minimise le respect pour la tolérance et la diversité, ainsi que l'acceptation de vues politiques et idéologiques divergentes. Invariablement, ces gouvernements au pouvoir ont par conséquent tendance à voir les partis d'opposition comme des ennemies et ce qui rend la poursuite de la paix et du dialogue difficile à atteindre. Afin d'avoir des élections justes, crédibles et pacifiques, un niveau de maturité politique acceptant et valorisant les idées politiques et idéologiques concurrentes est nécessaire et devrait être entretenu

M. Manuel Correia de Barros
Brigadier
Centre d'Etudes stratégiques, Angola

Comment minimiser les conflits électoraux?

“Unjimu Kota, o kuenda ni uta dikoka; o uende ni uta, kabixile; o uenda ni kanu, uabixila”
Provérbio Ambundu¹

“Osandji yomeke ipaela ava valete”
Provérbio Ovimbundu²

“Kaxisa ka-mu-ia ni kimbi”
Provérbio Ambundu³

“If war ever come [...] it will not be due to irresistible natural laws, it will be due to the want of human wisdom [...] it will be due to human folly”
Andrew Bonar Law (1858-1923)⁴

“Cedant arma togae”
Marcus Tullius Cícero (106-43 AC)⁵

“Eshew evil, and do good; seek peace and ensue it”
The Book of Common Prayer – Psalm XXXIV, 12⁶

“If you want to make peace with an enemy, one must work with the enemy and that enemy becomes your partner”

¹ - “A sabedoria vale mais, ter arma é como levar um pouco de comida; quem andou com a arma não chegou; o que andou com a sabedoria chegou” (confiar mais na sabedoria que na força)
(“La sagesse vaut mieux; avoir une arme c’est comme prendre un peu de nourriture; celui qui marchait avec le pistolet n’est pas venu; celui qui avait été doté de sagesse est venu” (il faut compter davantage sur la sagesse que sur la force)), tiré d’un Grand Livre de Proverbes Angolais, GLPA^o, pag. 319 ”

² - “Galinha cega esgaravata para as que vêem” (Uns suportam as conseiras outros auferem os lucros)
(“Le poulet aveugle n’arrête pas le grattage pour ceux qui voient” (les uns supportent les souffrances, les autres bénéficient des profits)), GLPA, pag. 1016

³ - “A esteira vai com o seu cadáver” (Os partidários pagam os erros dos cabecilhas)
(“Le tapis roulant va de pair avec son corps” (Les partisans paient les erreurs de leurs dirigeants)), GLPA, pag. 303

⁴ - “Se alguma vez a guerra chegar [...] não se deve a irresistíveis leis naturais, dever-se-á sim à falta de bom senso dos homens [...] dever-se-á sim à loucura humana”
(“ Si la guerre est déjà venue [...] ce ne sera pas en raison des lois irrésistibles naturelles, ce sera en raison du manque de sagesse humaine [...] ce sera à cause de la folie humaine ”), Les discours prononcés en 1911 et 1914, dans The Oxford Dictionary of Quotation (ODQ), citations 310:18 e 310:19

⁵ - “As armas devem ceder à sabedoria”
(“Les armes doivent céder à la sagesse ”), De Officiis 1, xxi, I, 1, cité dans ODQ, 145:8

⁶ - “Evitar o mal, e fazer o bem; procura a paz e segue-a”
(“Évitez le mal et faire le bien; rechercher la paix et la poursuivre ”), cité dans ODQ, 394:2

Remerciements

Je tiens à remercier la Fondation Eduardo Santos, au nom de la CEEA, pour l'honorable invitation qu'ils m'ont fait d'avoir participé à cette **Conférence internationale sur la culture de la paix**. Et surtout d'être dans cette belle ville de Luena, capitale de la paix en Angola ; j'étais là un grand nombre fois, et je peux me rappeler les rares bons moments que j'ai vécu ici en tant que militaire, les nombreuses années qui m'ont emmené ici, en temps de guerre ont été très difficiles. Mais les bons moments ne seront jamais oubliés.

1. Introduction

Ma présentation est divisée en cinq parties. Il commence par une analyse brève sur l'état de la démocratie dans le monde, et en Afrique, dans une période de grande incertitude que nous vivons de nos jours.

Le prochain, est une courte explication sur l'expérience de l'Angola en période électorale, en particulier ce qui concerne les élections de 1992.

La description des principaux types de contentieux électoraux, ainsi que certains aspects qui peuvent conduire à l'exacerbation, y compris l'exposition de certaines idées peuvent aider à réduire le risque de l'apparition d'un tel conflit, sera le prochain chapitre.

Et enfin, une brève conclusion sur la description du rôle que les institutions comme la FESA et la CEEA, peuvent et doivent jouer pour minimiser de tels conflits.

2. La démocratie dans le monde et en Afrique

Le monde traverse une période difficile. Un peu partout les valeurs et les méthodes de la démocratie sont remises en question et, dans certains cas, c'est un échec. Les pays où le système démocratique de rotation de puissance, pendant des décennies a fonctionné sans heurt entre les principaux partis du centre, avec des programmes similaires bien que des tendances soient orientées plus à gauche ou à droite ; les deux dernières années, la grande masse des électeurs a commencé à chercher d'autres solutions. D'une part par l'abstention et d'autre part pour donner le vote aux parties extrêmes prônant des idées qui, dans certains cas, il semblait qu'ils ont été finalement enterrées.

La démagogie et le populisme refont surface et sont témoins de la réussite électorale de leurs utilisateurs, comme cela est le cas le plus énigmatique de la victoire de Donald Trump dans la récente présidentielle des États-Unis d'Amérique. Le prix Nobel d'économie, Paul Krugman dans un article récent indique que *«l'élection manipulée par les gouvernements des États, qui ont tout fait pour empêcher les non-Américains blancs de voter [...] [les services] l'intelligence Russe [...], le directeur du FBI [...] les médias du parti, en particulier les nouvelles Fox [...] et les principaux organismes de presse, dont beaucoup refusent tout simplement de parler de questions politiques, un refus qui favorise clairement le candidat, l'esprit est toujours sur toutes ces questions, et n'a pas de propositions cohérentes à offrir.»*⁸ Mais les craintes que

⁷ - *“Se queres fazer a paz com um inimigo, deve-se trabalhar com esse inimigo e esse inimigo torna-se seu parceiro”*, Nelson Mandela By Himself, pag. 94
(*“Si vous voulez faire la paix avec un ennemi, il faut travailler avec l'ennemi et celui-ci sera votre partenaire”*),

⁸ - *“How to rig an election”*, Paul Krugman, no New York Times, 7.11.2016

les gens vivent en Europe avec, sont les résultats possibles des élections, achevées ou qui se déroulent dans un avenir proche, ainsi que les référendums récents en Grande - Bretagne et en Italie, montrent que quelque chose ne va pas dans le monde occidental.

Mais nous ne pouvons pas oublier les situations dramatiques qui vivent l'Amérique latine, le Brésil et le Venezuela; en Asie, avec la menace permanente de l'utilisation du pouvoir destructeur des armes nucléaires par la Corée du Nord, la démagogie et les concessions illégales de meurtres, aux usagers de drogues, défendue et pratiquée par le Président des Philippines, Rodrigo Duterte.

Mais le pire de tout, est la situation au Moyen - Orient, fruits des erreurs, de véritables crimes perpétrés par les démocraties occidentales, au fil du XXème et XXI siècle, afin de contrôler les principaux producteurs de ce trait fondamental et basique de leurs économies – le pétrole. Le dessin des frontières, la séparation des populations, la mise en œuvre des guerres fondées sur des locaux faux ou inventés, ont imposé des sanctions en vendant des armes et provoquant des réponses imprévisibles et des effets néfastes dans ces pays, mais surtout pour les populations de ces régions.

Je pense que dans les organisations prétendument religieuses, les défenseurs des valeurs sont fondés sur des interprétations fallacieuses du Coran, ce qui rend le rappel des épisodes passés pendant des siècles, comme ce fut le cas des croisades, en Europe.

Un monde qui se considère comme le défenseur des droits de tous, mais, en fait, est entre les mains des minorités, pour tout garder, laissant peu ou rien pour la majorité. Utilisation de leur richesse, de leur potentiel, ainsi que leur entreprise privée. Ils utilisent les Etats pour assurer la sécurité de leurs projets et comme les clients dans l'achat de leurs produits qui déposeront bientôt leurs profits fabuleux dans les paradis fiscaux à l'étranger.

Est -ce cet état de choses que les populations de ces pays ont commencé à réaliser, compte tenu de la crise économique actuelle, en partie la création de ces minorités, et dans certains cas, sont source de bénéfices encore plus élevés, et donc les réponses inhabituelles qui commencent à se vérifier. Bien sûr, de cette façon on ne va nulle part, et nous allons bientôt voir des développements encore plus imprévisibles et aussi des situations beaucoup plus menaçantes et dangereuses.

Ensuite, parlons de la situation en Afrique. Pour cela, je dois retourner un siècle et demi en arrière. Le Congrès de Berlin en 1885-86, a conduit au renforcement du système colonialiste, avec l'occupation de presque l'ensemble du territoire africain. Des Pays européens dont les démocraties ont évolué dans la bonne direction dans les territoires occupés en Afrique ; ces principes ont été totalement oubliés. Comme l'a dit Nelson Mandela, « *les puissances coloniales, en fait, n'ont jamais développé l'Afrique, ce sont les colonies qui ont régné* »⁹. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu un changement dans la situation coloniale ; les intérêts américains et l'URSS étaient mieux servis avec "*ouverture de nouvelles sources de matières premières dans les mains des propriétaires faibles qui leur offriraient de meilleures conditions pour leur acquisition. Rien de mieux que les pays nouvellement indépendants avec le manque d'institutions, des lois, des règlements et de personnel qualifié.*"¹⁰. Pour les plus forts pays colonisateurs - la Grande - Bretagne et la France – ont accepté « *l'indépendance des peuples colonisés, leur facilité d'explorer une nouvelle ère par le biais d'un nouveau*

(“Comment truquer des élections”)

⁹ - “Nelson Mandela by Himself”, Edité par Sello Hatang, Pan Macmillan, 2011, pag. 59

¹⁰ - “Angola – The End of a 27 Years Old Bloody War. A Real ASAP”, Felisberto Njele e Manuel Correia de Barros, 2014

(Angola – La fin de la guerre sanglante de 27 ans. Une vraie ASAP”

*processus - le néo - colonialisme. Gardez les rênes de l'économie des nouveaux pays, il était facile d'oublier toutes les autres obligations à but non lucratif de l'exécution d'un Etat ».*¹¹

Mais peu de temps après le retrait de l'Afrique, ils ont été les premiers à "forcer" les nouveaux pays indépendants d'utiliser les principes de ces théories, qu'ils avaient oublié d'expliquer ici. Leur pays a pris des siècles à évoluer, les Africains auraient à faire cela dans une demi - douzaine d'années. Et tout manquement à satisfaire ce désir, conduit immédiatement à la peine, l'imposition de sanctions, et parfois même des charges et des procédures pénales d'ouverture ; la Cour pénale internationale, une organisation qui, par hasard, trois des cinq membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU ne reconnaît pas comme étant autorisée à juger ses propres citoyens.

Cette pression permanente conduit la plupart des nouveaux Etats africains de légiférer la création d'organes du pouvoir et de la justice copiée à partir des pays qui les avaient colonisés. En même temps oublié ou méprisé toute tradition riche et séculaire de la gestion des affaires publiques permet l'existence et le fonctionnement des villages, des tribus et même des royaumes en Afrique. Bon nombre des principes et des formes de gouvernement étaient profondément démocratiques. Pourquoi les oublier ou les mépriser? Tout simplement parce que ne pas obéir aux canons de ceux qui étaient supérieurs? Ce fut une grave erreur et qui explique en partie la profusion des conflits électoraux qui prolifèrent en Afrique. Passons maintenant à la situation en Angola.

3. Expérience Angola

La première expérience de l'Angola par rapport aux élections a eu lieu dix - sept ans après l'indépendance. Malgré ce retard, il a marqué la vie du pays, étant donné que ce fut un moment étrange dans la démonstration d'une véritable citoyenneté à croire à l'avenir et les avantages de la démocratie. Son exemple était une énorme déception et un coup dévastateur à la volonté des Angolais qui veulent un pays où leurs opinions et leurs choix soient décisifs pour l'avenir.

Cela était dû à des facteurs et les causes, certaines *"plus visibles que d'autres, plus simple et compréhensible, plus compliquée et obscure; plus profondes, d'autres plus terre-à-terre; des conséquences lourdes et très graves, d'autres légers et sans beaucoup de poids pour le futur.*

¹² L'analyse d'une forme légère, ces causes, nous les énumérons ci - dessous les principales:

- La priorité donnée à l'ordre du jour des médiateurs du processus de paix en relation avec les Angolais;
- Un calendrier trop rigide;
- La non-démilitarisation des Parties;
- La non-extension de l'administration d'Etat sur tout le territoire national;
- La poursuite de la logique de la guerre et *"pense que les élections étaient une façon différente pour atteindre les mêmes objectifs poursuivis en temps de guerre.* " ¹³;
- L'utilisation d'un langage de la violence;
- La non-acceptation des résultats des élections, en dépit de la même ayant été jugées libres et équitables par tous les observateurs internationaux.

Toutefois, en 2002, avec l'accord de Luena, la fin de la guerre a complètement changé cet état de choses. Donc, *"il ne faut pas oublier la véritable réconciliation nationale faite par les combattants des deux côtés, parce que les vrais Angolais, et même parmi les populations et les démobilisés ont été réinsérés à l'intérieur, en dépit de tous les échecs, les difficultés et le manque de ressources.* " ¹⁴

¹¹ - Idem

¹² - Conférence "Le rôle des forces de défense et de sécurité dans le processus électoral", CEEA, août 2005

¹³ - Idem

¹⁴ - Idem

Depuis, les élections de 2008 et 2012 ont connu une manière totalement différente, en dépit de certaines accusations qu'ils ont été manipulés. *"En Angola, comme la consolidation de la paix, la démocratie n'est pas un processus linéaire; besoin pour surmonter les obstacles, et il n'y a pas de reçus finis, le processus électoral doit prendre et conjuguer les efforts, le besoin de connaître tous, les principes de compétences, l'honnêteté, la motivation et l'équité, afin que nous puissions réaliser le rêve de toute une nation »*¹⁵.

4. Conflits électoraux

La violence électorale « vise à influencer sur l'issue d'une élection [...], et couvre toute action d'intimidation ou de persécution qui est directement liée au processus électoral. Peut avoir lieu avant l'élection, sur l'élection ou immédiatement après le jour du scrutin, souvent comme une suite de l'annonce des résultats. [...] Peut être subdivisé en différentes formes en fonction de la méthode d'intention, le calendrier et d'autres cibles »¹⁶. Et ainsi peut avoir différentes origines: une suite d'un incident ou délibérément préparés à affecter ses résultats.

Il existe de nombreuses causes de l'existence de conflits électoraux. Certains pour satisfaire les souhaits et les opinions de tous les citoyens d'un pays est une utopie complète doit essayer de créer quelques principes qui rendent les élections les plus convaincantes et une plus grande participation des citoyens et des cours d'une acceptation correspondante de leurs résultats, même si contrairement aux idées exprimées par chacun de la campagne électorale et de vote.

conflits électoraux peuvent conduire à «abus de confiance entre les dirigeants et le peuple, un crise de légitimité des dirigeants imposés, un manque de foi dans les élections périodiques, que les élections sont davantage perçues comme des élections politiques que les élections du peuple l'émergence d'une citoyenneté indifférente qui se répudie édification de la nation elle - même une démission au destin et de ne pas travailler, la fuite des cerveaux, le patriotisme de la perte, le manque de concentration sur les politiques sociales dans un retranchement d'un système autoritaire, et un scénario économique défavorable qui chasse les investissements, nationaux et étrangers. »¹⁷

Conflits électoraux résultent de l'anxiété et la volonté des partis et des candidats à chevaucher la loi et la volonté publique des citoyens. Nous décrivons ci - dessous quelques problèmes qui sont des facteurs de création de conflits électoraux:

- **Inscription électorale** - Être un instrument juridique qui donne le droit de voter et d'être voté, il doit être continuellement mis à jour, ou au moins au moment des élections. De toute évidence les lois qui régissent doivent être suffisamment large pour que tous les citoyens puissent être enregistrés, ce qui n'exclut pas de discrimination contre les électeurs et les candidats parce qu'ils appartiennent à des minorités ou à des majorités ; pour ne pas répondre à certaines conditions, comme ce fut le cas de la couleur de la peau dans l'ère de l'apartheid en Afrique du Sud. il est également important de signaler la non-existence des procédures, les actes administratifs cachés qui pourraient empêcher un citoyen de s'inscrire dans le grattage du registre électoral si déjà enregistré, ou de l'utilisation frauduleuse du nom du citoyen à voter pour d' autres;

¹⁵ - Idem

¹⁶ - "Electoral Violence in Sub-Saharan Africa: Causes and Consequences", Stephan M. Burchard, First Forum Press, www.riener.com

("Violence électorale en Afrique subsaharienne: Causes et conséquences")

¹⁷ - "Election-related Conflicts in Africa", Mwalimu G. Ngwane, <http://gngwane.com/2011/07/election-related-conflicts-in-africa.html>

("Conflits résultant des élections en Afrique")

- Les **commissions électorales** - leur composition doit être impartiale et ne peut pas favoriser les partis ou groupes au détriment d'autres. Le choix de ces comités doit être bien défini dans la loi, et la mise en œuvre de ce qui devrait être accepté et complète afin d'avoir des représentants de toutes les tendances;
- **Le grade** - devrait être bien organisé pour permettre à tous les citoyens d'exercer leur droit de vote dans le délai imparti pour le faire. Cela signifie qu'il y a suffisamment de bureaux de vote, des documents, des listes électorales et des urnes, près des maisons des électeurs avec des conditions organisationnelles (personnel prêt à identifier rapidement et fournir le bulletin de vote aux électeurs), la sécurité des électeurs (la police électorale, pour empêcher l'intimidation des électeurs, la poursuite de la campagne électorale et les provocations contre les électeurs) assurant l'identification et le bon exercice du vote. Assurer la confidentialité de votre vote est également très importante pour la grande majorité des électeurs. Il doit également être fourni pour former la fermeture des urnes, afin d'éviter que des électeurs qui ont longtemps été en attente de vote, de ne pas le faire parce qu'il était temps pour la fermeture;
- **Comptage des Résultats et vérification** - Beaucoup de fraudes électorales sont le résultat de cette phase des élections. Les bureaux de vote doivent être disposés de telle sorte que la clôture du scrutin et le début du décompte des votes sont fermés à l'extérieur, les gens de l'intérieur doivent rester, et les délégués des différents partis en compétition. Les observateurs autorisés à faire leur couverture, une fois correctement identifiés, peuvent être autorisés à entrer et sortir, de sorte qu'ils puissent exercer pleinement leur fonction. L'ouverture des urnes doit être faite de façon linéaire, et les votes devraient être ouverts, leur contenu affiché et enregistré comme un parti, une organisation distincte ou d'une personne qui a voté. Le nombre record de votes pour chaque candidat devrait être simplifié et sécurisé afin d'éviter des changements. Si nécessaire, vous pouvez vous faire un recomptage. La fin du décompte et le résultat d'enregistrement de fin doivent être enregistrés dans les minutes, et signés par les chefs du comptage et les représentants des parties en présence, ainsi que par des observateurs sur place.

De toute évidence, tout ce que j'ai dit devrait être modifié au cas où ils viennent à utiliser les nouvelles technologies électroniques pour le vote. Le contrôle de ce type de vote est fait d'une manière totalement différente, puisque le logiciel utilisé doit être vérifié, *a priori*, sa fiabilité et son invulnérabilité aux attaques externes;

- **Les campagnes électorales** - doivent se conformer à bien des règles définies pour prévenir les abus, et devraient être suffisamment ouvertes pour que tous les candidats aient les mêmes droits. Il ne peut y avoir aucune restriction des droits pour certains, et la liberté totale pour les autres. Les dépenses de chaque parti ou candidat des campagnes doivent être strictement comptabilisées, et les sources de financement pour chaque année doivent être totalement transparentes, en suivant les principes énoncés dans la loi. La contribution de l'État aux campagnes électorales devrait couvrir les dépenses liées à la sécurité des manifestations, le mouvement des candidats et leurs partisans pour éviter des affrontements entre des manifestations et des événements ou, destruction des affiches et d'autres formes de propagande visuelle des différentes applications et veiller à ce que, avec des droits égaux, les médias d'État (journaux, radio et télévision) soient respectés.

En plus de tous les problèmes décrits ci – dessus, je voudrais attirer l'attention sur certains aspects qui peuvent être liés à certains d'entre eux, mais je pense qu'ils peuvent être à l'origine et, souvent utilisés dans les campagnes électorales. Voici quelques exemples:

- **Un langage violent** - une forme très utilisée pour caractériser et dénigrer les idées ou répondre aux arguments de son adversaire. Et en parlant d'adversaire, je pense, que dans les **procès électoraux, il n'y a que des adversaires mais jamais d'ennemis**. Nous pouvons et devons discuter des idées, mais nous ne pouvons pas ou devrions - nous exacerber et répandre la haine;
- **Les mensonges** - Les campagnes électorales ne devraient parler et attirer l'attention que sur ce qui est destiné à conduire vers les élections. Cela signifie que l'on doit attirer l'attention sur ce qui ne va pas et comment il est prévu de corriger cet état de choses. Placez correctement la vision de ce qui est la réalité dans les différents domaines politiques, économiques, social, sécurité, etc. et comment corriger ou améliorer. Ne pas avoir peur de parler de promesses non tenues, la vision et les défaillances ou l'optimisme exagéré ou fondé sur les – facteurs non contrôlables. Les promesses à remplir et non seulement pour gagner l'élection. Les échecs à cet égard seront payés dans l'avenir.

Je voudrais aussi attirer l'attention sur l'existence d'un organe d'appel - les **tribunaux** - si, d'une manière libre de juger le non-respect des obligations de tout acteur aux élections, soit l'Etat et ses organes, comme les partis politiques, soit les candidats à des postes élus, des électeurs, tout citoyen qui, plus ou moins illégitime, puisse avoir une voix dans ce processus.

Enfin, j'énumère quelques idées que je pense peuvent limiter ces conflits. Il est bon de noter que cette liste ne respecte pas l'ordre d'importance que j'attache à chacun. Je considère que le plus important n'est pas nécessairement le premier dans la liste ci - dessous.

- **Un grand rapprochement entre les élus et leurs électeurs** - Cela est possible avec, par exemple, la création de circonscriptions plus limitées dans l'espace, à travers par exemple le niveau provincial au niveau du district, ou même la création de circonscriptions uninominales, c'est là qu'une seule personne est élue et non pas un groupe. Cela va nécessiter un plus grand contact des élus avec les gens de votre cercle, l'amenant à être plus responsable dans la connaissance des problèmes qui touchent la population et de mieux défendre ses intérêts dans le corps auquel il a été élu;
- **La décentralisation du pouvoir** - Un pouvoir trop centralisé conduit à un désintérêt des citoyens sur les élections et leurs résultats. Cela ne signifie pas, comme certains le prétendent, que cette décentralisation donnera différents territoires où les partis minoritaires peuvent agir comme « les propriétaires » du territoire. L'exemple du pays frère Mozambique, où Renamo entend se « légitimer » dans le territoire, pendant que la guerre civile a dominé, ce cas n'est pas correct. L'idée que je préconise est que la résolution des problèmes locaux spécifiques puisse être des solutions locales, et non pas obéir aveuglément aux solutions globales et appliquées par le pouvoir centralisé;
- **Un retour à la direction traditionnelle des méthodes africaines** - alors que la plupart des formes traditionnelles du gouvernement étaient profondément démocratiques, il est important qu'ils ne soient pas reconnus par les « propriétaires de la vérité », car il faut légiférer et donner la légalité aux organes du pouvoir législatif et délibérative tels que, par exemple, les assemblées des anciens, les « sobados » ou lors des réunions dans le « jango commun ». Et cela à différents niveaux, du municipal au national.

5. Le rôle des fondations et des institutions d'étude et de la recherche

Ensuite, parler du rôle que les institutions comme la FESA et le CEEA peuvent et doivent jouer pour devenir des élections sûres, et minimiser l'émergence ou la propagation des conflits électoraux.

Commencez par énumérer quelques - unes des actions que le CEEA a effectuée dans la période précédant les élections de 2008, à partir de 2005. En fait, le centre a été le chef du Consortium électoral technique, une organisation qui a effectué le registre électoral au niveau national, avant ces élections qui ont enregistré 8.200.000 citoyens. En plus de ce travail important, on a également organisé une série de formation et d'information des tâches, telles que des séminaires, des conférences, des ateliers dans différentes provinces du pays, des institutions publiques et privées, notamment dans les universités, les écoles, les unités militaires et la sécurité, et dans d'autres entreprises, dont le but principal était de montrer que les craintes que beaucoup avaient eu était alors dû à une mauvaise expérience lors des élections de 1992 ; les causes qui ont conduit à cet échec avaient été éradiquées. Je me souviens d'une importante conférence avec le titre « **Le rôle des Forces de défense et de sécurité dans les processus électoraux** » livré dans certaines unités militaires et de sécurité.

Ces actions devraient se poursuivre et surtout maintenant que les prochaines élections approchent. La crise que traverse l'Angola ne disparaîtra pas jusque - là, ce qui rend plus probable l'émergence de conflits électoraux. Il est donc nécessaire pour un plus grand engagement de toutes les organisations de ce type, qui conduisent à des études, des séminaires, des conférences, des ateliers, des publications et d'autres pour aider à minimiser autant que possible les litiges électoraux. La tenue de cette conférence est un bon exemple.

6. Conclusions

Pourquoi imposer mes conclusions? Que chacun qui a entendu ou lu mon discours, tirera ses conclusions. Ils devront transmettre les idées aux organisateurs et aux participants de la conférence où ce discours a été prononcé, ; ils pourront se sentir encore plus satisfaits du dialogue résultant de l'initiative.

Je pense que presque tout a été dit et me laisse donc conclure que le Centre d'études stratégiques de l'Angola est prêt à entreprendre et à participer à ces activités.

Merci à vous tous.

Bibliographie

Andrews, John	<i>"The World in Conflict : Understanding the Word's Troublespots</i> », The Economist et Profile Books Ltd, London, 2015
Anstee, Margaret	<i>"ORPHELINS DE LA GUERRE FROIDE - Radiographie de l'effondrement du processus de paix en Angola, 1992-1993,"</i> Campo das Letras, Porto 1997
Barros, Brig. Manuel Correia	« <i>Sécurité humaine en Angola</i> », avec le général Felisberto Njele, Editorial Nzila, Luanda 2006 <i>"Europe - Afrique: Quelques questions sur une évolution positive"</i> , dans <i>"L'UE et l'Afrique: En partenariat Recherche stratégique"</i> Fondation Luso-américaine et l'Institut Portugais des Relations Internationales - IPRI, Lisbonne, décembre 2009 Conférence <i>"guerre civile, éthique et conflits environnementaux: l'expérience de l'Angola"</i> , S. Salvador da Bahia, 17.09.2010 Conférence « <i>La guerre des méfaits et bienfaits de la Paix</i> » Forum Culture de la Paix, Luanda, 25/03/2013 Conférence <i>"Redécouvrir Afrique: Passé, Présent et Future"</i> , le commandement de l'armée, 24/05/2013

	Conférence "Angola - La fin de 27 Ans de Guerre Sanglante A Real ASAP.", Pretoria, 22/05/2014, en collaboration avec le général Felisberto Njele
Centre d'études stratégiques de l'Angola	"Réflexions sur Géopolitique et Géostratégie en Angola et en Afrique," Editorial Nzila, Luanda, Juillet 2006
Collier, Paul	"Wars, Guns & Votes - Démocratie dans des endroits dangereux", Vintage Books, London, 2009
Dowden, Richard	« L' Afrique: Altered States, Miracles ordinaire", Portobello Books Ltd, London, 2009
Mandela, Nelson	"Long Walk to Freedom", Abacus, Londres 2012 "Nelson Mandela By Himself - Le livre autorisé des citations" Macmillan Afrique du Sud 2011
Martins, Sebastian	"Mazes Monde - révolutions postmodernes et les moyens d'incertitude mondiale," Questions Syllabus, Lisbonne 2015
Ki-Zerbo, Joseph	« Pour quand l'Afrique? - entretien de René Holenstein » Campo das Letras, Porto, Mars 2006

L'auteur

Angolais, né à la moitié du siècle dernier, à Lisbonne, au Portugal, est brigadier FAA, membre fondateur et vice-président du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques de l'Angola.

Il a rejoint en décembre 1975 FAPLA ; entre d'autres fonctions il était chef des opérations navales, commandant des forces navales en Kuando Kubango, chef d'état - major de la Défense du chemin de fer de Benguela, et à la tête de la Poste centrale de commande / Centre Direction des opérations de l'EMG / FAPLA. Déjà dans la FAA, son dernier rôle en activité jusqu'en 2004, il était le chef du Département de l'information et de l'analyse, les services de renseignements militaires.

Marié, avec plusieurs enfants.

Depuis 2001, il a réalisé, en tant que membre de la CEEA, de nombreuses études, écrit des articles, donné des conférences et des interviews dans différents sites et forums sur la politique, la stratégie, la sécurité, le DDR, les conflits et la résolution des conflits.

Les travaux publiés:

"Peut le Golfe de Guinée Élaborer une politique régionale d'huile commun? "Intégré dans la publication de la Friedrich Ebert Stiftung," la politique du pétrole dans le Golfe de Guinée ", Berlin, 2004;

« Le profilage des jeunes impliqués dans les marchés informels de Luanda," construit "Les nombreux visages de la sécurité humaine », publié par l'Institut d'études de sécurité, Pretoria, Afrique du Sud, 2005;

« Sécurité humaine en Angola", écrit en collaboration avec Lieut. Gen. Felisberto Njele, publié par Nzila, Luanda, Mars 2006;

Était éditeur du livre « Réflexions sur Géopolitique et Géostratégie en Angola et en Afrique », publié par Nzila, Luanda, 2006;

"Vue d'ensemble: Conflits historiques et Paix Processus en Afrique australe", intégrés dans le livre « Favoriser l'intégration de l'Afrique australe: Proceedings of the 2008 - Conférence annuelle FOPRISA", publié par l'Institut du Botswana pour l'analyse des politiques de développement, 2009;

"Europe-Afrique: Quelques questions sur une évolution positive", intégré dans le livre "L'UE et l'Afrique: À la recherche de partenariat stratégique", publié par l'Institut portugais des relations internationales, Lisbonne, Décembre 2009;

"La Vision Maritime pour la vraie sécurité dans les relations sino-africaines", intégré dans le livre "La 1 ère réunion de la Chine-Afrique Think Tanks Forum", publié par l'Institut des études africaines, Hangzhou / Jinhua, Chine octobre 2011.

Présentation
par M. Jean-Noël Loucou
Secrétaire général de la Fondation
Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix

INTRODUCTION

Depuis les années 1990, l'Afrique est entrée dans une nouvelle ère politique avec la généralisation du multipartisme et la mise en œuvre d'un processus de démocratisation.

Des élections concurrentielles sont maintenant organisées dans la quasi-totalité des pays du continent à l'exception notable du Swaziland et de l'Erythrée. Si elles donnent lieu dans quelques pays à des compétitions ouvertes, régulières et transparentes, elles sont trop souvent marquées par des violences multiformes et des crises dites postélectorales qui prennent l'allure de guerres civiles avec leurs lots de morts, de destructions de biens publics et privés.

L'Afrique de l'Ouest connaît quelques réussites démocratiques, avec des élections régulières, ponctuées par des alternances réussies. On peut citer les exemples du Sénégal, du Cap-Vert (Cabo Verde), du Ghana, du Bénin et de la Gambie, avec la divine surprise du 2 décembre 2016 (la défaite électorale du Président Yahya Jammeh). Mais cette région s'est aussi distinguée par des crises postélectorales sanglantes et meurtrières. Ainsi du Togo en 2005, avec un millier de morts, ainsi du Nigeria en avril 2011 avec plus de 800 tués dans ses provinces du Nord, ainsi de la Côte d'Ivoire en avril 2011, avec 3000 morts.

Les élections devraient compter les têtes au lieu de les casser, assurer la régulation de la concurrence politique par l'affrontement par les urnes plutôt que par les armes. Tel n'est malheureusement pas le cas dans la plupart des pays africains.

Quelles causes expliquent cette situation quasi-générale sur le continent ? Comment réduire les conflits potentiels, prévenir les violences et promouvoir la culture de la paix ?

Nous ferons quelques annotations sur ces questions, avant d'indiquer ce pourrait être la contribution du Réseau des fondations et des institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique.

I- QUELLES CAUSES ?

L'identification et la compréhension des causes permettent d'anticiper les crises et, dans une certaine mesure, d'en maîtriser les conséquences.

Certaines relèvent de la faiblesse des institutions étatiques et administratives.

Nos Etats ont toutes les institutions des Etats modernes (gouvernement, parlement, appareil judiciaire...). Il s'agit d'institutions en trompe-l'œil qui sont souvent mises de côté. L'organisation des élections est réduite au bon vouloir des gouvernants.

Certains contributeurs vont jusqu'à rejeter ces institutions de type occidental, et à revisiter nos systèmes politiques anciens avec les logiques culturelles, économiques et sociales qui les sous-tendent. La démocratie représentative elle-même est, d'une certaine manière, un système d'inégalité et d'élitisme.

« Souvent les élections apparaissent comme une course à l'accès à des ressources pour se prémunir contre le « besoin » ou la « peur d'être dans le besoin ».

D'autres causes ressortissent à l'organisation même des élections : les constitutions, les textes qui régissent les élections, les commissions électorales, l'observation des élections, le rôle des médias et de la société, l'attitude des partis politiques, l'action des forces de sécurité.

Les constitutions sont l'objet de révisions contestables et inopportunes qui portent généralement sur les conditions d'éligibilité à la présidence de la République (occasion d'éliminer ou de disqualifier des concurrents éventuels), sur la durée du mandat présidentiel (pour faire sauter le verrou de la limitation du mandat présidentiel et permettre la reconduction indéfinie des chefs d'Etat en exercice)

Les textes électoraux sont également sources de violence et de contestation : les critères d'éligibilité (qui est éligible, qui ne l'est pas ?), les listes électorales (inscrits et omis, nouveaux majeurs, morts), les opérations électorales (jamais conduites dans le temps et dans les normes). Les campagnes électorales sont marquées par les violences, les pressions et la corruption. De plus, les dépenses de campagne ne sont ni contrôlées ni limitées, favorisant la corruption, l'inégalité entre les candidats.

Les commissions électorales, grande nouveauté apportée par l'instauration du multipartisme, ne sont, en dépit de leur appellation, ni réellement autonomes, ni indépendantes, contribuant ainsi à décrédibiliser les élections.

L'observation des élections par des nationaux et des étrangers n'offre pas encore toutes les garanties de neutralité et d'impartialité. Même si des initiatives ont été prises pour une amélioration dans ce domaine : charte de l'observation, sécurité et protection des observateurs, affinement des méthodes d'évaluation.

La tendance actuelle est d'accorder la primauté aux observateurs nationaux qui ont la possibilité de suivre tous les stades du processus électoral.

Le rôle des médias pose deux problèmes : l'accès équitable aux médias de services publics, la politisation outrancière des organes de presse publics et privés et les messages de haine et de violence qu'ils propagent. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication permettent de corriger cette situation, en offrant d'autres possibilités de s'informer, quand bien même elles peuvent être utilisées de façon abusive et préjudiciable à un climat apaisé.

La société civile africaine a pris conscience d'elle-même et s'implique de plus en plus dans l'organisation des élections. Mais la participation des femmes et des jeunes est encore à promouvoir. L'attitude de ceux-ci est paradoxale : bon nombre ne participe pas au vote. Ils sont pourtant les premiers à descendre dans la rue à l'appel des partis politiques et des candidats pour en contester les résultats ; et à se faire violenter ou massacrer.

Le CERAP (Centre de recherche et d'action pour la paix), membre de notre Réseau fait remarquer que les élections ne sont en fait que des facteurs déclencheurs de violence. « Si l'on tente de remonter à la source, il y a un problème au niveau des valeurs transmises aux jeunes en famille et dans les écoles. (...) L'Etat qui devrait transmettre des valeurs est lui-même suspect d'être régi par des intérêts d'individus plutôt que par une certaine éthique du bien commun. »

Quant aux femmes, elles sont encore un petit nombre à être candidates aux différentes élections. A titre d'exemple, on a enregistré un pourcentage de 12 pour cent des candidats aux prochaines législatives en Côte d'Ivoire. Et pourtant la constitution ivoirienne prévoit la parité homme-femme.

Madame Coumba Fall Venn, du centre « Femmes Africa Solidarité » souligne le fait que les femmes « sont de plus en plus actives et engagées à faire valoir leurs droits. Devenues au fil des années des agents de changements et médiatrices, elles mènent des actions

concertées et préventives de conflits, grâce à leur capacité de mobilisation et de sensibilisation, dans leurs communautés, auprès des chefs religieux et coutumiers. Leurs initiatives contribuent à l'apaisement et au dialogue social. »

Les partis politiques mobilisent le plus souvent en fonction des affinités ethniques et régionales. Ils ne proposent pas de projets de société et de programmes de gouvernement dignes de ce nom. Ils n'assurent pas une éducation politique de leurs militants. Ils recourent aux manœuvres frauduleuses, à l'achat des consciences et aux actes de violence. Il y a, dans certains pays, des efforts pour amener les partis à coopérer et participer de façon pacifique aux élections, avec la mise en œuvre de codes de bonne conduite.

Enfin les violences qui émaillent les élections n'atteindraient pas ces niveaux d'intensité, si les forces de sécurité se conduisaient en forces républicaines, au lieu d'être des gardes prétoriennes au service des pouvoirs en place.

II- QUELLE CONTRIBUTION ?

Il faudrait peut-être nous inspirer de ce qui existe et se fait déjà. En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest) a mis en place un mécanisme de sécurité collective, et un système d'alerte précoce.

Une organisation privée, le WANEP (West Africa Network for Peacebuilding), Réseau ouest-africain d'édification de la Paix, créée en 1998, fédère l'action d'organisations de la société civile dans les quinze pays de la CEDEAO. Elle a lancé, depuis juin 2015, en partenariat avec l'Agence américaine pour le développement (USAID), un projet de cinq ans : « Réduction des violences électorales à travers des systèmes nationaux d'alerte précoce » (NEWS).

« Le NEWS collectera et analysera des informations sur les éventuels facteurs déclencheurs de violences électorales, et élaborera des recommandations sur des activités de renforcement de la paix afin d'aider à prévenir ou à contenir l'éclatement de violences électorales.

L'USAID offre 2,5 millions de dollars sur une période de cinq ans pour permettre au large réseau d'organisations communautaires du WANEP d'identifier les facteurs potentiels de déclenchement de violences. Le WANEP assistera les organisations en élaborant et en suivant un ensemble d'indicateurs personnalisés et en analysant les données qui en sont issues. Les recommandations qui seront faites sur des activités de conflits seront partagées avec les acteurs nationaux et régionaux pour une prise de mesures avant toute escalade de violence. » (Communiqué de l'Ambassade des USA en Côte d'Ivoire).

Le Réseau pourrait orienter son action dans quatre directions : les études sur les élections, la mise en place d'un système d'alerte précoce, les campagnes de sensibilisation et d'éducation civique, l'observation des élections.

Les études viseront à analyser et documenter les facteurs qui engendrent les crises. D'autres études porteraient sur l'application des dispositions de la Charte de l'Union africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance adoptée en 2007 et les autres instruments pertinents (notamment les protocoles visant à promouvoir la gouvernance démocratique et de meilleures normes électorales adoptés par la CEDEAO et la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe).

Le système d'alerte précoce devra être une structure organisée et centralisée, avec ses propres indicateurs, et une recherche, une analyse et une diffusion des données.

Les campagnes de sensibilisation se feront par le biais de moyens variés : médias audiovisuels, prestations artistiques, activités sportives, etc.

L'observation des élections, par des observateurs locaux et étrangers, est maintenant une pratique bien établie et codifiée. Le Réseau pourrait déployer ses propres observateurs. Il pourrait également recourir aux nouvelles technologies et aux techniques de surveillance à base de statistiques, de tabulation parallèle des voix (TPV), analyse statistique des résultats, pour améliorer la qualité de l'observation.

CONCLUSION

Lentement mais sûrement, les Africains s'approprient les processus électoraux qui correspondent aux normes internationalement admises. Les gouvernants ont compris la nécessité d'organiser des élections régulières, libres et transparentes qui assurent leur légitimité et préservent la paix et la cohésion sociale. Il est vrai la traduction devant les tribunaux nationaux et internationaux de certains dirigeants africains a joué dans cette nouvelle appréciation des élections. Mais le réalisme politique a aussi sa part : il est difficile en effet de gouverner dans la violence, avec des parodies d'élections qui engendrent des troubles de tous ordres, voire des rébellions et des coups d'Etat.

Des acteurs extérieurs au continent (pays développés, organisations internationales, institutions publiques et privées) sont impliqués plus activement dans la conduite des élections, en termes de financement, de formation, d'observation, de validation. Ils contribuent ainsi à l'enracinement de la démocratie.

Mais l'élément décisif est, à mon sens, l'irruption massive de la société civile africaine à tous les stades du processus électoral. Les organisations de jeunes notamment prennent de plus en plus une part active dans le débat électoral et l'organisation du scrutin. Ils ont pu obtenir par leur mobilisation dans la rue, le rejet des manipulations des constitutions et des textes électoraux, et même la chute de certains chefs d'Etat.

C'est sur cette nouvelle donne (l'importance de la société civile) que le Réseau des fondations doit fonder sa contribution quant à la mise en œuvre de mesures préventives contre les violences électorales. Il nous faut travailler la compréhension des conflits, prévenir les conflits, éduquer à la prévention des conflits.

Présentation
Par M. Simon Akindes
Professeur

Département des politiques de la Philosophie et du Droit
Université du Wisconsin-Parkside, USA

Violence électorale : Explorations des approches préventives



Questions Centrales

- Violence Electorale en Afrique en 2016: Etat des choses?
- Pourquoi la violence pendant les élections?
- Comment prévenir la violence électorale?

Elections en Afrique en 2016

En 2016, 18 élections se sont déroulées sur le continent: Le Bénin, Le Cap-Vert, Le Tchad, La République Démocratique du Congo, Djibouti, La Guinée Equatoriale, La Guinée, Le Gabon, La Gambie, Le Ghana, Le Maroc, Le Niger, Le Nigeria, Le Congo, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Les Seychelles, l'Afrique du Sud, et la Somalie.

La réalité est contrastée, les systèmes électoraux et les résultats sont différents.

L'incidence de la violence en elle-même n'est pas uniforme avec différents niveaux d'intensité qui dépendent de l'histoire politique et sociale du pays, du leadership et des traditions.

Violence électorale en 2016 ⁽¹⁾					
Pays	Elections	Système électoral	Violence	Remarques	
Bénin	Présidentielle	FPTP	Pas de violence	Titulaire du poste a fini son mandat	
C. Verde			Titulaire du poste a gagné		
Chad			Faible intensité	Déby pour le 5è mandat	
Congo				Nouvelle constitution - Nguesso - un autre mandat	
Djibouti			Pas de violence	Nouvelle constitution - 6 à 5 ans - Durée du mandat limitée	
Guinée Equatoriale			2 mandats de 7 ans & pas d'âge limite		
Gabon			Présidentielle / Législative	Violence après les résultats	Même parti au pouvoir depuis 1960
Gambie			Présidentielle	Pas de violence	Jammeh n'a pas accepté
Ghana	Titulaire du poste a perdu				

Violence électorale en 2016 ⁽²⁾				
Pays	Elections	Système électoral	Violence	Remarques
Morocco	Législative	Combinaison de # systèmes	Pas de violence	
Niger	Présidentielle	(FPTP)		Boycott
Nigeria	Fédérale		Faible intensité	
Congo RDC	Présidentielle		Forte intensité	
Sao Tomé et Príncipe			Pas de violence	Carvalho élu sans opposition
Sénégal	Référendum - Constitution	Majorité simple	Pas de violence	Adopté
Seychelles	Parlementaire	Combinaison		l'Opposition a gagné
Afrique du Sud	Municipale	(FPTP)	Pas de violence	ANC, seulement 53%
Somalie		Combinaison	Violence	

Interprétations (1)



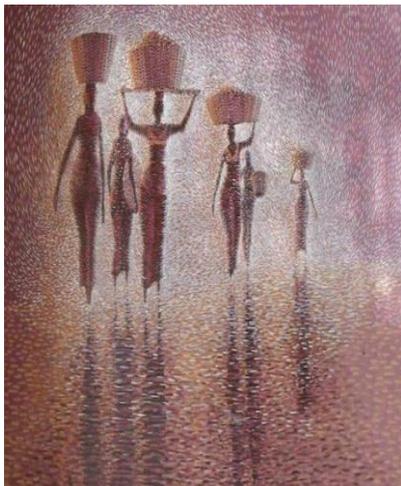
Il y a eu peu ou pas d'incidents majeurs de violence en 2016 à l'échelle de ceux qui ont eu lieu au Kenya en 2007 ou en Côte d'Ivoire en 2011.

Interprétations (2)



La Violence se produisait le plus dans les pays où le titulaire a été au pouvoir pendant longtemps (Le Tchad, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Gabon), où il y avait déjà un violent conflit (Somalie, Tchad).

Interprétations (3)



Dans certains pays où il existe un régime autoritaire ancien, la violence a été limitée (au Tchad, en Guinée Equatoriale, et au Congo).



Elections in Practice (1)

Les élections en pratique (1)

Toutes les élections en Afrique sont volées, truquées, contestées ou compromise! L'Afrique a-t-elle besoin des élections ?

Elections in Practice (2)



Les élections en pratique (2)

Elections au Soudan

L'Américain : Elections au Soudan:
Est-ce que tout est prêt pour les prochaines élections ?

Le Soudanais Tout... Même les résultats...

Elections... et maintenant quoi? (1)

Les élites, qu'ils soient ethnicisés ou pas, se sont sautés à la gorge pour le contrôle du pouvoir et des ressources. Les élections sont devenues le moyen légitime pour contrôler les caisses de l'Etat. Il est question de gagner et d'amener l'adversaire à s'avouer vaincu.

Elections... et maintenant quoi? (2)

En conséquence, le pouvoir et les privilèges ont été acquis dans certains cas, parfois avec les anciennes oligarchies du parti unique passant avec succès dans les nouveaux habits de

l'empereur comme au Cameroun, en Guinée Equatoriale, au Gabon en République Centrafricaine, au Togo, etc.

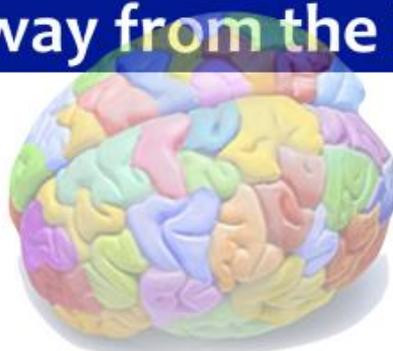
Elections... et maintenant quoi?

Dans d'autres pays, des anciens mouvements de libération ou des anciens parties uniques ont réussi à se maintenir au pouvoir dans le cadre des élections: FLN en Algérie, Frelimo, CCM en Tanzanie, SWAPO en Namibie, Zanu-PF au Zimbabwe, PT au Congo, MPLA en Angola, ANC (devrais-je dire) en Afrique du Sud tout en maintenant des privilèges, créant des élites dirigeantes plus extractives et plus exploitantes que leurs prédécesseurs dans certains cas, et augmentant le fossé entre eux et les pauvres , et les nouveaux groupes urbains marginalisés.



We should start or continue

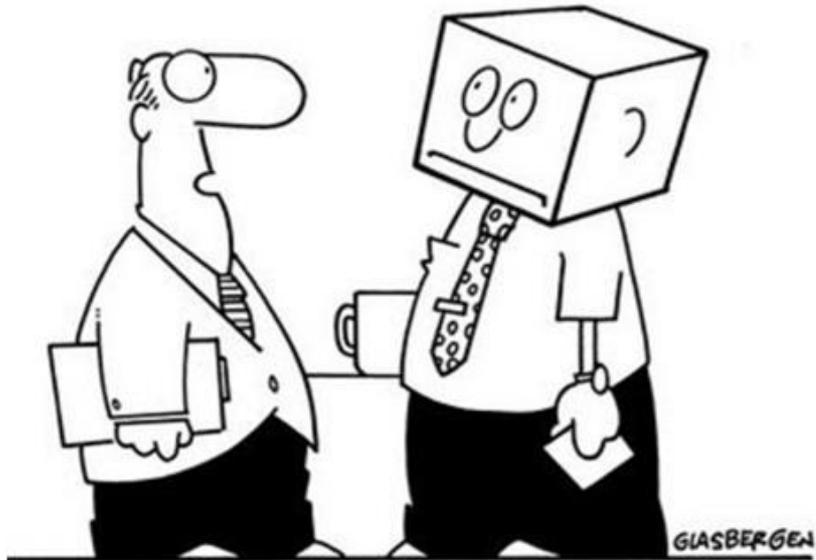
**thinking beyond and
away from the box**



Que doit-on faire donc?

Nous devrions commencer ou continuer

Sortir des sentiers battus, pousser la réflexion plus loin



“Thinking outside of the box is difficult for some people. Keep trying.”

In the Network of Foundations and Research Institutions, we can and must do so.

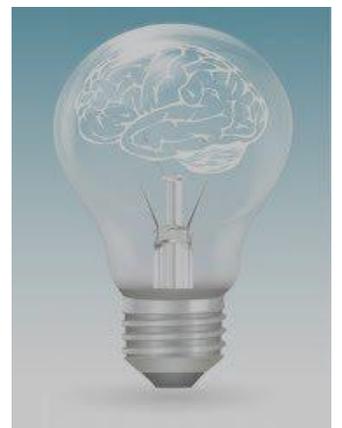
Traduction:

« Sortir des sentiers battus n’est pas tâche facile pour certains.
N’abandonne pas. »

**Dans le réseau des fondations et institutions,
nous pouvons le faire et le devons.**

Eliminer la Violence Electorale: Quel est le rôle qu’on peut définir pour les Réseaux de Fondation et les Institutions de Recherche?

Il doit y avoir un effort multidimensionnel soutenu qui ne porterait pas immédiatement de fruit, surtout lorsqu’un conflit violent a longtemps prévalu. L’éducation est un long processus.



Renforcer, financer et faire des recherches sur la violence et la politique en général : c'est vital de savoir ce qui se passe réellement et le diffuser afin que les groupes concernés puissent chercher des solutions adéquates.



Augmenter le niveau de plaidoyer pour que chaque vote compte et soit comptabilisé.

Le manque de transparence et de responsabilité aux élections met en péril le vote et mine la confiance des électeurs dans le processus et dans leur capacité de voter pour le changement.



Financer et travailler avec les communautés et les écoles pour un enseignement concret de la culture de la paix dans l'esprit des gens.

L'accent doit être mis sur la paix plutôt que sur la sécurité.



L'élimination de la violence électorale: Quel pourrait être le rôle du Réseau des Fondations et Institutions de recherche?

Toutes ses solutions doivent être mises en pratique avant, bien avant les élections, pas juste avant ou pendant les élections, parce que cela pourrait être trop tard.

Mieux vaut prévenir que guérir!



Merci.
Et le dialogue continue.

Présentation
par M. Kouassivi Abdon Sofonnou
Programme Recherche
CODESRIA, Côte d'Ivoire

La gouvernance électorale: un autre défi dans les démocraties africaines

Un des problèmes essentiels dont souffre la démocratie en Afrique relève des questions de la mauvaise gouvernance électorale. Très peu d'élections sont organisées sans contestation en Afrique alors que le processus électoral reste une épreuve incontournable à laquelle aucun pays qui prétend au développement ne peut échapper. Les élections sont organisées périodiquement dans les pays, mais la fréquence au niveau continental est sans répit. En d'autres termes, si les élections sont régulièrement organisées, alors qu'ils sont sources de tensions, il y a raison de s'inquiéter et de se préoccuper. La gouvernance électorale apparaît ainsi comme un maillon indispensable dans le processus démocratique. Plusieurs études ont montré que les contestations du processus électoral constituent la première source de conflits, d'instabilité et de violence en Afrique. Malgré les avancées démocratiques enregistrées dans bon nombre de pays africains, la plupart peine à pérenniser les acquis faute d'organisation d'élection transparente et équitable. Deux éléments essentiels parmi tant d'autres ont souvent émaillé le processus : il s'agit des problèmes liés à la mise en place de l'organe de gestion électorale et les mécanismes d'élaboration du fichier électoral.

La question reste Pourquoi le processus électoral pose tant de problème dans les pays africains malgré les avancées enregistrées en matière de gouvernance démocratique ? Après plus de deux décennies de démocratie, on se demande toujours quel système électoral pour les pays africains dans une perspective démocratique et de développement ? Pourquoi les périodes des élections en Afrique ont souvent été des moments de vive tension, de menaces entre les partis politiques? Pourquoi dans la plupart des pays en Afrique, les périodes électorales ont souvent été redoutables, de méfiance permanente et de suspicion ? Le processus électoral dans les démocraties africaines est-il entouré de précautions nécessaires ?

Longtemps considéré comme une simple formalité, un rituel dans les régimes de parti unique, le processus électoral demeure de nos jours une épreuve redoutable. Les acteurs politiques ont toujours des difficultés à s'accorder sur les questions de gouvernance électorale. Les manifestations de cette épreuve délicate sont diverses et les conséquences sont nombreuses et incalculables. Une élection non transparente, non équitable, entachée d'irrégularité peut annuler tous les efforts consentis par un pays sur plusieurs décennies et rendre son avenir incertain. Dans la plupart des cas, les difficultés rencontrées dans les processus électoraux relèvent surtout de l'improvisation, du non-respect des textes électoraux.

Il existe un nombre illimité d'obstacles qui ne favorise pas la transparence des élections en Afrique. Cependant comme énoncé plus haut, deux éléments de discordance ont souvent fait l'objet de violentes contestations lors des processus électoraux : d'une part, c'est le processus de désignation des membres de la commission électorale et d'autre part, la mise en place du fichier électoral. Deux questions essentielles : Quel peut être le mode de désignation des membres de commissions électorales ? Quels sont les outils appropriés pour le recensement des électeurs?

Mise en place du principal organe de gestion électorale : Quelle autre alternative ?

Présenté sous diverses appellations, CENA, CENI, CEI, l'organe de gestion électorale est devenu le maillon important sur lequel repose toute la crédibilité du processus électoral. L'objectif poursuivi dans la mise en place de cet organe reste le même : c'est l'organisation d'élections transparentes et justes. Trois éléments essentiellement sont souvent présentés comme défis à relever dans la mise en place de l'organe de gestion électorale: L'indépendance, l'intégrité et l'impartialité. Ces trois ingrédients sont nécessaires dans la mise en place et l'exécution des tâches d'une commission électorale.

Au cours des deux dernières décennies les organes de gestion ont connu différentes formes successives dans le temps et suivant les pays compte tenu des expériences et la volonté d'améliorer le système. Globalement trois modèles institutionnels avec des spécificités en matière de gestion des élections peuvent être retenus. Ce qu'il faut retenir dans les différentes formes de modèles successifs, c'est d'une part le système de désignation des membres de la commission « autonome » et le rôle effectif de cette dernière qui varient de façon assez significative.

- *Le modèle hybride politico-gouvernemental*, dans lequel les principales fonctions du processus électoral sont conduites par le gouvernement, en l'occurrence une cellule du Ministère de l'intérieur et de l'administration territoriale. Même si le processus est sous la supervision d'un organe de gestion indépendant, ce dernier n'a pas les moyens de contrôle nécessaires et suffisants pour mener cette importante tâche. L'expérience a montré que la commission a été souvent mis devant le fait accompli. Le gouvernement ou du régime sortant est de ce fait soupçonné de complicité des fraudes organisées.
- *le modèle politique* proposé quelques années plus tard pour apporter des réponses aux insuffisances dans le 1^{er} modèle. Les principales fonctions du processus électoral sont cette fois-ci confiées à une commission « indépendante » du gouvernement. Les membres de la commission sont essentiellement ou entièrement des représentants de partis politiques. Dans ce jeu ou dans ce mode de désignation, les jeunes sont très souvent oubliés. Les membres de partis politiques désignés ne sont souvent pas compétents pour mener cette mission. Il s'en suit de nombreux cafouillages émaillant la transparence et la crédibilité du processus ;
- *le modèle des experts* de plus en plus mis en place de nos jours, dans lequel la gestion des élections relève d'un organe indépendant dont les membres sont choisis pour leurs qualités personnelles, leur expérience professionnelle et leur intégrité. Si pour ce type de modèle, la question de compétence est relativement réglée, celles de l'intégrité et de l'impartialité restent d'actualité. On se souvient au Bénin lors des dernières élections où le président de la commission chargée de produire la liste électorale permanente informatisée (LEPI) promettait que son parti remportera les scrutins au premier tour. Sa déclaration a conduit à la remise en cause du processus et a eu un impact sur le calendrier de déroulement.

La question qui reste alors récurrente et préoccupante, c'est comment parvenir à la désignation de façon unanime des membres et la formation d'un bureau électoral crédible en lequel tous les acteurs feront foi ? L'expérience des politiques, des experts, des juristes, des syndicats, des représentants des organisations non gouvernementales, et des religieux n'a pas donné de résultats satisfaisants, incontestés ou incontestables. Si les désaccords ne portent pas sur le quota des représentants, c'est sur l'intégrité, le passé ou les suspicions sur l'appartenance politique des uns et des autres. On peut dire sans exagération que tous les acteurs cités ont naturellement leurs candidats préférés. Peut-on continuer à faire confiance aux chefs religieux qui reçoivent des appuis financiers du pouvoir en place ? De la même

manière, l'exécutif peut-il également donner carte blanche aux religieux engagés qui critiquent ouvertement le pouvoir en place ? Il est nécessaire de réfléchir sur la composition, le mode de désignation des membres et le fonctionnement de cette importante commission. Au Bénin par exemple, des réformes ont conduit à l'installation d'organes électoraux permanents mais il est trop tôt pour faire une évaluation même si les élections présidentielles se sont relativement bien déroulées. De tous les points de vue, il existe rarement une commission électorale modèle, qui soit vraiment indépendante et qui ne soit entravée par une interférence subtile et évidente dans l'accomplissement de ses lourdes tâches.

L'établissement du fichier électoral : un élément de permanent désaccord

La discorde sur le processus de recensement et d'élaboration du fichier électoral est devenue une constante dans la plupart des élections en Afrique. Il existe toujours une mésentente potentiellement conflictuelle autour de la gestion du fichier électoral. Une fois la mise en place des structures de gestion, la question de l'établissement des listes électorales prend une place centrale au niveau des préoccupations dans le processus des élections. Il est souvent difficile que les adversaires politiques s'accordent sur les outils de recensement et les mécanismes mis en place. Plusieurs éléments ne favorisent pas la mise en œuvre de cette activité :

- *La création d'un registre électoral crédible reste un des défis majeurs.* La première difficulté relève de l'inexistence dans les pays africains des opérations régulières de recensements des populations. Très peu de pays font de cette activité, une priorité qui devrait permettre de faire des projections et des planifications. La conséquence est que les prévisions en vue de l'établissement des listes et de la budgétisation des activités ne sont faites sur aucune base ;
- *Un problème relatif à l'absence d'un registre d'état-civil* capable de générer des statistiques démographiques crédibles. De plus en plus, les pays commencent à prendre conscience du phénomène. Des activités de sensibilisation sont de plus en plus organisées dans les pays africains, car le registre d'état civil reste un outil important et nécessaire pouvant faciliter l'établissement des listes électorales ;
- *La mise à jour des fichiers.* Les pays dotés de systèmes entièrement informatisés sont confrontés à de véritables défis statistiques, de fiabilité des données, et de ce fait du registre électoral. Très peu de pays disposent d'un fichier de recensement à jour. Les fichiers sont rangés dans les tiroirs une fois les élections terminées alors que le travail de mise à jour devrait être une tâche permanente ;
- *Des questions liées aux difficultés logistiques ;* l'absence de système cohérent uniforme pour l'inscription des électeurs, et les procédures non appropriées pour des populations en majorité analphabètes à peine en mesure d'opérer les vérifications nécessaires souhaitées. L'utilisation des billes au lieu des bulletins lors des scrutins comme ce fut en Gambie ne constitue-t-il pas un bon exemple ? Même si les outils utilisés en Gambie ont été très pratiques la question ici reste comment opter pour ce mode de scrutin si le nombre de candidats lors des élections est pléthorique ? Au Bénin lors des dernières élections, le processus de réalisation de la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) a souffert d'une part de l'absence de dialogue entre les acteurs politiques et d'autre part des défis technologiques liés à l'innovation.

Le paradoxe est que les pays qui expérimentent depuis deux décennies la démocratie tombent encore dans les mêmes difficultés compte tenu des maladroites et font face aujourd'hui à des problèmes, malgré les acquis capitalisés, malgré l'augmentation des ressources et les avancées technologiques. Il y a une vingtaine d'années, les pays ne disposaient pas autant d'atouts informatiques et de compétence dans ce domaine et pourtant la gestion et les contestations des listes n'étaient pas de cette ampleur. De nos jours, le défi d'établissement

d'une liste informatisée incontestable est de taille. Comment relever ces défis, sources de nombreux conflits en Afrique ? La conséquence des défaillances du système électoral surtout en termes de fichier électoral sont sources d'imperfections. Et lorsque les imperfections sont perçues et bien visibles, on assiste à une résignation, conséquent, de faibles taux de participation sont enregistrés. C'est ainsi que commence des signaux, les symptômes de conflit et crises et de gouvernance électorale.

Conclusion

- *Les réformes électorales nécessaires.* Des réformes sur la question de gouvernance électorale sont importantes et nécessaires dans la plupart des pays africains. Une réflexion approfondie reste à faire dans la réforme de la gestion des élections en Afrique pour la rendre plus efficace, crédible et indépendante de tous les acteurs susceptibles d'influencer le processus ;
- *des mesures électorales concertées.* Dans nombre de pays africains, c'est plutôt la question de mise en application effective des réformes qui reste le véritable défi. La mise en œuvre des mesures électorales devra être faite de façon concertée, pour restaurer la confiance entre acteurs ;
- *la création d'un cadre de concertation permanente.* Ce forum de concertation entre différents acteurs électoraux : partis politiques, organisations de la société civile et candidats est nécessaire, dans le but de créer ou d'entretenir la confiance entre les acteurs des élections et de prévenir les conflits électoraux ;
- *la conception des outils de gestion adaptés.* Le processus de confection du fichier électoral doit être conçu sur la base des réalités et spécificités africaines. Il doit impliquer en amont des observateurs compétents des organisations nationales et sous régionales pour éviter de mettre les acteurs devant le fait accompli.

Référence bibliographique

- Codesria, 2006 : Rapport sur les grandes tendances de la gouvernance en Afrique de l'Ouest,
- Codesria, 2007 : Rapport sur les grandes tendances de la gouvernance en Afrique de l'Ouest,
- Codesria, 2008 : Rapport sur le suivi de la gouvernance en Afrique de l'Ouest,
- Osiwa 2010 : La régression démocratique en Afrique de l'Ouest,
- Osiwa 2011 AfriMAP : Organe de gestion des élections en Afrique de l'Ouest
- Codesria 2010: A study of the independent national Electoral commission of Nigeria.
- CEDEAO (2001) Le Protocole sur la Démocratie et la Bonne gouvernance



Prévention des violences et promotion de la culture de la paix en période électorale

PROPOSITION DE CONTRIBUTION DU CEPS

La période du début du processus de démocratisation dans les années 90 restait liée à un apprentissage voire à une lutte pour l'instauration de la démocratie. Tant bien que mal, la violence politique en période électorale avait réussi à être « cantonnée » à des foyers permanents de violence.

- Constatons néanmoins que l'histoire se répète en Afrique, et même si c'est sous une forme différente, il n'en demeure pas moins que la violence, en période électorale, est une « tragédie » qui se renouvelle.
- Reconnaissons que la résurgence de ces violences politiques en période électorale (mais aussi pré et post électorale) a des causes qui souvent concordent dans de nombreux pays africains, quelle que soit leur zone géographique :
 - a) **La faiblesse des institutions chargées de réguler le débat démocratique** : en amont ou en aval et aussi en période électorale, les multiples institutions chargées d'encadrer le débat démocratique ne jouent que très faiblement voir pas du tout leur rôle, par manque de moyens, par peur ou par lâcheté, par incompetence ou parce que ceux qui occupent ces postes sont des hommes « liges » qui n'ont pas pris de hauteur par rapport à leurs fonctions.
 - b) **La carence des forces de défense et de sécurité** : les forces de défense et de sécurité ne jouent pas pleinement et objectivement leur rôle d'acteur impartial au service des institutions. Elles assurent plutôt la protection d'un régime ou d'un système.
 - c) **La difficulté des médias à informer** : la presse « ne joue pas globalement son jeu ». La plupart des médias se comportent plus en porte-paroles du pouvoir en place qu'en sources d'information et d'analyse objective et cela pour des raisons diverses. Tout d'abord, constatons le manque global de formation des journalistes, et pour ceux qui sont formés souvent un non-respect de la déontologie. Mais aussi, bien souvent, parce que les grands médias dépendent du pouvoir en place mais aussi parce que les rares organes indépendants manquent de moyens pour assurer leur autonomie financière. Par ailleurs, les organes de régulation n'ont pas, faute de moyens financiers indépendants, la capacité d'imposer un cadre juste d'exercice de la profession.
- Déplorons que le débat démocratique et républicain soit trop clivant avec l'utilisation de références lexicales « populistes » et que la jeunesse soit trop souvent « » comme faire-valoir politique en période électorale

Observons aussi une certaine lassitude de la communauté internationale : derrière le principe de souveraineté et pour éviter tout nouveau débat sur la résurgence de « néo colonialisme », les « ex-puissances tutélaires » souhaitent désormais de moins en moins intervenir dans les processus électoraux et préfèrent laisser aux acteurs nationaux et sous régionaux le soin de régler leurs différents électoraux.

- Soulignons que des pistes se dessinent et invitent à un optimisme modéré et raisonnable. Rappelons, ce qui est une évidence : ce sont les africains eux-mêmes qui doivent ou devront assurer le déroulement pacifique de leurs élections. Ceci se fera de cette manière ou ne se fera pas.

Il y a, en ce sens, un véritable devoir d'agir, notamment auprès de la jeunesse.

Pour mémoire, rappelons que plus de 60% de la population africaine a moins de 20 ans. Toute action politique doit se faire en prenant conscience de cette évolution. La jeunesse informée, sensibilisée, a vocation à devenir un vrai acteur, le cœur du changement.

- Affirmons qu'une période électorale doit être un temps d'expression, de liberté, et qu'une démocratie ne serait se concevoir sans accepter la différence de l'opposition.

La paix en période électorale est le fruit d'une tolérance acceptée et reconnue. Elle n'est jamais acquise, elle se mérite et se gagne.

- Suggérons, en ce sens :
 - a) **De faire reconnaître un droit légitime à l'opposition**, à lui reconnaître un véritable « statut constitutionnel » (lui garantissant un statut juridique, social et financier indépendant).
 - b) **De reconnaître le statut et le rôle de la société civile** en l'associant en complément des partis politiques comme contributeur désintéressé et indispensable au débat électoral.
 - c) **D'utiliser les ressources et les références culturelles africaines** pour déminer et désacraliser le rôle souvent diviseur que peuvent avoir les élections en Afrique. L'utilisation de jeux de rôles, de pièces de théâtre rappelant le déroulement des élections peuvent avoir des effets pédagogiques importants.
 - d) **D'élaborer une charte de bonne conduite électorale.**

Présentation
par Mme Baniakina D. Edna Jupsie Ashta,
Réseau des jeunes Pan Africains pour la Culture de la Paix (PAYNCOP)

Le rôle de la communication dans la prévention des violences et la promotion de la culture de paix en période électorale

On note de nos jours, une troisième révolution industrielle à l'ère numérique ou les nouvelles Technologies de l'Informations et de la Communication réduisent le monde en un village planétaire. Plus de barrières entre les peuples. Cependant, cette révolution place la jeunesse au centre des enjeux pour la prévention des conflits, notamment avec la communication devenue un outil stratégique de transmission et de partage d'informations.

En effet, il est urgent que les politiques prennent conscience que la communication doit être la clé de voute pendant la période électorale. Sur ce, comme outils de préventions de conflits nous avons :

- **L'alerte précoce** : Il s'agit d'une action de détection des signes précurseurs. Cette mesure requiert l'éveil de la jeunesse car c'est dans cette couche sociale que se cultive les germes de la paix et de la violence.
- **La sensibilisation** : la finalité de cette sensibilisation repose sur la lutte contre l'instrumentalisation des jeunes par les acteurs politiques.

Pourquoi les jeunes ?

En période électorale les jeunes jouent un rôle très déterminant, en matière de paix. Ils sont à la fois source de conflits et ressources de cohésion sociale. D'une part, les jeunes, actuellement connectés à travers les nouveaux outils de communication, diffusent les ondes et des messages d'exclusion, de violence, de discrimination, d'intolérance, de haine, etc.

D'autre part, cette même jeunesse constitue un véritable canal de diffusion des messages de paix, de tolérance, de non-violence, etc. Devant ce paradigme, il est urgent d'encadrer et de conscientiser les jeunes afin de mettre à l'abri de toute manipulation et instrumentalisation par des politiques. Il faut alors bâtir des valeurs de paix et de citoyenneté au sein de cette jeunesse à travers la communication sociale et informationnelle.

Quelques bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits par les jeunes en période électorale.

Il s'agit des actions que peuvent entreprendre les jeunes pour les jeunes car il n'y a pas mieux que les jeunes eux-mêmes pour la promotion des valeurs de paix en milieu jeunes, comme le veut l'approche participative.

Parmi les actions majeures, on peut citer :

- ❖ La création de la radio des jeunes pour la paix
- ❖ La formation des jeunes journalistes africains en matière de production des contenus médiatiques axés sur la paix

- ❖ Promouvoir la participation des jeunes dans le processus de réflexion et de prise de décision dans le cadre de la communication sociale entre gouvernants et gouvernés en matière de gestion de la période électorale.
- ❖ La création des médias dédiés aux jeunes et animés par des jeunes, orientés vers la production des contenus thématiques favorable à la paix.

En sommes, les jeunes doivent faire l'objet d'une attention particulière, car ils sont au centre des enjeux politiques favorables ou défavorables à la paix. Aussi, cette jeunesse doit être mise au centre de réflexion et de planification dans le cadre des programmes de développement, en période normale et électorale.

Pour terminer, un certain nombre de projet de recommandation ont été formulées :

- Allouer des moyens financiers conséquents ou programmer des projets en faveur des jeunes, à l'instar des budgets consacrés à la sécurité nationale car « *qui veut la paix, prépare la paix* ». Il s'agit d'une politique orientée vers le slogan « *Un jeune, un métier* ».

Présentation
par M. Ekene Johnpaul Ikwelle
Président, Réseau panafricain des jeunes
Pour une culture de la paix
(PAYNCoP)

Lorsque nous discutons de la paix en Afrique, la plus grande menace est la période des élections. Je perçois la période des élections sous trois niveaux: Avant, pendant et après les élections—et nous pouvons trouver le processus de déclaration d'intention de mener les campagnes, les primaires, les véritables élections, les annonces, les assermentations des gagnants, et dans certains cas l'élection au tribunal.

Etant jeunes, l'éducation de la paix est un important outil avec lequel nous pouvons jouer des rôles actifs à assurer qu'il y ait la paix pendant les élections, et cela nécessite des formations (formelles, non-formelles et informelles), le partage d'information et le renforcement des capacités dans le domaine de la citoyenneté active et la liberté d'expression, des droits de l'homme tels que inscrits dans nos constitutions et l'égalité des genres, de la démocratie et l'intégration régionale, du courage moral et sur les mécanismes d'alerte précoce, de l'évaluation des risques, du dialogue inter générationnel etc. Ils peuvent être représentés sous forme d'art, de musique, en ligne et hors ligne, particulièrement de radios communautaires, de réunion-débats spécialement parmi les communautés et dans les clans et etc.

Exemples de ce que font les autres jeunes –

- Au Kenya, il y avait « VOTE POUR MON AVENIR » et « PROJET MUSE », qui ont aidé à ce qu'il y ait 85.91% de taux de participation aux élections générales en 2013 et une paix relative ;
- En Gambie, il y a « NOUVELLE CAMPAGNE GAMBIENNE », qui a veillé à ce que les jeunes gens se focalisent seulement sur le vote et non sur les combats ;
- Au Ghana et au Nigeria, il y avait le projet « REGARD DU VOTE », qui assurait que les résultats provenant des unités de scrutin n'étaient pas falsifiés des centres de coalition jusqu'aux annonces, en raison de la mise à jour en temps réel des votes comptés.
- Au Nigeria et en général maintenant, il y a le « PAS TROP JEUNES POUR MENER une campagne », qui va assurer que les gens sont assez âgés pour voter, sont autorisés constitutionnellement de voter pour. Tout simplement la campagne encourage les jeunes gens à chercher des bureaux électifs.
- Au Nigeria, il y a le projet « SUIVRE L'ARGENT », qui contrôle la mise en place des promesses électorales, et enquête sur la mise en œuvre des budgets, aidant ainsi les citoyens à prendre une décision éclairée sur le choix de leur candidat. Il y avait aussi la campagne des « VOIX GENERATIONNELLES » faite par des très jeunes et d'éminents acteurs et artistes en faveur du dialogue politique.
- Au Nigeria il y a aussi le projet des « JEUNES AVANT-GARDES POUR LA PAIX », qui est très nouveau et qui se focalise sur l'introduction des concepts de la culture de la paix, du courage moral, de la citoyenneté active et Ubuntu dans les écoles nigérianes en utilisant les mécanismes des jeunes par les jeunes comme une approche à long terme à la paix.

Il y a beaucoup de nombreux autres exemples que nous pouvons trouver en ligne.

Ressources pour l'action des Jeunes

Du matériel pratique pour presque tout peut être trouvé en ligne. Tout ce dont nous avons besoin est de naviguer pour les trouver et de les partager les uns avec les autres. Malheureusement, il n'y a pas de service wifi ici pour partager les liens, spécialement ceux développés par l'UNESCO, ce qui n'est pas formidable pour moi. Je pense que le corps du leadership étudiant devrait faire quelque chose à propos de cela. En tant que jeunes, nous avons besoin de mettre nos forces en commun pour communiquer la paix, la citoyenneté active etc. en utilisant notre outil le plus moderne, l'internet.

Il y a des cours en ligne, et les boîtes à outils sont déjà utilisés dans plusieurs endroits, et déjà facilement disponibles, mais nous devons nous connecter et faire des réseaux. Et là, il n'y a pas de service wifi pour partager avec vous.

Qu'est-ce que vous pouvez faire?

Nous pouvons organiser des formations et des campagnes (pour des résultats à courte durée) parmi nous, en nous focalisant sur les différents processus impliqués dans les élections comme je l'ai mentionné plus tôt, et sur les sujets comme les droits constitutionnels, la citoyenneté active et la participation, la liberté d'expression, la paix et le dialogue et etc. Nous avons besoin d'engager les jeunes gens sur d'autres activités afin qu'ils soient occupés et moins sensibles vis à vis des groupes violents. Par exemple, peut être

- Victorino Mathias de NYC prendrait en charge une campagne de citoyenneté responsable et de l'importance de ne pas seulement voter, mais aussi de protéger pacifiquement vos votes et d'encourager les jeunes gens à chercher des bureaux électifs, et sur la liberté d'expression. Si vous contestez, je doute que vous auriez le temps de penser à la violence;
- Ma charmante amie, Jeremana Catarina peut vouloir travailler avec quelques-uns de ses camarades de classe pour former et constituer un groupe se concentrant sur les mécanismes précoces d'avertissement et la gestion des conflits;
- Cecilma Yamaya m'a l'air d'être quelqu'un qui peut travailler en organisant des débats publics avec des candidats à qui l'on peut demander directement quelles sont leurs projets, comment ils pourraient impliquer les jeunes dans le développement de la politique publique et que vous pourriez aligner ce qu'ils ont dit avec ce qu'ils font avant de décider pour qui voter;
- Je crois que Dionisio Leonel, un jeune homme surprenant, se concentrerait sur le partage de l'information dans des discussions face à face de groupes ou à travers des émissions d'appel en direct sur le Campus ou sur les stations de radio communautaire, pour mettre l'accent sur l'importance du processus électoral, et quels sont les attentes à chaque étape, et comment les gens peuvent participer sans se battre et peut être former un groupe pour observer les élections et de faire des reportages en direct afin d'encourager la paix;

Il y a d'autres idées dont nous pouvons nous imprégner: les assemblées publiques, les rassemblements, etc.

Je demande maintenant à Isabel Cuwaha: Que ferez-vous avec ces outils? Quel sera l'héritage que vous laisserez à vos jeunes mentorés? Comment nos amis dans d'autres pays nous décriront-ils?

Pensez-y maintenant... Faites quelque chose et Commencez maintenant !!

Des conclusions possibles

J'ai appris que les gens sont pratiquement engagés au processus de la paix, ce qui est évident dans leur volonté pour dialoguer et définir leurs attentes du gouvernement. L'exemple parfait qui illustre cela est la réunion du Président avec les Jeunes et l'association des étudiants qui a produit

un nouveau modèle de gouvernance pour le pays. Le développement peut être inégal avec d'autres pays développés, mais il y a une volonté peu commune de se mettre ensemble et de faire avancer les choses. La paix est le caractère des gens de l'Angola et je suis si fier de cela.

Pour soutenir les jeunes gens dans le désir d'une élection pacifique, nous fournirons le matériel nécessaire et les capacités techniques pour l'éducation à la paix et l'orientation à la vie en employant les pairs à travers les programmes et les arts, l'innovation sociale pour renforcer le potentiel des jeunes leaders qui deviendront des porteurs de paix, qui encadreront et orienteront leurs pairs. Nous aussi, en partenariat avec les jeunes leaders qui ont participé à la réunion, nous établiront un programme d'orientation de citoyens bien avant les élections générales, afin d'aider l'éducation de masse sur le processus électoral et sur l'importance d'une participation active. Nous avons déjà aidé le NYC à lancer la campagne « Paix dans différentes langues » et nous suivrons cela.

Présentation
par M. Karim SAAFI,
Co-Président d'African Diaspora Youth Forum in Europe
(ADYFE)

Je m'appelle Karim Saafi, Co-Président de la Diaspora des jeunes Africains du Forum des jeunes en Europe nommé ADYFE. Je vis actuellement en Belgique, je suis né et j'ai grandi en France, d'origine tunisienne.

C'est un honneur pour d'être parmi vous ici aujourd'hui. Excellences, les organisateurs, mes chers frères et sœurs, je voudrais vous remercier d'avoir eu de la considération pour la diaspora, et aussi nous permettre de contribuer sur ce thème crucial: "Prévention de la Violence et promotion de la Culture de la Paix en période électorale".

C'est très délicat pour la diaspora de discuter des élections internes et avec nos pays respectifs. Quelques-uns des pays africains ne permettent tout simplement pas à leurs ressortissants expatriés de voter. Nombre d'entre eux les considèrent comme étant des opposants politiques.

En 2014, nous avons rassemblé 200 jeunes leaders et représentants de la Diaspora africaine de 34 pays du Conseil de l'Europe, sous le thème "Comment les jeunes Africains de la Diaspora vivant en Europe pourraient contribuer à la paix et au développement de leur pays d'origine?"

La paix et la politique ont été naturellement discutés suite aux échanges sur le fait que le sujet des élections avait presque unanimement été considéré comme très tendu pour la diaspora pour s'y impliquer directement. Il a décidé d'approfondir les raisons de la violence, et par conséquent la période électorale a été examinée dans une plus grande perspective étant donné qu'elle était les résultats des frustrations et le manque de perspective d'un mandat entier.

La conclusion générale du Forum: pour avoir la paix sociale, il est très crucial afin de favoriser le développement économique par le biais de l'inclusion et de la participation des jeunes.

Les différentes recommandations du premier Forum nous ont amené à nous concentrer sur: L'Entreprenariat de la Diaspora africaine dans le continent d'origine et aussi sa capacité d'insertion professionnelle dans le pays dans lequel ils vivent afin de contribuer directement ou indirectement au développement et à la paix sociale. Pas seulement dans les pays d'origine mais aussi dans les pays où ils vivent puisque la violence est mondiale.

Pour ce faire, chaque année depuis 2014 nous organisons deux événements importants sous le thème de l'Entreprenariat, dans les locaux des Nations Unies à Vienne, en partenariat avec l'UNIDO:

1. Le premier événement a rassemblé plus de 120 jeunes leaders, entrepreneurs et aspirant entrepreneurs autour des formations et des ateliers, une compétition officielle et une conférence.
2. Et le second était un événement en marge de la Conférence ministérielle annuelle sur les pays les moins développés organisés par l'UNIDO, et où nous avons réunis 40 jeunes Africains de la diaspora entrepreneurs bien établis pour une conférence et une réunion d'entreprise à entreprise avec des délégations d'hommes d'affaires accompagnant leurs différents ministres.

Et depuis cette année nous avons mis en place un programme d'employabilité pour les jeunes de la diaspora africaine prévu comme un programme annuel. L'évènement pilote se tiendra du 11 au

15 février dans la tristement célèbre Municipalité de Molenbeek, en partenariat avec 3 municipalités locales de Bruxelles. Bruxelles a été choisi parce que c'est la 2ème ville la plus cosmopolite, selon le rapport 2015 sur l'immigration de l'IOM (Organisation Internationale de l'Immigration) et où les jeunes issues de la diaspora africaine sont trois fois plus frappés par le chômage comparé aux autres jeunes, et même plus que les jeunes vivant en dehors de la ville, sachant que les emplois se trouvent à Bruxelles.

Donc lors de cet événement pilote, nous réunirons 60 jeunes africains de la diaspora chercheurs d'emploi, dans une formation, une bourse de l'emploi, et une conférence avec le soutien de consortiums de compagnies privées (CSR Europe, Beface et l'Alliance pour les Jeunes) et aussi d'institutions nationales et internationales telles FEDERGON (Fédération de Prestations de service) et de l'Organisation Internationale du Travail. Cet événement à travers l'identification de tous les acteurs et parties prenantes dans le domaine de l'emploi profitera d'une plus large version du Forum sur l'insertion Professionnelle appelé "Si vous pensez à l'échelle planétaire, vous embauchez localement!". Ce sera en septembre. Ce forum sera suivi par une célébration de la diversité de Bruxelles et la promotion de la Culture de la paix dans une convention proposant des échanges, de la nourriture et un salon culturel, des ateliers, des visites, des expositions durant trois jours et huit heures, sous le thème "Autour du monde en 80 heures".

C'est pour nous maintenant un choix incontournable d'être en accord avec le concept de paix. Nous devons favoriser tous les éléments qui mènent à sa réalisation à court terme et engager la durabilité à long terme.

Je vous remercie.

Présentation
par Mme Namukasa Sylvia
Réseau panafricain des jeunes pour une culture de la paix
(PAYNCoP)

Statistics

L'Ouganda est la plus jeune nation dans le monde avec 77% de sa population en-dessous de 30 ans, (7.3 millions de jeunes gens sont entre 15-24ans).

85% de la population kenyane est en dessous de 35 ans.

La Tanzanie : 87% taux de dépendance.

Le Rwanda : 73% taux de dépendance.

Le Burundi : 54%.

Le Sud du Soudan - 70 % taux de dépendance.

88% des jeunes de l'Afrique de l'Est sont âgés entre 15-24 ans.

1. Les jeunes autochtones ont créé des forums de paix pour permettre aux membres du public d'échanger des idées et leur expérience sur la gestion du conflit et la construction de la paix.
2. Les visites d'échange qui montrent que la période électorale ne signifie pas mettre en place l'édification du conflit. Cela pourrait être l'exemple du Sud du Soudan où le conflit existe contrairement à la Tanzanie où il y a la paix.
3. La documentation sur les conflits relate les expériences et les témoignages des individus, des communautés, et des victimes pour promouvoir la réconciliation au Kenya en décembre 2009, au Burundi en 2015 et au Sud Soudan en 2016
4. Chaque village a créé un comité de paix dirigé par des jeunes qui organisent des réunions mensuelles. Un exemple très illustrant est la prévention des crimes.
5. Travailler avec les agents chargés de justice pour transmettre des informations vitales sur les activités négatives planifiées sur la violence d'où anticiper des situations violentes potentielles.
6. Renoncer aux politiciens intéressés, mener des campagnes contre les mensonges, la haine, le racisme, le sexisme en période électorale.
7. Les jeunes peuvent éviter les manipulations politiques, rejeter la corruption électorale telle que l'argent, le truquage et autres actions qui bien souvent catalyse toujours la violence.
8. Les jeunes sont une force de vote. Si on leur donne leurs droits en tant que citoyens, ils peuvent se concentrer sur le processus électoral plutôt que sur la violence.
9. Les jeunes doivent rester calmes, vigilants et doivent continuer à coopérer avec toutes les forces de sécurité pour garantir une paix durable pour la région ou ils finiront dans la maison des chiens – la prison.

10. Rejeter l'embrigadement, la formation, l'accomplissement et l'acquisition de n'importe quelle arme y compris les pistolets, les explosives etc. en période électorale. A cet égard ils devraient remettre aux autorités les individus violents pour une action disciplinaire.
11. Dire aux jeunes gens la vérité et les mensonges, et imposer les règles de la loi durant les élections.
12. Mettre l'accent sur le travail bénévole tels le nettoyage communautaire, les marathons, des programmes de sensibilisation aux malades, de plantation d'arbres, etc., qui est une activité qui unit plutôt que diviser.
13. Faire le plaidoyer de la non-violence dans des activités sportives ou autres en période électorale et ne pas permettre les discussion politiques sur les terrains de foot.
14. Reconnaître la violence et la discrimination à l'encontre des jeunes handicapés et des indigènes et ceux issues des minorités et d'autres communautés marginalisées (**Chacun a le droit d'être respecté pour qui ils sont**).
15. **Passez le message, soyez un exemple en dénonçant toute forme de violence telle que la violence à caractère sexuelle et sexiste.**
16. Les mots ont le pouvoir de blesser, donc mettez-vous à la place de l'autre afin de prévenir les conflits.
17. **S'engager dans des jeux de prévention de conflits, par exemple laissez-les agir selon la situation qu'ils souhaiteraient et selon les conséquences si l'issue n'était pas celle qu'ils auraient souhaité.**

Réflexions et Présentation
par Mme Boitumelo Tummy Motsoatsoe
Représentant SHAKEXPERIENCE
Réseau panafricain des jeunes pour une culture de la paix
(PAYNCoP)

REFLECTIONS SUR LA CONFERENCE:

Il y a du pouvoir et de la valeur chez les Africains qui se mettent ensemble pour trouver des solutions pour l'Afrique, en pratique et par le dialogue (en partageant des idées). Non seulement cela veut dire : "nous sommes capables " mais cela aussi sert de rappel que c'est notre responsabilité de construire l'Afrique que nous voulons.

La seconde conférence internationale sur la Prévention de la violence et la Promotion **de la paix en période électorale en Angola**, en décembre 2016, est une énorme illumination dans ma vie, à la fois en tant que jeune personne et plus important en tant qu'artiste car ce n'est pas souvent que ces deux groupes sont invités à la même table.

Les quelques jours précédant la réunion, les délégués ont eu l'opportunité de voir et d'expérimenter un tout petit peu la capitale (Luanda) ainsi que l'administration de la ville de l'Angola (Luena). Y compris dans l'itinéraire, une visite d'un poulailler, d'un musée sur la paix ainsi qu'au centre de renforcement des capacités de jeunes à Luena, situé dans l'une des zones rurales. Cette expérience a aidé à se faire une idée des activités intéressantes qu'il y avait dans les différentes communautés. Le marché culturel sur l'une des plages par exemple rappelait l'un des pouvoirs de l'art et de l'artisanat comme outil pour promouvoir et célébrer l'identité et l'héritage africain.

De retour à l'hôtel, les délégués ont partagé le pain, bu du vin et écouté de la musique ensemble. Des jeunes et des anciens se sont engagés dans des conversations intéressantes allant du privé à la politique. Ce que j'ai beaucoup apprécié; les conversations informelles et non formelles ont aidé à définir quel serait le ton de la réunion et où on aurait besoin de se concentrer sur la présentation. Ces dialogues informels, intergénérationnels ont enrichi l'expérience car ils ont facilité des échanges sur différents secteurs et démographies, et plus important cela a créé une plateforme où les gens peuvent échanger les idées avec les experts, bien avant la conférence.

Le premier jour de la réunion, nous membres du Réseau panafricain des jeunes pour une culture de paix, ainsi que quelques étudiants de l'université invités, avons passé la majorité du matin et de l'après-midi à écouter les présentations des différents professeurs, ambassadeurs et experts sur le problème de la violence et de la paix en période électorale. Vers la fin du programme, le réseau des jeunes a eu l'opportunité de s'exprimer sur les problèmes importants qui affectent les jeunes d'aujourd'hui. Chaque membre a été délégué par le réseau pour rechercher et parler sur un thème particulier. Les thèmes varient de la gouvernance, à la religion, les arts ainsi que l'éducation.

Après réflexion, il est certain que le sujet de prévention de la violence et la promotion de la paix a besoin d'être un effort multidimensionnel. Cela doit être un processus actif et continu qui donne aux gens une opportunité de:

- se voir en action, et bien après réfléchir sur les défis réels et actuels
- exprimer leurs idées
- re-imaginer les nouvelles réalités, et
- documenter (visuellement et autrement) les leçons critiques apprises, pour pouvoir les transmettre aux générations futures.

La journée a été fructueuse. La seule recommandation était qu'il devrait avoir plus d'engagements sincères avec la communauté et les jeunes membres du pays ou de la région visitée, qui puisse leur donner une voix. Lors de cette réunion particulière, cela aurait été important de s'engager plus avec les jeunes ainsi qu'avec les étudiants à l'université avant et après la réunion; partager les idées et les solutions sur la manière de répondre aux différents défis que les jeunes gens rencontrent aujourd'hui.

Les réponses reçues pourront aider à avance ; le fait que les jeunes gens ne doivent pas se contenter de dire ce qu'ils pensent devrait arriver, mais ils devraient être clairs et directs à propos de leurs besoins vis-à-vis de leurs supérieurs/ainés.

Le deuxième jour a été une journée intéressante. Les membres du PAYNCOP ont eu une réunion avec le Conseil national des jeunes de l'Angola, présidé par Ekene Johnpaul Ikwelle. La constitution a été mise en place, le rapport de l'activité a été présenté et Monsieur Matias a été élu au Conseil du PAYNCOP comme coordinateur de la région australe. Cet engagement était très important car il a permis aux jeunes gens de consolider leurs visions et de se projeter dans l'avenir.

PRESENTATION : LE ROLE DES ARTS :

Naturellement je commence ma présentation avec une chanson: *OH PERSONNE NOIRE ...! Je l'ai fait pour deux raisons pour deux*: 1) se rappeler du pouvoir de la musique (les arts) et 2) J'ai choisi la chanson pour nous rappeler que nous sommes nos propres ennemis, et que pour aller de l'avant, nous avons besoin de célébrer et aimer ce que nous sommes.

Je commence la présentation avec une citation de Augusto Boal's: *'L'art du Théâtre [] ...est la capacité, la propriété humaine qui permet à un homme de s'observer en action et en activité*, de souligner le besoin des gens de réfléchir honnêtement à propos de leur situation actuelle, de ré-imaginer un idéal/avenir différent, et ensuite explorer de façon critique le juste milieu.

L'art est un miroir pour la société.

Une des raisons pour lesquelles je plaide pour le pouvoir des arts est parce que les arts ont une capacité inhérente à être utilisés comme un atout pour faciliter l'enseignement, la communication et la guérison... L'art offre une expérience multi-sensorielle et répond aux besoins des différentes communautés et démographies. Il y a plusieurs formes d'art, y compris la musique, le théâtre, l'artisanat etc... ; il peut être employé pour éduquer, créer et pérenniser une conscience civique, divertir et plus important créer une plateforme pour un dialogue critique. Ceci est nécessaire, avant, durant, et après la période électorale.

Ma présentation a mis en lumière le fait que les arts sont ce que les Africains sont, que notre identité a été construite à travers les contes et les arts visuels. A l'aéroport nous avons rencontré une chorale incroyable, habillée dans leurs vêtements traditionnels, accueillant les invités venant d'autres pays. A Luena, il y a une énorme statue qui rappelle la communauté et ceux qui y vivent que la paix est valeur pour laquelle cela vaut la peine de se battre.

J'ai aussi montré plusieurs façons dans lequel l'art pourrait être utilisé au cours de la période électorale:

- Musique: inter – continentale collaborations entre les jeunes musiciens et les festivals
- Radio: des mélodrames radiophoniques interprétés par des jeunes, des publicités, les compétitions de poésie
- Télévision: partenariat avec les diffuseurs locaux pour produire les spectacles télévisés en relation avec l'édification de la paix
- Arts Visuels: sites spécifiques expositions et compétitions

- Art: Tee-shirts à la mode pour les jeunes, des bracelets en perles vendues pour lever de fonds
- Théâtre: théâtre du Forum, et pièces de théâtre, des ateliers interactifs.
- Média Social: Identifier des personnes qui ont de l'influence et qui sont actifs sur Facebook, Instagram et Twitter
- Film: La commission des jeunes gens pour produire des films qui peuvent être diffusés sur des médias sociaux ou sur des écrans dans le hall des communautés etc.

Ceci ne sont pas de nouvelles idées, et je suis consciente que les contextes sont différents, ce qui explique pourquoi le dialogue continu est important entre les jeunes gens; car cela permet de voir comment les différents groupes réagissent aux différents problèmes. Avec l'absence du luxe, la créativité est née; je suis plus intéressée de voir comment nous les jeunes gens utilisons notre imagination, notre créativité avec ou sans fonds, pour faire entendre nos voix et avoir un impact dans notre environnement, et plus important de construire une Afrique productive. Comme Einstein le disait: "La difficulté est porteuse d'occasions", je suis donc impatiente de créer et de saisir ces opportunités pour en faire bénéficier nos gens.

Je voudrais remercier ShakeXperience pour m'avoir recommandé pour prendre part à cette conférence', et aussi à l'UNESCO pour l'avoir rendu possible et pour les efforts constants vers l'édification de la paix et les droits humains, et aussi à la FESA de nous accueillir et de nous donner une opportunité de partager des idées et admirer la belle Angola.

Présentation
par M. Max Axel BOUNDA
Réseau panafricain des jeunes pour une culture de la paix
(PAYNCoP)

Le thème principal de la **2^e Conférence Internationale sur la Culture de la Paix**, étant la **prévention des violences et la promotion de la Culture de la Paix en période électorale en Afrique**, le **Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCoP)** devait donc proposer des réflexions sur **le rôle des jeunes dans la prévention des violences, et la promotion de la culture de la Paix en période électorale**.

Mes collègues ayant abordé la participation des jeunes sur les angles de la culture, de l'éducation, etc. la mienne a été orientée vers la religion.

En effet, les jeunes représentant aujourd'hui près de 70% de la population africaine, sont les premiers acteurs de la vie politique en Afrique, car les jeunes sont la première force électorale de par leur démographie, mais aussi les premiers acteurs des crises et des conflits post électoraux sur le continent. Car c'est à eux que font appel les hommes politiques pour le pillage, la casse et la déstabilisation du pays, quand il s'agit d'aller porter la revendication électorale dans la rue. Cependant, ces jeunes sont aussi les premières victimes de ces crises et violences post électorales, car ce sont les jeunes qui perdent la vie dans les heurts avec les forces de l'ordre où les milices, les mêmes jeunes qui se font arrêter, ou encore se retrouvent sans scolarité ou sans emploi du fait de la déstabilisation du pays.

Par ailleurs, l'on remarque aussi que l'on soit chez les musulmans, les chrétiens catholiques, les protestants, les charismatiques et de réveil ou d'une autre obédience religieuse, les jeunes sont aussi très présents dans l'animation de la vie de la communauté religieuse. Or l'on constate aussi que les jeunes religieux qui sont vus comme des modèles par d'autres jeunes et même de plus âgés, ne jouent pas forcément le rôle qu'ils devraient jouer dans la promotion de la paix, mais surtout la prévention des violences en période électorale.

Toutes les religions prônant pourtant l'amour, le respect, l'entraide, le pardon, la charité envers le prochain et toutes les vertus positives dont le monde a besoin pour vivre en paix, tel que le dit le verset biblique : « **Aime ton prochain, comme toi-même** ». Mais l'on constate que les jeunes religieux ne les mettent pas forcément en pratique pour lutter contre les violences et exhorter les autres jeunes à un comportement moins violent.

Ce titre de jeune religieux comme lumière du monde, devrait pourtant servir à cet idéal car l'attention dont ils sont l'objet peut en effet influencer un meilleur comportement chez les autres jeunes.

A l'instar des jeunes scouts de Bukavu en RDC qui, lors d'un forum des jeunes, a réuni les jeunes des trois pays que sont le Burundi, le Rwanda et la RDC afin de discuter de la conduite à tenir en période électorale, et élaborer par les jeunes et pour les jeunes, un guide de bonnes pratiques des

jeunes en période électorale, que les jeunes devaient observer pour prévenir toutes violences dans la région.

Ce genre d'initiative venant de la part de ceux qui sont censés incarner le meilleur côté de l'homme, est plus facilement acceptable car on les considère comme neutre, de bonne moralité et de bonne foi. Ce genre d'initiatives devraient se pérenniser et inspirer d'autres actions telles que :

- **La création d'un corps d'observateurs des élections issus groupements jeunes des confessions religieuses.**
- **Un corps de jeunes médiateurs religieux afin de gérer les conflits auprès d'autres jeunes,**
- **Mais aussi au vu de la montée de la radicalisation religieuse, sur le continent, former ces jeunes religieux en contre radicalisation afin qu'ils soient des acteurs de la lutte contre la radicalisation, directement dans leurs communautés.**

La radicalisation ne pouvant être éradiqué par l'éducation, l'on gagnerait beaucoup à utiliser les outils que nous offre la religion pour la combattre.

Le Docteur **Boubacar Sambe** de l'institut Timbuktu, et du Centre de Recherche en Radicalisation, préconise par exemple au Sénégal d'utiliser le soufisme pour lutter contre l'islamisme. Et dans ce cadre, il n'y a qu'un jeune musulman qui pourrait mieux enseigner les vertus du soufisme à ses frères.

Présentation
par M. Vincenzo FAZZINO
Chef de Bureau
Représentant de l'UNESCO au Gabon

Propos introductif
« La culture de la paix et de la non-violence et la Campagne des jeunes en faveur de la culture de la paix en Afrique centrale »

Monsieur le Ministre de l'Education nationale,
Monsieur le Ministre de la Jeunesse,
Monsieur le Président de la Fondation Eduardo dos Santos,
Monsieur le Président du Conseil national de la Jeunesse

Mesdames et Messieurs,
Chers Participants,

C'est avec émotion que je prends la parole en cette ville symbolique de Luena, ville de paix, pour saluer la contribution de l'Angola dans ce long chemin vers la création d'une culture de la paix dans le monde et dans le continent africain en particuliers.

C'est grâce à cette précieuse contribution que la « famille » de la culture de la paix peut se réunir tous les ans depuis 2013 et permettre aux différents acteurs du Mouvement en faveur de la culture de la paix d'échanger leurs expériences et voir grandir leur amitié.

Pour tous les autres participants, particulièrement les jeunes angolais ici réunis pour l'occasion de cette Conférence de la Fondation Eduardo dos Santos, permettez-moi tout d'abord de faire un court résumé du chemin parcouru par la culture de la paix depuis la création de ce concept.

Le concept de culture de la paix a été formulé pour la première fois en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire, à l'occasion du Congrès international sur « La paix dans l'esprit des hommes », tenu en 1989 à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire.

Le titre de ce Congrès international rappelle la phrase inscrite depuis 1945 dans l'acte constitutif de l'UNESCO : « *Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix* ». Cette phrase définit l'étendue du défi d'une culture de la paix en appelant à un changement radical à l'échelle de chaque individu dans ses valeurs, attitudes et comportements.

Les pères fondateurs de cette organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture avaient déjà compris qu'une paix durable ne peut être le seul fait des accords entre les Etats et les Gouvernements, sans avoir, et je cite encore les mots de l'acte constitutif, « *l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples* ».

La Conférence de Yamoussoukro en 1989 a jeté les bases d'une nouvelle réflexion sur la paix et la prévention des conflits à l'échelle mondiale et permis de développer dans la décennie qui a suivi des initiatives et des programmes de culture de la paix, dans différents pays comme le Mozambique, le Burundi et le Congo pour ne citer que quelques exemples en Afrique.

Pendant les années quatre-vingt-dix, le concept de culture de la paix rentre dans l'agenda de la communauté internationale au plus haut niveau. Après l'UNESCO, il atteint les débats au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies où plusieurs résolutions sont votées jusqu'à l'adoption en 1999 de la « Déclaration et Programme d'action pour une culture de la paix ».

En 1998, l'Assemblée générale des Nations Unies affirme que la culture de la paix consiste « *en des valeurs, des attitudes et des comportements qui reflètent et favorisent la convivialité et le partage fondés sur les principes de liberté, de justice et de démocratie, tous les droits de l'homme, la tolérance et la solidarité, qui rejettent la violence et inclinent à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes et à résoudre les problèmes par la voie du dialogue et de la négociation et qui garantissent à tous la pleine jouissance de tous les droits et les moyens de participer pleinement au processus de développement de leur société* ».

Il s'agit d'une définition où le terme « culture » joue un rôle déterminant car il est pris dans sa dimension anthropologique et sociologique comme « l'ensemble des valeurs, attitudes, comportements et modes de vie » qui caractérisent chaque individu et chaque société humaine.

Dans la même Déclaration et Programme d'action de 1999, apparaît également l'appel à la création d'un « Mouvement mondial en faveur d'une culture de la paix ». Ceci exprime la volonté de souligner qu'un tel changement de mentalités et d'action ne peut être le fait d'un seul groupe d'institutions ou d'individus mais que cela appelle à la mobilisation de toutes les composantes de la société. Pour la création d'un tel mouvement, la société civile a un rôle important à jouer dans ses multiples dimensions et facettes.

L'année 2000, déclaré par les Nations Unies « Année internationale de la culture de la paix », fût l'occasion de lancer ce Mouvement à l'échelle planétaire avec la mobilisation de milliers d'organisations de la société civile et d'institutions dans plus de 140 pays. Le résultat tangible de cette action de mobilisation a été la signature du « Manifeste 2000 pour une culture de la paix et de la non-violence » par près de 76 millions d'individus dans le monde.

Ce Manifeste, rédigé par des Prix Nobel de la paix, n'est pas une pétition qui s'adresse à des instances supérieures. Il s'agit d'un engagement individuel de chacun, dans sa vie quotidienne, dans sa famille, son travail, sa communauté, son pays afin de : respecter la vie et la dignité de chaque être humain ; de pratiquer la non-violence active ; de partager ses ressources ; de défendre la liberté d'expression ; de préserver l'équilibre de la planète et de contribuer au développement de sa communauté. Jamais dans l'histoire des organisations des Nations Unies un tel nombre de personnes dans le monde n'a répondu de la sorte à un appel similaire.

Afin de donner une continuité à l'Année internationale, l'Assemblée générale des Nations Unies déclara la Décennie 2001-2010, « Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde ». Cette Décennie a permis une appropriation plus profonde du concept de culture de la paix par des initiatives et des actions concrètes.

Après cette Décennie, ont suivi l'Année internationale et puis la Décennie internationale du Rapprochement des cultures 2013-2022 qui mettent plus particulièrement l'accent sur la connaissance mutuelle de la diversité culturelle, ethnique, linguistique et religieuse afin de favoriser le dialogue.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

L'action de l'UNESCO en faveur de la culture de la paix en Afrique se place dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie à moyen terme (2014 -2021), qui a identifié « la construction de la paix par l'édification de sociétés inclusives, pacifiques et résilientes » comme l'un des deux grands

domaines d'action pour l'Afrique. La Stratégie opérationnelle pour la priorité Afrique, qui est l'une de deux priorités globales avec l'égalité des genres, développe en détail ce domaine prioritaire à travers des Programmes phare, dont le premier s'intitule « Promouvoir une culture de la paix et de la non-violence », et qui répondent aux objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies et à l'Objectif du développement durable 16 en particulier.

Cette action vise également à contribuer à la mise en œuvre des programmes sur l'intégration régionale, la paix, la sécurité et la démocratie établis dans le cadre des 7 aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine pour le développement de l'Afrique.

Héritière de la pensée africaine et de la diaspora, la culture de la paix est endogène au continent. A l'échelle régionale, le concept de culture de la paix doit pouvoir se nourrir de l'ensemble des valeurs, des systèmes de pensée, des formes de spiritualité, de transmission des savoirs et technologies endogènes, des traditions, et des formes d'expression culturelles et artistiques qui sont propres à l'Afrique.

Organisé autour des sources et ressources culturelles, naturelles et humaines, le « Plan d'action en faveur d'une culture de la paix en Afrique », adopté à Luanda (Angola) en mars 2013, fournit ainsi le cadre de référence pour une telle action : les objectifs, les recommandations générales et les propositions d'action.

L'impulsion donnée par le Plan d'action de Luanda a déclenché plusieurs initiatives à l'échelle continentale pour le développement d'un Mouvement panafricain en faveur d'une culture de la paix. Parmi les plus importantes il y a la création de réseaux d'organisation de la société civile associant des organisations africaines et non africaines.

En 2013 a été créé à Addis-Abeba, le « Réseau de fondations et d'institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique » qui compte aujourd'hui plus de 50 organisations, entre fondations et institutions universitaires, parmi lesquelles des chaires UNESCO.

En 2014, l'idée de développer un « Réseau de femmes pour la culture de la paix en Afrique » a vu le jour à Bruxelles lors du premier Forum Crans Montana pour les femmes africaines. L'ambition de ce réseau est de rassembler des organisations africaines et non-africaines engagées dans la promotion du rôle central de la femme africaine dans la prévention et la résolution des conflits.

Pour terminer, en décembre 2014, nous avons pu lancer le « Réseau Jeunesse et Culture de la paix » à Libreville au Gabon, pays qui héberge actuellement son Secrétariat permanent. Ce réseau est constitué par environ 60 organisations, entre Conseils nationaux de la jeunesse et organisations de la jeunesse d'Afrique et de la diaspora, engagés dans des actions de promotion d'une culture de la paix.

En janvier 2015, lors du 24e Sommet de l'Union africaine, les Chefs d'Etat du continent ont adopté deux décisions importantes sur la culture de la paix. Ils ont notamment instruit la « Commission de l'Union africaine [à] prendre toutes les mesures appropriées en consultation avec l'UNESCO et le Gouvernement de la République de l'Angola pour l'organisation du Forum panafricain biennal pour une culture de la paix en Afrique, Biennale de Luanda ». La Conférence des Chefs d'Etat a, par ailleurs, demandé à la Commission de l'Union africaine d'étudier, en collaboration avec l'UNESCO et le Gouvernement de Côte d'Ivoire la possibilité de créer une "Ecole de paix". Cette école sera consacrée particulièrement à la formation des leaders politiques, médiatiques, économiques et religieux.

Distingués Invités
Mesdames et Messieurs,

En ce qui concerne l'Afrique Centrale, des initiatives sont en cours au niveau régional et national.

D'abord, la mise en place d'un projet « Jeunesse et Culture de la paix », issu de la réunion qui a réuni à Yaoundé, des représentants des 10 Etats de l'Afrique centrale, de la CEEAC et du Système de Nations Unies, en avril 2016.

Ensuite, le lancement d'une Campagne de promotion de la culture de la paix, particulièrement en période électorale. Le Gabon a été le premier pays où la Campagne des jeunes pour la promotion de la Culture de la paix en Afrique centrale, « Des mots différents, une seule langue : la Paix », a été lancé le 9 juillet 2016 par le Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP), le Réseau des organisations de jeunesse africaine leaders des Nations Unies au Gabon (ROJALNU-Gabon) et le Conseil national de la jeunesse du Gabon (CNJG), avec le soutien du Système des Nations Unies au Gabon, le Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et de l'UNESCO.

Cette Campagne se poursuit maintenant en Angola, et il est prévu qu'elle soit lancée au Congo Brazzaville, au Cameroun et au Burundi.

Je souhaite féliciter particulièrement le Gouvernement de l'Angola pour l'engagement sans faille qu'il a démontré depuis l'organisation du Forum panafricain « Sources et ressources pour une culture de la paix », à travers ses différentes institutions et organisation comme la Fondation Eduardo dos Santos (FESA), très engagée dans le Réseau des fondations et institutions de recherche en faveur d'une culture de la paix », et maintenant avec le lancement de la Campagne des jeunes pour la culture de la paix dans ce pays.

Mes encouragements vont aussi au Conseil national de la Jeunesse de l'Angola, qui fait partie de Réseau panafricain des Jeunes pour la culture de la paix, pour la préparation de cette Campagne qui arrive au moment où le pays est confronté à une échéance électorale, où les jeunes peuvent jouer un rôle déterminant en faveur de la prévention de toute violence.

Les artistes et les communicateurs traditionnels qui ont partagé leur art aujourd'hui avec nous participent aussi de ce travail de sensibilisation et de prévention.

Avant de passer la parole au Secrétaire permanent du Réseau panafricain des jeunes, j'exprime le souhait pour ce pays d'une longue vie de paix.

Je vous remercie.

ANNEXE II : Liste des participants

N°	Nom	Organisation
1	Sita N'Sadisi José Diekumpuna	Délégation permanente de l'Angola auprès de l'UNESCO
2	Neto Joao Sebastião	Délégation permanente de l'Angola auprès de l'UNESCO
3	Pereira João De Deus Gomes	FESA, Angola
4	Fortunato Francisco	FESA, Angola
5	Mariano Manuel	FESA, Angola
6	Gumbe Jorge	FESA, Angola
7	Magalhães Eduardo	FESA, Angola
8	Etona Tomás	FESA, Angola
9	Cerqueira Marilena	FESA, Angola
10	Barros Manuel Correia	CEEA, Angola
11	Caçado Sonia	FESA, Angola
12	Miguel Antonio	FESA, Angola
13	Silva Esperança	FESA, Angola
14	Adilson Pequeno	FESA, Angola
15	Paulo Malvina	FESA, Angola
16	Paixão Paula	FESA, Angola
17	Maria José	FESA, Angola
18	Teixeira Francisco	Fondation António Agostinho Neto
19	Camueler Walter	Fondation António Agostinho Neto
20	Savinjembe Albino	Commission National pour l'UNESCO de l'Angola
21	Valentim Afonso	Commission National pour l'UNESCO de l'Angola
22	Ye Loiteohin Félix	UNESCO Yaoundé
23	Fazzino Vincenzo	UNESCO Libreville
24	Santana Afonso Ana Elisa	UNESCO Brazzaville
25	Diallo Abdourahamane	UNESCO Kinshasa
26	Matuturu Yvonne	UNESCO Yaoundé
27	Bowe Malebogo	UNESCO Addis Abeba
28	Carvalho Edson Renato	UNESCO Paris
29	Bubuzi Joao Nicolau	UNESCO Angola
30	Raymondi Laura	UNESCO Paris
31	Tindy-Poaty Juste Joris	UNESCO Libreville
32	Diallo Alpha Adama	UNESCO Paris
33	Motsoatsoe Boitumelo	PAYNCOP Afrique du Sud
34	Ikwelle Ekene John-Paul	PAYNCOP Nigeria
35	Phaladi Gogonglejang	PAYNCOP Botswana
36	Baniakina Dia-Bangouaya A.E	PAYNCOP Congo-Brazzaville
37	Saafi Adyfe Karim	PAYNCOP Belgique, Diaspora
38	Bounda Moussavou Max Axel	PAYNCOP Gabon
39	Namukasa Sylvia	PAYCOP Ouganda

40	Goussikindey Eugène	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique/ Côte D'Ivoire
41	Malanhoua Kouassi Aimé	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique/ Côte D'Ivoire
42	Loucou Jean-Noël	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique/ Côte D'Ivoire
43	Traoré Ibrahima Albarka	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Mali
44	Eselebor Willie A.	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Nigeria
45	Nepa Kibundila Julien Faustin	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / RDC
46	Sofonnou Abdon	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Sénégal
47	Tidjani-Serpos Noureini	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / France
48	Angok Achuil Angok Achuil	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Soudan du Sud
49	Rembe Nasila Selasini	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Afrique du Sud
50	Vital Mouity Ekoume	Réseau des fondations et des Institutions de recherche pour la promotion d'une culture de la paix en Afrique / Gabon
51	Batchiellilys Annie Flore	Artiste musicienne Gabon
52	Joly Makanda	Artiste musicienne Angola
53	Akindes Simon	Comité scientifique, USA
54	Akinsanya Worris Olusegun	Comité scientifique, Nigeria
55	Tito Chicolassontri	IAAA, Angola
56	Jeliomira J. Paulo	IURD, Angola
57	Moises Mujinga Nzguza	CNJ, Angola
58	Manuel Joao Moises	IMUA Angola
59	Laurinda Firmino	IMUA, Angola
60	Saloundar Nae Quintos Palanco	Jovens DECARACAE, Angola
61	Humberto Dario Curinaa	CNJ, Angola
62	Dickson Caiombo	JMPLA Angola
63	David M. Satumba	JUMACA, Angola
64	Elizetu Ng. William	JNRA, Angola
65	Nelson Mucazo Euclides	JURS Angola
66	Jacos Ulica	JFNLA, Angola
67	Kikas Manuel Machado	Ministère de la Jeunesse et des Sports, Angola
68	Herman M. Miji	ANLD, Angola

69	Derylson Gomes	CPJ Angola
70	Samuel Correia Victor	CNJ Angola
71	Albertina D.S. Mulei	JMPLA Angola
72	Ezequiel Zango Armindo	IASD Angola
73	Andre Paulo João Lundo	IASD Angola
74	Francisco Pensamento Mussangue	JMPLA, Angola
75	Antonio Tingao	CNJ, Angola
76	Victorino J. Matias	CNJ, Angola
77	Georges Kioza	Coordinateur des interprètes
78	Rui Manuel Antonio	Technicien
79	Orlando Francisco	Technicien
80	Shadrack João	Interprète/français
81	Oliver Green	Interprète/français
82	Mario Costa	Interprète/ anglais
83	Walter José	Interprète/ anglais